



RAPPORT D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2017 (MAI 2016 – AVRIL 2017)

Sommaire

I. Introduction et vue d'ensemble	3
II. Administration douanière.....	14
III. Administration fiscale.....	16
IV. Gestion des finances publiques.....	21
V. Statistiques macroéconomiques	27
VI. Statistiques des finances publiques.....	31
VII. Gestion de la dette publique	33
VIII. Régulation et supervision bancaire	37

Tableaux

Tableau 1. Exécution du programme de travail 2016–2017 au 30 avril 2017.....	4
Tableau 2. Nombre d'activités réalisées au cours de l'année fiscale 2017.....	5
Tableau 3. Mise en œuvre du cadre logique d'AFRITAC Centre 2013-2016.....	5
Tableau 4. Administration douanière : synthèse des activités	15
Tableau 5. Administration fiscale : synthèse des activités	17
Tableau 6. Gestion des finances publiques : synthèse des activités	22
Tableau 7. Statistiques macroéconomiques : synthèse des activités.....	27
Tableau 8. Statistiques des finances publiques : synthèse des activités	31
Tableau 9. Gestion de la dette publique : synthèse des activités	34
Tableau 10. Régulation et supervision bancaire : synthèse des activités.....	38

Figures

Figure 1. Ressources planifiées/utilisées en 2016-2017 par pays/région	8
Figure 2. Activités réalisées au 30 avril 2017 par pays/région	9
Figure 3. Ressources planifiées/utilisées en 2016-2017 par domaine	10
Figure 4. Activités réalisées au 30 avril 2017 par domaine.....	10
Figure 5. Utilisation des experts court terme régionaux pendant l'année fiscale 2017	13

Encadrés

Encadré 1. Enquête internationale sur l'administration fiscale ou International Survey On Revenue Administration (ISORA).....	18
Encadré 2. Le Forum des hauts fonctionnaires du budget des États membres d'AFRITAC Centre	23

Encadré 3. La réforme du budget programme au Gabon.....	25
Encadré 4. La réforme de la nomenclature budgétaire au Tchad	26
Encadré 5. Rattrapage des retards des comptes nationaux	30
Encadré 6. Séminaire interrégional AFC-AFW 1 sur les opportunités et les risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux	35
Encadré 7. AFRITAC Centre contribue au renforcement des capacités des superviseurs bancaires de l'Afrique centrale en organisant des séminaires régionaux méthodologiques.....	39
Encadré 8. Renforcement de l'intensité de l'assistance technique à la COBAC	39

I. INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

1. Ce rapport présente l'exécution des activités réalisées par le Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre) durant l'année fiscale 2017 allant du 1^{er} mai 2016 au 30 avril 2017.
2. Le programme de travail de l'année fiscale 2017 est établi en tenant compte des objectifs stratégiques définis dans le cadre logique du Centre à l'échéance du second cycle de financement étendue au 31 octobre 2017 suite à la décision du Comité d'Orientation au cours de sa 17^{ème} réunion tenue le 26 mars 2015 à Ndjamena. Ces objectifs, leurs critères de réalisation, et les étapes intermédiaires sont déclinés par domaine d'activité dans le cadre logique 2013-2016 du Centre (cf. annexe 1).
3. Dans ce cadre, le programme de travail annuel est élaboré en étroite collaboration avec les services du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres s'agissant des principaux axes d'intervention, et des priorités des réformes appuyées par le FMI et les autres partenaires. Les activités de l'AFRITAC Centre sont ainsi intégrées dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des pays membres par le FMI pour appuyer ces réformes. Les activités sont par ailleurs coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires impliqués dans la mise en œuvre des réformes.
4. Le programme couvre également l'appui à la mise en œuvre des réformes régionales, qu'il s'agisse de travaux en collaboration avec les institutions régionales (CEEAC, CEMAC, BEAC, et COBAC), des activités au niveau des États pour l'internalisation de ces réformes ainsi que des séminaires régionaux.
5. Les activités ont été réalisées à travers des missions ponctuelles d'assistance technique et des projets pluriannuels lancés en 2014-2015 en tenant compte des objectifs retenus dans le cadre logique de la phase II du Centre.

Exécution du programme de travail

6. Pour l'année fiscale 2017, les activités ont été programmées à hauteur de 502 personnes semaines. La moitié de ces activités ont été réalisées directement par l'équipe des sept conseillers résident du Centre, les autres faisant appel à des experts recrutés pour des missions de courte durée, en appui et sous le contrôle technique des conseillers (cf. tableau 1).
7. Entre le 1^{er} mai 2016 et le 30 avril 2017, 442 personnes semaines (Conseillers résidents et experts court terme) ont été consacrées au renforcement des capacités des administrations des pays membres, soit un taux de réalisation du programme de 88 pour cent (cf. tableau 1).

8. Les pays fragiles ont bénéficié de 83 pour cent des ressources utilisées au cours de l'exercice. Ce taux démontre l'importance accordée par le Centre au soutien aux pays fragiles. Quant aux pays de la CEMAC, ils bénéficient également d'un volume d'activités important afin d'impulser les réformes régionales (cf. tableau 1).

**Tableau 1. Exécution du programme de travail 2016–2017 au 30 avril 2017
(En personnes semaines)**

Pays/Régional/Séminaire	Ressources programmées (Mai 2016 - Avril 2017)			Réalizations à fin avril 2017 ¹	Taux de réalisation (en %)	
	Conseillers Résidents		Experts courts terme			
	Siège Afritac	Site				
BURUNDI	22,5	22,0	23,0	67,5	46,0	68,1
CAMEROUN	10,0	14,0	8,0	32,0	34,0	106,3
CONGO	12,0	14,0	14,0	40,0	45,5	113,8
GABON	16,0	9,0	13,0	38,0	40,5	106,6
GUINEE-EQUATORIALE	6,5	9,0	16,0	31,5	17,5	55,6
RCA	18,0	20,0	33,0	71,0	68,0	95,8
RDC	24,0	26,0	33,0	83,0	63,5	76,5
TCHAD	15,0	17,0	21,0	53,0	37,5	70,8
Séminaires Régionaux	24,0	18,0	20,0	62,0	67,0	108,1
Institutions Régionales	11,0	7,0	6,0	24,0	22,5	93,8
TOTAL	159,0	156,0	187,0	502,0	442,0	88,0

Pays fragiles ²	91,5	99,0	124,0	314,5	260,5	82,8
Pays de la CEMAC	77,5	83,0	105,0	265,5	243,0	91,5

¹ Prévisions de clôture au 30 avril 2017

² Burundi, Congo, RCA, RDC et Tchad

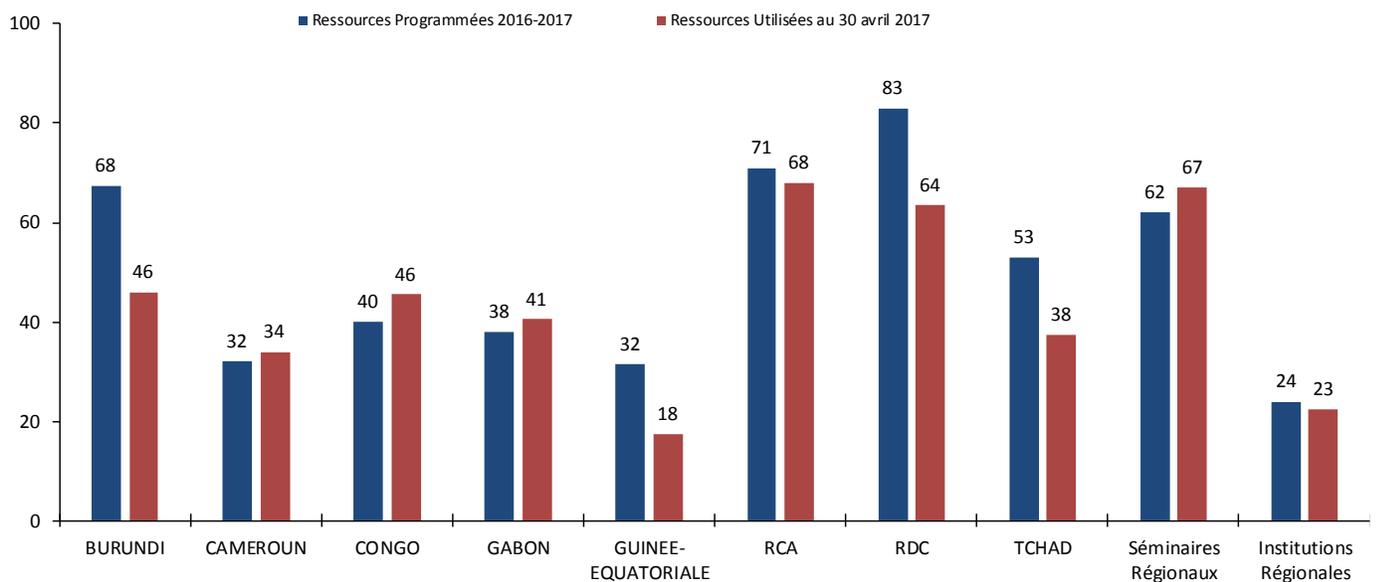
9. Au cours de cette année fiscale, plusieurs activités ont été reprogrammées ou reportées dans certains pays membres pour des raisons sécuritaires comme pour le Tchad, et d'autres pays où le FMI a suspendu des missions comme le Burundi, la République Centrafricaine et la République Démocratique du Congo. Toutefois, le Centre a pu organiser des ateliers techniques au profit des cadres du Burundi et de la République Démocratique du Congo (gestion des finances publiques, statistiques des finances publiques, gestion de la dette publique, et supervision bancaire) au siège d'AFRITAC Centre à Libreville. Cette modalité de délivrance des activités entamée dès le premier semestre a été poursuivie au cours du second semestre pour minimiser l'impact de l'instabilité sécuritaire sur la réalisation du programme de travail et les résultats attendus.

10. Durant l'année fiscale, cent neuf (109) activités ont été conduites sur sites dont soixante-

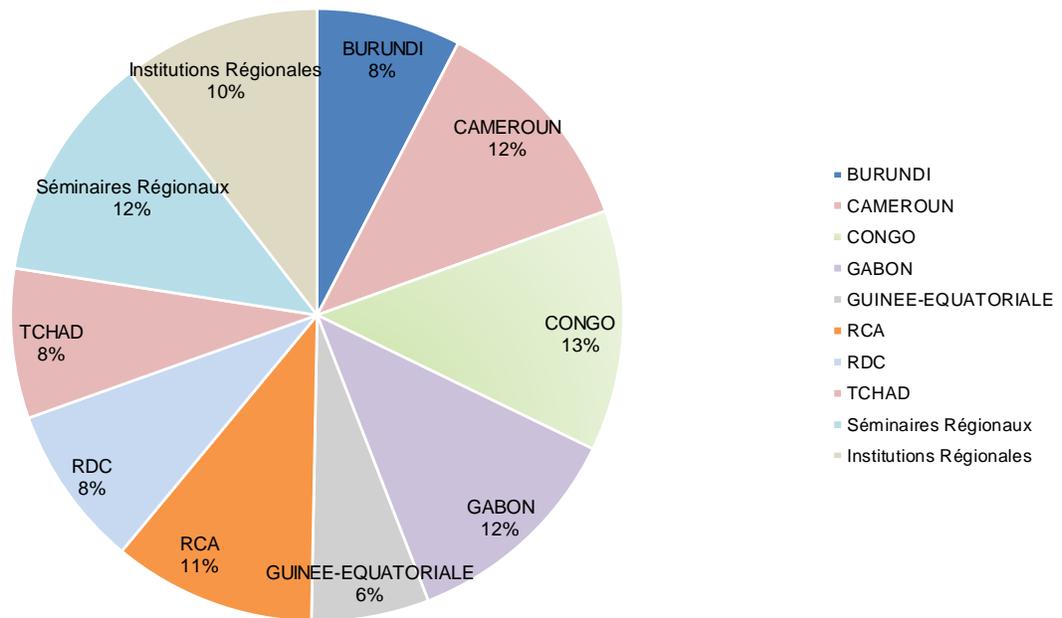
Situation par pays/région

12. Au cours de l'année fiscale 2017, les activités prévues ont été réalisées dans tous les pays membres malgré les conditions sécuritaires difficiles dans certains d'entre eux (cf. figures 1 et 2). Certaines activités programmées au profit du Burundi, de la Guinée-Equatoriale, de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo ont dû être reportées. Ces reports ont pu être compensés par l'organisation d'activités initialement prévues au second semestre ou par des activités additionnelles au profit d'autres pays couverts par le Centre. L'annexe 3 à ce rapport présente, sous la forme d'un tableau synthétique, par pays bénéficiaire le programme d'activités d'AFRITAC Centre pour l'année 2016-2017 et l'exécution de ce programme au 30 avril 2017. Ce tableau synthétise, pour chaque activité, les objectifs visés et les résultats obtenus.

**Figure 1. Ressources planifiées/utilisées en 2016-2017 par pays/région
(En personnes semaines)**



**Figure 2. Activités réalisées au 30 avril 2017 par pays/région
(En pourcentage des activités)**

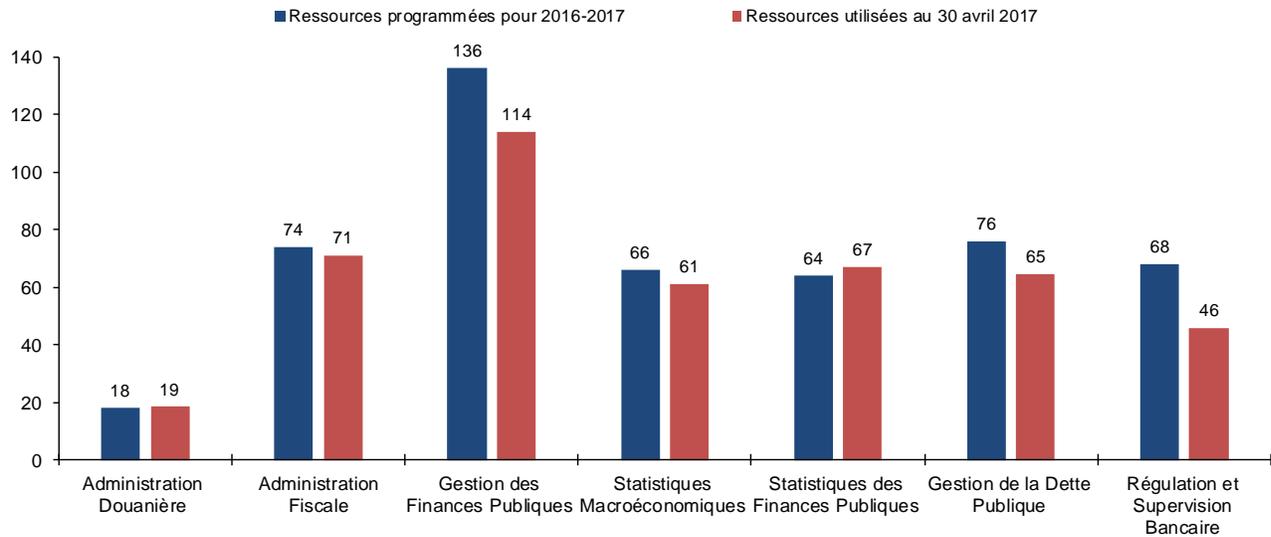


Situation par domaine d'intervention

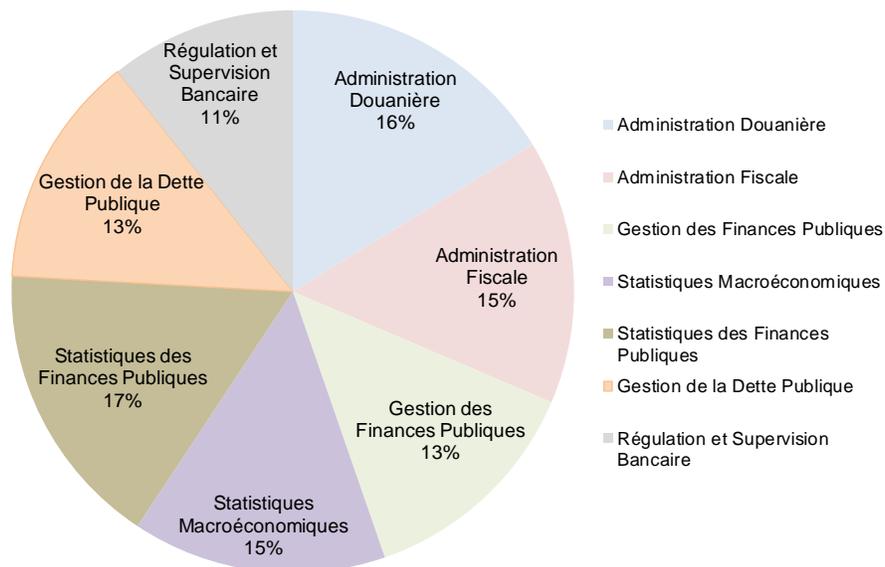
13. L'annexe 4 à ce rapport présente, sous la forme d'un tableau synthétique, par domaine, le programme d'activités d'AFRITAC Centre pour l'année 2016–2017 et l'exécution de ce programme au 30 avril 2017. Ce tableau synthétise, pour chaque activité, les objectifs visés et les résultats accomplis. Pour les domaines de l'administration douanière et des statistiques des finances, le taux d'exécution du programme est au-dessus des 100 pour cent par rapport aux ressources planifiées. Pour les autres domaines, les taux d'exécution étaient élevés sauf pour la régulation bancaire en raison de la suspension des missions au Burundi et en République Démocratique du Congo (cf. figure 3).

14. Au cours de l'année fiscale 2017, 44 pour cent des activités d'AFRITAC Centre concernent l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques) ce qui est conforme à la programmation. Le domaine des statistiques (macroéconomiques et finances publiques) représente 32 pour cent des ressources utilisées durant l'exercice. Les domaines gestion de la dette et supervision bancaire couvrent les 24 pour cent de l'exécution totale (cf. figure 4).

**Figure 3. Ressources planifiées/utilisées en 2016-2017 par domaine
(En personnes semaines)**



**Figure 4. Activités réalisées au 30 avril 2017 par domaine
(En pourcentage des activités)**



Séminaires et appuis régionaux, et apprentissage par les pairs

15. Durant l'année fiscale 2017, AFC a organisé 15 (quinze) séminaires régionaux respectivement sur les thèmes de (1) la gestion des performances, la modernisation des procédures et la gestion de l'outil d'informations financières ; (2) la transparence et la performance dans l'élaboration de la loi des finances ; (3) l'initiation au système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008) ; (4) la mise aux normes internationales et régionales des statistiques des finances publiques ; (5) l'accès au marché des capitaux internationaux ; (6) la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ; (7) le contrôle des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques dans les banques ; (8) l'alignement la documentation budgétaire sur les exigences de transparence de la gouvernance financière ; (9) le renforcement de la vision régionale des réformes douanières ; (10) le contrôle du dispositif de maîtrise du risque opérationnel dans les banques ; (11) l'intégration des missions douanières et fiscales ; (12) la transparence financière : de la préparation et l'exécution de la loi de finances au compte général de l'Etat ; (13) la gestion des risques financiers liés au portefeuille de dette publique ; (14) la nomenclature budgétaire et comptable, le TOFE et les comptes nationaux ; (15) le contrôle interne et l'audit dans le domaine de la gestion des finances publiques. L'annexe 5 présente les séminaires, ateliers et rencontres régionales organisés par le Centre entre 1^{er} mai 2016 et le 30 avril 2017.

16. Parmi les séminaires organisés par le Centre durant l'année fiscale 2017, deux d'entre eux étaient inter régionaux et organisés conjointement avec le Centre d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest AFRITAC Ouest 1. Il s'agit : du séminaire sur l'accès au marché des capitaux internationaux (numéro 5 ci-dessus) ; et du séminaire sur la transparence financière (numéro 12 ci-dessus). Les deux séminaires régionaux multidisciplinaires qui ont été organisés par le Centre étaient les suivants : Le séminaire sur l'intégration des missions douanes/impôts qui a permis aux cadres de la région de mieux appréhender les concepts et les outils de gestion de la performance (numéro 11 ci-dessus) ; et le deuxième séminaire sur la nomenclature budgétaire et comptable, le TOFE et les comptes nationaux qui a rassemblé les experts des statistiques et de la gestion des finances publiques (numéro 14 ci-dessus).

17. Au plan régional, AFRITAC Centre a poursuivi ses appuis à la CEMAC dans le cadre de (1) la relecture et de la mise à jour du code douanier. Cette activité a pu se réaliser avec la collaboration du département des finances publiques du FMI ; (2) la transposition de textes relatifs au cadre harmonisé des finances publiques en RCA notamment ; (2) la formation à la supervision basée sur les risques des cadres nouvellement recrutés.

18. Au cours de l'année fiscale 2017 et au-delà de ses activités régulières, AFRITAC Centre a organisé :

- **Trois visites d'imprégnation de cadres.** L'une au profit Cadres de la Banque Centrale du Burundi auprès de la Banque Al Maghrib du Maroc. Puis celle de quatre cadres des services de la dette et du Trésor de la République Démocratique du Congo au sein du Ministère des Finances de la Tunisie, sur l'émission des titres publics. La troisième quant

à elle, était au profit de cadres de la Direction du Budget de la RDC auprès du Ministère des Finances du Gabon sur le montage et le suivi des projets annuels de performance, et le pilotage de la réforme budgétaire.

- **Sept ateliers techniques délocalisés.** Compte tenu de la suspension des missions au Burundi et en RDC, le Centre a organisé ces ateliers de travail afin de permettre aux administrations de ces pays de continuer à bénéficier de l'assistance technique du Centre (cf. annexe 5).
- **La troisième session du cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles.** Le cours bénéficie du partenariat de l'Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) et l'Institut pour le Développement des Capacités du FMI (cf. annexe 5).

Coordination et collaboration avec les autres partenaires techniques et financiers

19. Au cours de l'année fiscale 2017, la coordination/collaboration avec les autres partenaires s'est poursuivie, en particulier dans les domaines des finances publiques (dépenses et recettes), des statistiques macroéconomiques et de la gestion de la dette. Les principaux partenaires avec lesquels les appuis d'AFRITAC sont coordonnés, voire menés conjointement, sont l'AFRISTAT, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'EUROSTAT, la Coopération allemande (GIZ), la Coopération française, le PNUD-Pôle de Dakar, et l'Union Européenne, notamment.

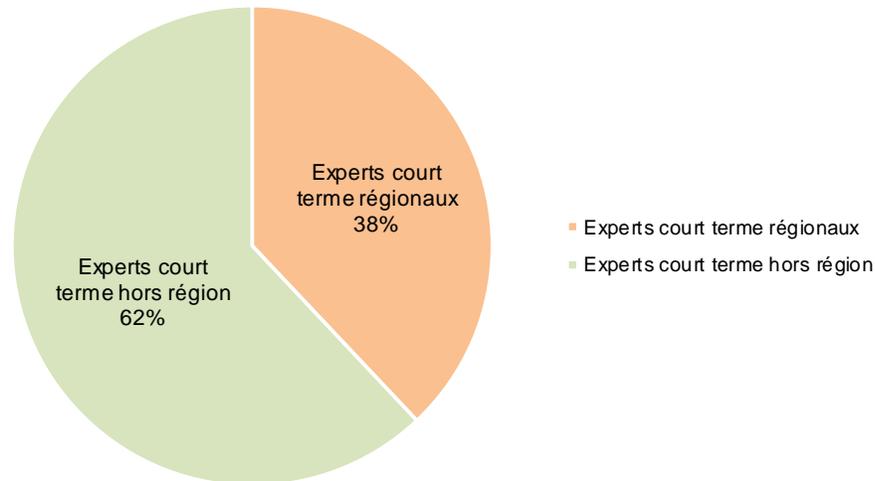
20. A titre d'exemple, au cours du premier semestre de l'année fiscale 2017, AFRITAC Centre a poursuivi son partenariat avec le Pôle PNUD de Dakar dans le domaine de la gestion finances publiques sur les projets annuels de performance en République du Congo. Dans le domaine des douanes, AFC mène le projet d'appui à la modernisation de l'organisation et des procédures de l'administration douanière équato-guinéenne et a collaboré étroitement avec la Banque Africaine de Développement en appui au projet visant l'informatisation des opérations douanières et la mise en place du progiciel Sydonia World.

21. Par ailleurs, les partenaires techniques et financiers sont régulièrement informés des activités menées par le Centre au cours de séances de restitution organisées en fin de mission des conseillers et experts ou à l'occasion des visites par le Coordonnateur.

Mobilisation de l'expertise régionale

22. Entre le 1er mai 2016 et le 30 avril 2017, 38 pour cent des experts utilisés par le Centre ont été recrutés dans la région conformément à l'objectif de développer le réseau de l'expertise régionale associés aux activités d'AFRITAC Centre (cf. figure 5). Ce taux témoigne de l'intérêt du Centre de promouvoir l'expertise locale pour une meilleure appropriation des réformes par les pays membres. Cette tendance va se maintenir et s'accroître durant la troisième phase du cycle de financement du Centre 2017-2022.

**Figure 5. Utilisation des experts court terme régionaux pendant l'année fiscale 2017¹
(En pourcentage des activités)**



Principaux risques opérationnels

23. **La situation sécuritaire, l'engagement des responsables et la disponibilité des équipes nationales** chargées de la mise en œuvre des réformes constituent les facteurs de risques opérationnels les plus sérieux s'agissant de la réalisation des objectifs et des résultats tels que fixés par le cadre logique d'AFRITAC Centre.

- **Situation sécuritaire et stabilité politique.** Renforcer les capacités dans les Etats fragiles et notamment au Burundi, au Tchad, et en République Centrafricaine a été une priorité du programme de travail pour 2016–2017. Toutefois, l'exécution du programme dans ces Etats a fortement dépendu des conditions de sécurité et de la stabilité de l'environnement politique ;
- **Engagement des responsables et disponibilité des équipes nationales.** Compte tenu des modalités de délivrance des appuis par AFRITAC Centre, essentiellement par la mise à disposition de conseillers et experts pour des visites de courte durée, l'engagement des responsables et la disponibilité des équipes nationales à travailler avec ces conseillers et experts ont été essentiels, tout comme leur disponibilité à poursuivre les travaux entre deux visites des experts.

¹ Source: bases de données du FMI.

Autres faits marquants intervenus entre le 1^{er} mai 2016 et le 30 avril 2017

Personnel d'AFRITAC Centre

27. M. Paulo Drummond a pris la direction du Centre au mois de septembre 2016. Il remplace M. Olivier Benon appelé à d'autres fonctions au sein du FMI.
28. Courant octobre 2016, Mme Agnès Turenne a succédé à Mme Uguen Marie-Christine au poste de Conseiller résident en gestion des finances publiques.
29. M. Alexis Boher est le nouveau Conseiller résident en supervision bancaire et stabilité financière. Il a pris fonction au mois d'octobre 2016 et remplace M. Jean-François Bouchard qui a quitté le Centre en fin août 2016.
30. M. Armel Houtsa est le nouveau Chargé de projets du Centre. Il a pris fonction courant septembre 2016 et remplace à ce poste M. Aurelien Beko, Économiste/Chargé de projets, qui a quitté ses fonctions en juin 2016.
31. Mlle Djena Laetitia Djembo a été recrutée au poste d'Assistante Administrative au mois de novembre 2016 en remplacement de Monsieur Armel Houtsa promu.

II. ADMINISTRATION DOUANIERE

A. Les principaux axes de l'assistance technique

32. Le programme de travail de l'année fiscale 2017 s'articule autour de deux axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :
 1. Renforcement de la coopération régionale et internationale pour la mise en œuvre du programme de création du marché commun ;
 2. Renforcement des capacités des administrations douanières, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques internationales en matière de lutte contre la fraude douanière.

B. Activités réalisées et résultats atteints

33. Au 30 avril 2017, le programme de travail en administration douanière (cf. tableau 4) a été réalisé en étroite collaboration avec le programme d'assistance technique régional mis en œuvre par les services du département des finances publiques du FMI.

Tableau 4. Administration douanière : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions	6	6	0
Nombre de missions du conseiller	0	0	0
Nombre de missions d'expert court terme	6	6	0
Nombre de séminaires régionaux	1	1	0
Total des activités de la période	7	7	0
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	<i>18</i>	<i>18,5</i>	<i>+0,5</i>

Au plan régional

34. En collaboration avec les services du Département des finances publiques du FMI, le Centre a accompagné les travaux de relecture et de mise à jour du Code des douanes de la CEMAC ainsi que la rédaction des projets de principaux textes d'application. Le Centre a également participé à la réunion du Comité technique des valeurs de la CEMAC.

35. La 4^{ème} rencontre annuelle des Directeurs généraux des douanes, en collaboration avec les services du Département des finances publiques du FMI, a permis de faire le bilan des réformes des administrations douanières ainsi que de la modernisation des procédures. Les principaux axes stratégiques de l'assistance technique du FMI (FAD, AFC) en matière d'administration douanière dans la sous-région ont été discutés au cours de cette rencontre. Cet événement a permis de faire participer anticipativement la République de Sao Tomé-et-Principe aux activités du Centre.

Situation par pays

36. Les activités menées entrent toutes dans le cadre de projets pluriannuels s'intégrant dans le programme régional de réforme et de modernisation des administrations douanières.

Burundi

37. L'atelier délocalisé qui a été organisé à l'attention des principaux responsables a permis d'élaborer des plans d'actions concrètes portant sur : (1) l'élargissement de l'assiette douanière, (2) la lutte contre la fraude douanière, (3) la maîtrise des exonérations et des régimes spécifiques, et (4) le renforcement des interactions entre les Commissariats des douanes/accises et des taxes internes et ressources non fiscales.

Gabon

38. La visite effectuée a permis de : (1) faire le bilan sur le projet d'automatisation de la gestion des risques pour améliorer la sélectivité des contrôles douanier ; et (2) mettre à jour

sur la base des données disponibles les critères du système transitoire de sélectivité.

Guinée Equatoriale

39. La visite effectuée par anticipation a permis de : (1) définir de nouvelles procédures de dédouanement ; (2) élaborer des mécanismes de gestion des exonérations ; et (3) préparer des projets de texte établissant les missions et organisation des services. Ces outils sont tous indispensables à une bonne implémentation de l'informatisation des services de la douane.

République Centrafricaine

40. La visite effectuée a permis de renforcer les capacités des services compétents aux suivi et contrôle de la destination réelle des biens exonérés ainsi que de proposer des mesures pratiques de sécurisation des opérations de dédouanement des biens exonérés.

République Démocratique du Congo

41. L'atelier délocalisé qui a été organisé à l'attention des principaux responsables a permis d'élaborer des plans d'actions concrètes portant sur : (1) l'élargissement de l'assiette douanière, (2) la lutte contre la fraude douanière, (3) la maîtrise des exonérations et des régimes spécifiques, et (4) le renforcement des interactions entre la Direction générale des douanes/accises et la Direction générale des impôts.

Tchad

42. La visite effectuée a permis de renforcer les capacités des services compétents aux suivi et contrôle de la destination réelle des biens exonérés ainsi que de proposer des mesures pratiques de sécurisation des opérations de dédouanement des biens exonérés.

III. ADMINISTRATION FISCALE

A. Les principaux axes de l'assistance technique

43. Le programme de travail de l'année fiscale 2017 s'articule autour de deux axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :

1. Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale ;
2. Renforcement des capacités régionales d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles.

B. Activités réalisées et résultats atteints

44. Au 30 avril 2017, le programme a été exécuté conformément à la programmation

initiale (cf. tableau 5) malgré les restrictions de voyage et les conditions de délivrance.

Tableau 5. Administration fiscale : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions	23	23	0
Nombre de missions du conseiller	11	11	0
Nombre de missions d'expert court terme	13	13	0
Nombre de séminaires régionaux	2	2	0
Total des activités de la période	25	25	0
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	74	71	-3

Au plan régional

45. Le séminaire régional multidisciplinaire douanes/impôts a permis aux 22 participants de : (1) se familiariser aux concepts et outils de la gestion des performances ; (2) élaborer une boîte à outils de modernisation des procédures douanières et fiscales ; et (3) se familiariser à la gestion de l'outil d'information (ISORA/RA-FIT) des administrations douanière et fiscale. Cet accompagnement a permis à 6 pays membres sur 8 de clôturer cet exercice de mise à jour (cf. Encadré 1).

46. Le séminaire interrégional multidisciplinaire sur la collaboration douane/impôts en vue de prévenir et lutter contre les fraudes à la TVA a été organisé conjointement avec le Centre régional d'assistance technique du FMI en Afrique Australe (AFRITAC Sud). Les 30 participants ont élaboré : (1) un chronogramme de mise en place de système d'échanges permanent de données ; (2) un catalogue de mesures de ciblage des importateurs et de sécurisation de l'identifiant ; et (3) des propositions de modifications des textes légaux ou réglementaires par pays en matière de contrôle en entreprises. Cet événement a permis de faire participer anticipativement la République de Sao Tomé-et-Principe aux activités du Centre.

47. En partenariat avec AFRITAC Sud et l'Institut de formation du FMI en Afrique (IFA), un cours interrégional sur la gestion macroéconomique des ressources naturelles, en collaboration avec l'Institut de développement des capacités (ICD) du FMI a permis de donner aux 18 participants les outils nécessaires à la définition et à la mise en œuvre des politiques liées à la gestion des ressources naturelles notamment en ce qui concerne les aspects budgétaire, monétaire et financier ainsi que les réformes structurelles associées.

48. Le Centre a contribué activement à l'actualisation par tous les pays membres des données dans la base de l'outil en ligne d'information financière des administrations des revenus mise en place par le Département des finances publiques du FMI (cf. Encadré 1).

Encadré 1. Enquête internationale sur l'administration fiscale ou International Survey On Revenue Administration (ISORA)

L'enquête ISORA est une initiative internationale lancée par plusieurs organisations pour recueillir des renseignements et des données sur les administrations douanières et fiscales nationales. Elle s'articule en deux modules distincts, l'un consacré à l'administration des douanes, l'autre à l'administration des impôts. Le FMI, l'OCDE, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), le Centre inter-américain des administrations fiscales (CIAT), l'organisation inter-européenne des administrations fiscales (IOTA) qui collectent régulièrement des informations sur l'administration fiscale de leurs États membres, ont convenues de recueillir les données sur l'administration des impôts en utilisant le module conçu à cet effet pour l'enquête ISORA.

Analyse et information. Cet outil en ligne d'information financière (ISORA) des administrations des revenus répond au besoin de normalisation des données, pour un meilleur suivi/évaluation des performances. Il sert aussi de plateforme commune à la disposition des autres organisations internationales. Il vise notamment à : (1) recueillir et analyser annuellement des données liées aux administrations des revenus ; (2) mettre les données et analyses à la disposition des pays pour leur permettre d'assurer un suivi de leur performance et de se situer par rapport aux autres pays ; (3) établir des repères (indicateurs de performance) pour les programmes d'assistance technique (AT) de tous les prestataires et fournir une source de données détaillée pour un cadre de gestion basé sur les résultats ; et (4) aider à adapter les stratégies d'AT et à améliorer la qualité.

Depuis 2012, AFRITAC Centre a accompagné, à distance ou sur place, les pays au remplissage de la base des données ISORA/RA-FIT. Cet accompagnement, conjugué avec la mise en ligne de la version en langue française en 2015, a permis de faire évoluer les taux de complétion de 47% en 2014 à 100% en 2016.

Premiers enseignements d'ISORA. Malgré les difficultés qui ont émaillé la collecte des données, au point que les informations de cette première série d'enquêtes sont incomplètes et présentent certaines faiblesses au plan qualitatif, Une première analyse a permis de d'observer quelques tendances, à ce stade indicatif.

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). La proportion des recettes de TVA par rapport aux recettes fiscales globales a augmenté de manière singulière durant la dernière décennie dans tous les pays, et principalement dans les pays à faible revenu (PFR). Cependant, il ressort que les PFR présentent en moyenne un nombre plus élevé de déclarations créditrices de TVA (et donc des crédits de TVA « remboursables ») que les pays riches ou à revenu intermédiaire — 42 % du total des déclarations reçues. Cela étant, en comparaison aux autres groupes de pays, les PFR sont ceux qui remboursent le moins en pourcentage de la TVA totale brute —7 % contre une

moyenne de 18 % pour 36 pays.

Dépôt des déclarations. Les taux de déclaration dans les délais pour la TVA demeure assez faible comparé aux meilleures pratiques internationales en ce qui concerne les grandes et moyennes entreprises, qui est de 97%. Cette situation peut s'expliquer par la persistance de certaines lourdeurs des procédures de déclaration et de paiement, par une absence de politique de promotion du civisme fiscal et d'un système proactif de suivi des contribuables.

Délais de dédouanement des marchandises importées. Les délais de mise à disposition des biens importés soumis à inspection tendent à s'améliorer à mesure que le revenu national augmente. En revanche, dans les pays membres d'AFRITAC Centre, les délais de mise à disposition des biens importés n'évoluent guère, en raison notamment de la multiplicité des intervenants à la frontière et des retards pris dans la mise en place des guichets unique virtuels.

Trafic douanier par circuit. Bien que l'inspection physique des marchandises soit nécessaire, elle est souvent réalisée de manière trop systématique, notamment dans les pays en développement. En effet, les PFR inspectent 52 % des produits importés (circuit rouge), contre 34 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 26 % pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et 20 % pour les pays à revenu élevé. Ce constat laisse transparaître des faiblesses dans la gestion des risques et dans la sélectivité des contrôles dans les PFR, ce qui entraîne souvent une augmentation des coûts de transaction et une perte de compétitivité commerciale.

Amélioration de la qualité et de la pertinence des indicateurs. Les nouveaux indicateurs de résultats proposés pour le prochain cycle d'AFRITAC Centre viseront à restituer de manière plus pertinente l'efficacité et la qualité de l'AT fournie, notamment dans le cadre de la gestion basé sur les résultats des programmes pluriannuels. Ils pourront être extraits de la base ISORA, et ainsi pouvoir faire l'objet de comparaison de manière objective.

Situation par pays

Burundi

49. L'atelier délocalisé qui a été organisé à l'attention des principaux responsables a permis d'élaborer des plans d'actions concrètes portant sur : (1) l'élargissement de l'assiette fiscale, (2) la lutte contre la fraude fiscale, et (3) le renforcement des interactions entre les Commissariats des douanes/accises et des taxes internes et ressources non fiscales.

Cameroun

50. La visite qui entre dans le cadre du renforcement de la collaboration douanes/impôts, a permis de : (1) élaborer un mécanisme de surveillance des importations de marchandises à risques ; (2) former 35 cadres douaniers sur les prix de transfert et la valeur en douane et (3) concevoir un cadre harmonisé des contrôles douanier, fiscaux ou mixte en entreprise. Par

ailleurs, dans le cadre des objectifs d'élargissement de l'assiette fiscale, le Centre a renforcé les structures d'enquêtes et de recherches de l'administration fiscale. Un accent particulier a été mis sur le partage des renseignements avec l'administration douanière et la valorisation de ces informations à des fins fiscales.

Congo

51. L'activité menée visait le renforcement de la nouvelle unité de gestion des moyennes entreprises. Elle a permis de : (1) actualiser le portefeuille des entreprises ; (2) former 25 agents à la gestion, au contrôle et au recouvrement ; et (3) valider le manuel des procédures. Le Centre a élaboré un cadre formalisé d'échanges systématique de données fiscale et douanière en vue de mobiliser les recettes fiscales et douanières, et lutter contre les fraudes.

Gabon

52. La visite qui entre dans le cadre du renforcement de la collaboration douanes/impôts, a permis de : (1) élaborer un mécanisme de surveillance des importations de marchandises à risques ; (2) former 25 cadres douaniers sur les prix de transfert et la valeur en douane et (3) concevoir un cadre harmonisé des contrôles douaniers, fiscaux ou mixtes en entreprise.

Guinée Equatoriale

53. L'activité menée a permis de : (1) actualiser le chronogramme d'opérationnalisation du Département des grandes entreprises ; (2) finaliser le manuel des procédures ; (3) former 35 agents à la maîtrise des obligations fiscales et aux contrôles ponctuels ; (4) accompagner la mise en place du Département des moyennes entreprises ; et (5) proposer un cadre de collaboration entre la douane et les impôts.

République Centrafricaine

54. L'activité menée, en collaboration avec le Département des finances publiques (FAD) du FMI, a permis de : (1) élaborer une matrice des mesures/actions à court terme ; (2) élargir l'assiette fiscal-douanière en croisant les données (44 grands importateurs inconnus identifiés, minoration des chiffres d'affaires de 25 grandes entreprises) ; (3) confectionner un plan d'apurement des restes à recouvrer et/ou des arriérés ; et (4) identifier les importateurs à risques puis élaborer un programme de surveillance et de contrôles.

République Démocratique du Congo

55. Le renforcement des capacités des 37 agents en charge de la gestion fiscale des grandes entreprises a permis de : (1) élaborer un plan d'actions de surveillance du respect des obligations fiscales et ; (2) élaborer un programme de contrôle ponctuel en matière de TVA. L'accompagnement de la mise en place des téléprocédures par les grandes entreprises minières, a permis de : (1) mettre à jour le chronogramme d'actions ; et (3) définir les contours de la dématérialisation du traitement des contrôles pour une meilleure traçabilité. L'atelier délocalisé qui a été organisé à l'attention des principaux responsables a permis d'élaborer des plans d'actions concrètes portant sur : (1) l'élargissement de l'assiette fiscale,

(2) la lutte contre la fraude fiscale, et (3) le renforcement des interactions entre la Direction générale des douanes/accises et la Direction générale des impôts.

Tchad

56. L'activité menée visait le renforcement de la gestion fiscale des entreprises et a permis de : (1) actualiser le portefeuille des grandes et moyennes entreprises ; (2) former 35 agents à la gestion et au contrôle fiscal ; et (3) former 35 cadres douaniers sur les prix de transfert et la valeur en douane. Le Centre a élaboré un cadre formalisé d'échanges systématique de données fiscale et douanière en vue de mobiliser les recettes fiscalodouanières et lutter contre les fraudes. Ce travail de rapprochement des deux administrations a permis d'identifier de nouvelles marges de fiscalisation et mobilisation des recettes douanière et fiscale.

IV. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

A. Les principaux axes de l'assistance technique

57. Le programme de travail de l'année fiscale 2017 s'articule autour de six axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :

1. Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les Etats membres ;
2. Adoption et expérimentation des textes de mise en œuvre de la loi organique relative aux finances publiques (LOFIP) en RDC et au Burundi ;
3. Préparation des conditions de passage aux réformes de deuxième génération en matière de finances publiques ;
4. Présentation et exécution des budgets de programme pour des ministères pilotes ;
5. Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques ;
6. Renforcement des capacités humaines.

B. Activités réalisées et résultats atteints

Tableau 6. Gestion des finances publiques : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions	23	18	-5
Nombre de missions du conseiller	21	16	-5
Nombre de missions d'expert court terme	20	15	-5
Nombre de séminaires régionaux	4	4 ²	0
Total des activités de la période	27	22	-5
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	<i>116</i>	<i>94</i>	<i>-22</i>

Au plan régional

58. La sixième Edition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget d'Afrique Centrale (FOHBAC), qui a été organisé par les autorités camerounaises en partenariat avec AFRITAC Centre sur le thème de la transparence et performance dans l'élaboration de la loi de finances, a produit et mis à la disposition des participants un calendrier type du d'élaboration du budget et de ses annexes et un plan standard de circulaire budgétaire (cf. Encadré 2).

59. Les capacités de 50 cadres sur la documentation budgétaire et la transparence ont été renforcées au cours d'un séminaire conjoint AFRITAC Ouest et AFRITAC Centre. Ce séminaire a enregistré la participation des représentants de la société civile des deux sous régions qui ont créé une plateforme pour promouvoir la transparence et la responsabilité financière. Les contraintes liées à la production optimale des documents ont été identifiées et un plan d'action assorti d'un chronogramme a été adopté par les participants.

60. Un séminaire sous régional sur les statistiques de finances publiques a permis de partager avec les participants de la portée des différents instruments et les méthodes d'utilisation de la nomenclature budgétaire et du plan comptable de l'Etat.

61. AFRITAC Centre a organisé un séminaire régional sur le contrôle interne et l'audit au cours duquel les participants ont renforcé leur capacité en matière de contrôle interne et en d'audit et de son organisation dans la perspective de l'accroissement des responsabilités financières des ministères sectoriels.

² Dont un séminaire pluridisciplinaire avec le domaine statistiques des finances publiques.

Encadré 2. Le Forum des hauts fonctionnaires du budget des États membres d'AFRITAC Centre

Créé à Brazzaville en septembre 2010 avec l'appui d'AFRITAC Centre, le Forum a bientôt sept (7) ans d'existence. Un septennat marqué par un renforcement du réseau de professionnels du budget acquis aux réformes budgétaires. Les missions et objectifs fixés à ce réseau de professionnels que constitue le forum sont essentielles pour la dynamique des réformes et l'amélioration de la gouvernance financière :

- Faciliter les échanges d'expérience entre les hauts fonctionnaires du budget sur la mise en œuvre et l'évolution des réformes budgétaires ;
- Permettre une concertation sur les questions budgétaires notamment celles liées à l'adoption et à la mise en œuvre des directives du cadre de gestion des Finances Publiques dans les différentes communautés économiques auxquelles appartiennent les pays membres d'AFRITAC Centre ;
- Créer les conditions d'une véritable coopération dans le domaine des Réformes budgétaires ;
- Favoriser l'accès à la documentation des pays membres ;
- Promouvoir dans la sous-région des pôles d'excellence dans les différents domaines du budget ;

Les recommandations issues des travaux du Forum sont portées à l'attention des Ministres en charge du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre.

Avec l'appui technique du Centre, chaque année les membres de ce forum se réunissent pour discuter de thèmes d'intérêts communs en lien avec les Réformes des finances Publiques, dans un cadre d'échanges d'expérience entre praticiens pour partager les succès, les échecs et les perspectives dans la conduite du vaste chantier de réforme dans lequel les pays se sont engagés. Ce forum a permis d'impulser les réformes dans la sous-région de l'Afrique Centrale. A titre d'illustration les réformes de 2nde génération en matière de finances publiques ont été initiées dans la quasi-totalité des Etats. Les membres du forum ont joué et continuent de jouer un rôle de premier plan dans l'amélioration du système de Gouvernance des finances publiques.

Commission de la CEMAC

62. Les activités menées au cours de l'année fiscale 2017 ont permis de : (1) appuyer la formation sur le suivi – évaluation de la transposition et mise en œuvre du Plan Comptable de l'Etat à 30 participants invités au cours d'un séminaire sur la formation au suivi évaluation de la transposition et la mise en œuvre des directives CEMAC ; (2) participer à la revue des textes transposés par les Etats et soumis à l'avis de conformité de la CEMAC PCE NBE RGCP de la République Centrafricaine ; (3) participer à la revue des textes transposés par le Congo Brazzaville et soumis à l'avis de conformité de la CEMAC du décret du RGCP, PCE et de la nomenclature de la comptabilité générale de l'Etat.

Situation par pays

Burundi

63. L'activité réalisée a permis l'élaboration de neuf fiches d'analyse de procédures comptables pour faciliter la mise au point du paramétrage du module comptabilité du logiciel intégré de gestion des finances publiques. La mission envisagée sur le contrôle budgétaire a permis de renforcer le contrôle financier dans les ministères sectoriels particulièrement les ministères prioritaires. Une mission délocalisée à Libreville a relancé le modèle de budgétisation de la masse salariale.

Cameroun

64. L'intervention d'AFC a permis d'appuyer à la mise en place effective de la norme comptable sur les immobilisations financières (projet de norme 5), la relecture et la finalisation des normes comptables, et la vérification de l'avancement de la fiabilisation de la balance de l'exercice 2015 (6ème mission du projet). La mission sur le contrôle interne au Ministère en charge de l'Education a permis d'identifier les prérequis pour la mise en place d'un contrôle interne optimal. La mission axée sur la transposition de la directive relative à la nomenclature budgétaire s'est rassurée de la conformité avec les principes posés par les Directives et la bonne articulation des différentes natures de classifications.

Congo

65. Les activités du programme d'appui à la démarche de performance sont arrivées à leur terme avec la réalisation des 17 projets annuels de performance. La mission d'évaluation de ce projet conclut à une faible appropriation du processus par les services techniques en charge du budget. La mission sur le plan comptable de l'Etat a été annulée à cause de l'indisponibilité de la nomenclature budgétaire.

Gabon

66. Au cours de l'année fiscale 2017, AFRITAC Centre a permis : (1) l'amélioration de la présentation de loi de finances en intégrant les opérations sur ressources affectées (budgets annexes et comptes d'affectation) dans la loi de finances ; (2) l'enrichissement du document budgétaire pour l'exercice 2017 par la prise en compte du fonds national de développement du sport plus deux identifiés précédemment : la pension et les allocations familiales ; (3) le renforcement de la tutelle des Etablissements Publics par la proposition d'un schéma institutionnel ; (4) la mise à disposition d'une méthodologie et d'un projet de plan de rapport d'exécution de la loi de finances en mode BOP à la Cour des Comptes ; (5) l'élaboration d'un plan de mise en œuvre du contrôle interne au Ministère de l'Education du Gabon (cf. Encadré 3). Les Conseillers résidents d'AFC participent à la mission préparatoire et d'évaluation PEFA et font partie intégrante du comité de relecture.

Encadré 3. La réforme du budget programme au Gabon

L'appui de AFC s'est inscrit dans la dynamique des autorités dans les réformes budgétaires de la seconde génération avec la budgétisation en mode programme. Au plan institutionnel le Gabon a transposé toutes les directives au nombre de six (6) du cadre harmonisé de la gestion des finances publiques de la CEMAC. En janvier 2015 le système budgétaire a basculé du budget de moyen au budget en mode programme après plusieurs années d'effort dans la mise en place des nouvelles nomenclatures, des maquettes de programme et de la déclinaison managériale des programmes budgétaires en Budgets Opérationnels de Programme (BOP) et Unités Opérationnelles.

Cette réforme place le Gabon dans le peloton de tête des pays mettant en œuvre les directives de la CEMAC.

Après la bascule effectuée en 2015, les efforts s'orientent désormais vers la consolidation des acquis et la mise en œuvre des dispositions contenues dans le nouveau cadre de gestion des finances publiques.

A partir de Janvier 2016 la présentation de la loi de finances et des comptes de l'Etat s'est enrichie d'une nouvelle structuration des opérations budgétaires avec l'identification et l'intégration dans la loi de finances des opérations sur ressources affectées. A ce jour, trois (3) Comptes d'Affectation Spéciale ont été identifiés qui ont permis d'enrichir la structure du Budget de l'Etat et celle du Budget Programme. Un manuel de procédures comptables en mode BOP a été élaboré et un cadre méthodologique mis à la disposition de la cour des comptes pour l'élaboration du rapport sur le projet de loi de règlement en mode BOP.

Guinée Equatoriale

67. L'atelier de renforcement des capacités en matière de comptabilité générale qui était prévu en juillet 2016 a été annulé à la demande des autorités.

République Centrafricaine

68. Les activités d'assistance technique étaient suspendues en raison des élections et de la situation sécuritaire durant le 1^{er} trimestre. Cependant durant le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre deux missions ont été initiées dans le cadre de la reconstruction de la fonction budgétaire et comptable en mettant en place un mécanisme de pilotage de l'exécution du budget avec des instruments cohérents à savoir un plan de Trésorerie et un plan d'engagement des dépenses.

République Démocratique du Congo

69. L'appui d'AFC a permis l'élaboration d'un plan d'action par la mission pour la réalisation des projets annuels de performance et l'appropriation du processus par les services nationaux. Aussi les orientations ont été données dans la circulaire budgétaire 2017 pour annexer au projet de loi de finances les projets annuels de performance de cinq

ministères et la cour des comptes. L'évaluation du projet de deux ans a permis de conclure à la réalisation des objectifs quantifiés de 13 Projets annuels de performance. L'appropriation par les services techniques nationaux reste faible. Enfin, une mission d'immersion a été organisée au profit des cadres des Ministères du budget, des finances et de la Santé de la République Démocratique du Congo au nombre de quatre (4) cadres auprès du Ministère du Budget du Gabon.

Tchad

70. L'appui d'AFC a permis la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature adoptée par décret et le basculement de la loi de finances initiale 2016 dans la nouvelle nomenclature budgétaire (cf. Encadré 4). Les éléments d'un projet d'arrêté de mise en œuvre de la nouvelle nomenclature ont été mis à la disposition des autorités Tchadiennes. Les activités d'AFC ont également renforcés les capacités en comptabilité publique d'une douzaine de personnes et permis l'identification d'un plan d'action prioritaire de fiabilisation de la balance des comptes de l'Etat.

Encadré 4. La réforme de la nomenclature budgétaire au Tchad

Les autorités Tchadiennes ont transposé les six (6) Directives du cadre harmonisé des finances publiques de la CEMAC. Dans ce cadre, le Centre a contribué à la préparation de l'avis émis par la CEMAC sur la conformité des textes aux directives. Le Tchad a également reçu un appui du Centre pour la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire. Cette nouvelle nomenclature budgétaire, adoptée Avril 2016 par décret, intègre toutes les classifications obligatoires en recettes (par nature) et en dépenses (par destination administrative, par programme, par fonction et par nature) mais aussi des classifications additionnelles précisant notamment :

- La source de financement,
- La distinction entre les opérations du Budget de l'Etat des Budgets Annexes et des Comptes d'Affectation Spéciale
- La localisation géographique des différentes opérations de dépenses (intérieur et extérieur) par régions ;
- La source de financement
- La nature fonctionnelle du service bénéficiaire : Cabinet Administrations Centrales, Administrations déconcentrées, et organismes autonomes.

V. STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

A. Les principaux axes de l'assistance technique

71. Le programme de travail de l'année fiscale 2017 s'articule autour de trois axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :

1. Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels.
2. Appui à l'élaboration des comptes nationaux trimestriels ;
3. Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux et des statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale.

B. Activités réalisées et résultats atteints

Tableau 7. Statistiques macroéconomiques : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecarts
Nombre de missions	19	14	-5
Nombre de missions du conseiller	9	10	+1
Nombre de missions d'expert court terme	10	9	-1
Nombre de séminaires régionaux	3	1	-2
Total des activités de la période	22	15	-7
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	<i>66</i>	<i>61</i>	<i>-5</i>

Au plan régional

72. L'AFC a organisé un séminaire sur la comptabilité nationale dont le thème était : « *Initiation au Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008)* ». Deux autres séminaires auxquels l'AFC est associé l'un à l'initiative d'AFRISTAT et l'autre à l'initiative de la CEMAC ou de la CEEAC n'ont pas eu lieu.

73. Le séminaire en comptabilité nationale avait pour objectif de former les personnes les moins expérimentées des équipes de comptables nationaux des États membres au SCN 2008. La méthode suivie consistait en des présentations sur les concepts et définitions du SCN 2008 avec un accent particulier sur les nouveautés le tout accompagné d'exercices pratiques effectués par les participants repartis en petits groupes. Ce séminaire a réuni deux comptables nationaux de chacun des huit instituts nationaux de statistique (INS) des États membres d'AFRITAC Centre ainsi qu'un représentant de la Banque de la République du Burundi (BRB) et un représentant de la Banque Centrale du Congo (BCC). La Commission de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) ainsi que la Banque des

États de l'Afrique Centrale (BEAC), invitées n'étaient pas représentées.

74. L'AFC poursuivra cette formation des comptables nationaux au niveau des états membres en faisant plus de formation lors de ses missions dans les pays qui sont en voie de rattraper leur retard des comptes nationaux.

Situation par pays

75. Tous les pays membres de l'AFC ont bénéficié de l'assistance technique durant cette année fiscale. Toutefois, le Gabon et la République Centrafricaine ont connu plus de difficultés pour la mise en œuvre du programme les concernant.

Burundi

76. Les comptes nationaux annuels sont disponibles avec des comptes provisoires élaborés au moyen de l'outil simplifié mis en place par l'AFC. La mise en place des comptes nationaux trimestriels se poursuit. Une série expérimentale est disponible et fera bientôt l'objet de publications régulières au cours de l'année fiscale 2018 après les travaux de consolidation prévus.

Cameroun

77. Les comptes nationaux annuels sont disponibles. Le pays dispose d'une version dans le SCN 2008 en attente de diffusion ainsi qu'une série de comptes nationaux trimestriels régulièrement publiée. Une amélioration des comptes nationaux trimestriels par la production d'une série corrigée des jours ouvrables et corrigée des variations saisonnières a été initiée au cours de l'année et donnera une version améliorée pour diffusion.

Congo

78. Les comptes nationaux définitifs de l'année 2012 ont été réalisés au moyen de l'outil ERETES et ceux de 2014 sont en cours avec saut de l'année 2013. Une équipe de 11 comptables nationaux congolais ont été formés à ces travaux. Les comptes nationaux de 2013 et 2014 ont été réalisés au moyen de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux. Le chef de service des comptes nationaux a participé aux travaux d'une mission à Kinshasa pour partage d'expériences avec l'équipe locale. L'équipe de la République du Congo a capitalisé la connaissance acquise à Kinshasa pour élaborer les comptes d'interpolation des années 2009-2011 de son pays et a préparé la série des comptes 2005-2014 pour diffusion. Une revue des modèles macroéconomiques utilisés par le Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire (CPCMB) a été effectuée : La revue du modèle de cadrage macroéconomique et budgétaire du Congo « Mac_Congo » et du modèle de prévision à court terme pour le Congo « MPCT_CEMAC » a été effectuée. L'amélioration de « Mac_Congo » a été recommandée. Des rappels ont été faits en matière de modélisation macroéconomique.

Gabon

79. Ce pays membre se trouve dans une situation d'attente pour la relance de ses travaux de statistiques économiques et en particulier de comptabilité nationale. La plupart des tentatives effectuées par l'AFC n'ont pas abouti à cause de l'indisponibilité des cadres et des données statistiques notamment. Des projets d'enquêtes statistiques financés par la Banque mondiale sont attendus pour remettre l'équipe des comptables nationaux au travail. Actuellement, les comptes nationaux de 2001-2009 selon le SCN 93 sont disponibles mais pas encore publiés. Des travaux préliminaires d'une implantation de comptes nationaux trimestriels entrepris n'ont pas abouti faute d'indicateurs économiques infra-annuels. Il s'agit à présent de mettre d'abord en place ces indicateurs économiques.

Guinée Equatoriale

80. La Guinée Equatoriale a rattrapé ses retards des comptes nationaux. Les comptes de la série 2006-2015 sont disponibles et diffusés. Les comptes nationaux provisoires 2016 sont en cours. A présent il s'agit de consolider les acquis, d'assurer la maîtrise de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux qui a contribué principalement à ce rattrapage des retards et de préparer le pays en vue de son passage au SCN 2008.

République Centrafricaine

81. Compte tenu de la situation sécuritaire locale qui ne permettait pas le déplacement des experts à Bangui, la plupart des missions au profit de la RCA ont été réalisées au siège d'AFRITAC Centre. La RCA dispose des comptes nationaux annuels de 2005-2008. Dans la perspective de la mise en place de l'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux, les comptes de 2012 ont été réalisés en sautant 2009-2011. Les comptes de 2012 ont été finalisés. L'outil simplifié d'élaboration des comptes nationaux est en cours de mise en place. Il sera procédé à l'élaboration des comptes nationaux des années sautées 2009-2011 et les comptes d'années récentes 2013-2015 au cours de l'année fiscale 2017-2018.

République Démocratique du Congo

82. Les comptes définitifs de 2005, 2006, 2010 et 2013 élaborés au moyen de l'outil ERETES sont disponibles. Les comptes des années sautées 2007-2009, 2011-2012 ainsi que les comptes des années 2014 et 2015 ont été élaborés au moyen de l'outil simplifié. Ainsi, il a été possible de préparer la série 2005-2015 pour la diffusion. Les travaux d'élaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 au moyen de l'outil ERETES sont en cours pour permettre d'obtenir certains détails non couverts par les comptes réalisés au moyen de l'outil simplifié.

Tchad

83. A ce jour toute la série des comptes 2005-2015 a été élaborée dont 2005-2010 et 2013 avec l'outil ERETES et les autres années par l'outil simplifié dont 2011 et 2012 par la

méthode d'interpolation et 2014 et 2015 par la méthode de comptes provisoires. Cette série est en attente de diffusion.

Encadré 5. Rattrapage des retards des comptes nationaux

L'étendue des retards des comptes nationaux et la problématique de leur diffusion.

Le retard dans l'élaboration des comptes nationaux et leur diffusion ont été les deux handicaps qui altèrent la visibilité du travail effectué par les comptables nationaux dans nos états membres. Plusieurs pays enregistraient des retards de deux à six ans. Alors que le standard international en matière des comptes nationaux évolue, puisqu'on est passé du Système de 1968 (SCN 68) au système de 1993 (SCN 93) il a une douzaine d'années et qu'aujourd'hui, le système recommandé est celui de 2008 (SCN 2008), dans certains de nos pays jusqu'à une date récente, les données officielles étaient encore dans le Système de 1968 (SCN 1968).

La stratégie adoptée et la nécessité d'un outil simplifié. La stratégie mise en place par l'AFC pour ses états membres consistait à la mise en place d'un outil flexible et simple pour accompagner les comptables nationaux pour un rattrapage plus rapide des retards des comptes. La méthode est dite « des sauts d'années » Il s'agissait d'élaborer les comptes des années plus récentes en sautant des années intermédiaires dont on élabore par la suite les comptes par une procédure d'interpolation. L'outil simplifié mis en place utilise les sous-tableaux du Tableau des Ressources Emplois d'une année et produit ceux d'années plus récentes dans une nomenclature plus agrégée de façon relativement plus aisée au regard des ressources humaines disponibles.

Les résultats obtenus. Comme résultat, tous les états membres qui utilisent ce système disposent d'une série des comptes nationaux à jour dans le Système SCN 1993. Les séries 2005-2015 sont publiées ou en cours de publication dans la quasi-totalité des pays ayant adopté le Système. Il s'agit de : Burundi, RD Congo, République du Congo, Guinée Equatoriale, Tchad soit cinq pays sur huit sachant que le Cameroun est déjà à jour de ses comptes nationaux. Un cas frappant est celui de la Guinée Equatoriale qui en 2012 ne disposait pas encore de son année de base 2006 finalisée. La coopération AFC / Banque mondiale armée de l'outil simplifiée a, en 5 ans, aidé la Guinée Equatoriale à réaliser la série des comptes 2006-2015 qui est déjà publiée.

Les perspectives. Il s'agira : (1) de poursuivre l'appui aux pays de façon à ne plus retomber dans les retards des comptes ; (2) de travailler pour le passage au nouveau système des comptes nationaux : le SCN 2008 ; (3) d'encourager les pays à fournir des données statistiques issues d'enquêtes plus récentes ; et (4) de renforcer les capacités en ressources humaines en qualité et en quantité.

VI. STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

A. Les principaux axes de l'assistance technique

84. Le programme de travail de l'année fiscale 2017 s'articule autour des trois axes d'intervention suivants :

1. Appui à la transposition et mise en œuvre de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le *manuel des statistiques des finances publiques 2001/14 (MSFP 2001/14)* pour les pays de l'espace CEMAC ;
2. Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP) sur base de la méthodologie du *manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)* pour le Burundi et la RDC ;
3. Renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques.

B. Activités réalisées et résultats atteints

Tableau 8. Statistiques des finances publiques : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions	10	11	+1
Nombre de missions du conseiller	10	11	+1
Nombre de missions d'expert court terme	10	10	0
Nombre de séminaires régionaux	2	2	0
Total des activités de la période	12	13	+1
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	<i>67</i>	<i>67</i>	<i>0</i>

Au plan régional

85. L'AFC a organisé deux séminaires dont les thèmes étaient les suivants : « La mise aux normes internationales et régionales des statistiques de finances publiques » et « Aspects pratiques de l'établissement des données des statistiques des finances publiques », au profit de 50 cadres des administrations publiques chargés de la production du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) de la zone CEMAC ainsi que ceux du Burundi et de la RDC. Un état des lieux de la situation actuelle a ainsi pu être effectué, permettant la formulation d'une série d'actions de suivi à engager à court et moyen terme par les représentants de chaque pays. Aussi, un projet de feuille de route pour la mise en œuvre du MSFP 2001-14 a été élaboré suivant un canevas sous forme d'un cadre logique (résultats, indicateurs, chronogramme). Les ébauches élaborées devraient ensuite être discutées au sein

de chaque pays avec les services potentiels pourvoyeurs de données des statistiques des finances publiques ainsi que la hiérarchie administrative pour approbation.

Situation par pays

Burundi

86. Les activités réalisées ont permis l'établissement d'une liaison entre les comptes de la Balance générale des comptes et ceux du MSFP 2014, et le retraitement des données de la Balance pour alimenter les différents tableaux du TOFE. Le TOFE expérimental des exercices 2012-15 a été élaboré à partir des données source base liquidation.

Cameroun

87. L'assistance technique a concouru à la rédaction du projet de décret dans le cadre de la transposition de la Directive No 5, à soumettre à la CEMAC pour avis de conformité. L'activité réalisée a également permis la reclassification des données existantes de l'année fiscale 2015 selon le nouveau cadre analytique et les catégories de la Directive No. 5. Le TOFE ainsi élaboré a été transmis au FMI pour vérification, et éventuelle publication dans la prochaine parution de l'annuaire des Statistiques des Finances Publiques.

Congo

88. Les activités menées ont appuyé le Comité des Réformes des Finances Publiques sur la rédaction du texte de transposition, à transmettre à la CEMAC pour avis de conformité et les TOFE des années 2012, 2013 et 2014 ont été élaborés selon la classification du MSFP 2014. Le TOFE de 2012 a déjà été transmis au département des Statistiques du FMI pour publication dans l'annuaire (Yearbook) ; ceux de 2013 et 2014 le seront bientôt.

Gabon

89. Les activités réalisées durant l'année ont permis : d'établir un état des lieux des SFP au Gabon après les missions antérieures du Département des Statistiques du FMI ; de renforcer les capacités des cadres gabonais en charge du TOFE sur l'élaboration d'une table de passage entre les nomenclatures budgétaire et comptable et la classification du MSFP 2014, ainsi que le retraitement des données-source du TOFE ; d'appuyer les cadres à l'élaboration d'un TOFE expérimental selon le nouveau format sur base des données-source de l'exercice 2016.

Guinée Equatoriale

90. Il n'existe pas de structure en charge du TOFE au Ministère des Finances de la Guinée Equatoriale. Le TOFE (base caisse) est élaboré par la Direction des Statistiques Monétaires de la BEAC. La mission a travaillé avec toutes les directions concernées au Ministère des Finances et à la BEAC pour l'identification des profils des membres de la

future structure du TOFE. Ensuite, la mission a fait un état des lieux des sources potentielles des données du nouveau TOFE au sein des directions du Budget, Comptabilité Publique et Trésor et à la Dette Publique. Les données existent, mais des retraitements seront nécessaires dû aux faiblesses notées dans les systèmes informatiques comptables.

République Centrafricaine

91. L'assistance technique a appuyé la Cellule chargée du Suivi des Réformes Economiques et Financières (également en charge du TOFE) pour la mise en œuvre de la Directive du TOFE. Un outil Excel a été mis à la disposition des Cadres pour servir comme : (i) une table de passage entre la nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE) et les comptes de la Directive du TOFE, et (ii) logiciel d'élaboration du TOFE selon la nouvelle classification. Certaines données-source de l'exercice 2016 ont été saisies, pour illustrer le fonctionnement de cet outil.

République Démocratique du Congo

92. Deux TOFE expérimentaux pour les années 2014 et 2015 ont été élaborés selon la classification du MSFP 2014. Les activités réalisées ont permis le renforcement des capacités en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques. Les cadres en charge du TOFE en RDC ont été formés sur l'assistant à la classification entre les comptes de la nomenclature budgétaire et ceux du MSFP 2014, ainsi qu'au retraitement des données états d'exécution budgétaire pour établir le TOFE.

Tchad

93. Les activités menées ont permis l'identification des sources de données pour établir le nouveau TOFE (couvrant tous les sous-secteurs des SFP), et la formation sur l'outil de classification entre la balance générale des comptes et ceux du MSFP 2014.

VII. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

A. Les principaux axes de l'assistance technique

94. Le programme de travail de l'année fiscale 2017 s'articule autour de trois axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre 2013–2016 :

1. Modernisation du cadre institutionnel et organisationnel pour la gestion de la dette publique ;
2. Renforcement des capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique ;
3. Sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs

besoins de financement.

B. Activités réalisées et résultats atteints

Tableau 9. Gestion de la dette publique : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions	19	14	-5
Nombre de missions du conseiller	15	12	-3
Nombre de missions d'expert court terme	9	6	-3
Nombre de séminaires régionaux	2	2	0
Total des activités de la période	21	16	-5
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	76	64.5	-11.5

95. Cinq missions (hors séminaire) ont été réalisées conjointement par le Conseiller et un Expert à court-terme et une mission d'immersion au profit de 4 cadres de la RDC a été également réalisée. Les activités programmées mais non réalisées soit en raison de la situation sécuritaire défavorable dans le pays, soit suite à une demande de report de la part des autorités, concernent le Burundi (2 missions), la RCA (1 mission) et la RDC (2 missions). Ces activités seront reprogrammées sur l'exercice suivant.

Au plan régional

96. Un premier séminaire interrégional organisé conjointement avec AFRITAC Ouest sur l'accès au marché des capitaux internationaux. Ce séminaire a permis de sensibiliser les 50 participants sur les risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux et renforcer leurs connaissances sur les aspects stratégiques et opérationnels liés aux émissions des obligations internationales. Il a permis également aux gestionnaires de la dette de mieux appréhender les conditions préalables et les étapes d'exécution d'une émission sur les marchés des capitaux internationaux (cf. Encadré 6).

97. Un deuxième séminaire sur la gestion des risques liés à la dette publique a permis aux agents des bureaux de la dette l'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les mesures permettant l'atténuation de ces risques. L'activité effectuée au profit de la BEAC avait pour objectif de développer le marché des titres d'Etat dans la zone CEMAC. Elle a permis d'élaborer avec la Banque les grandes lignes du cadre juridique de la titrisation de la dette intérieure publique en vue d'améliorer la liquidité bancaire permettant à ces institutions de souscrire davantage aux titres publics.

Encadré 6. Séminaire interrégional AFC-AFW 1 sur les opportunités et les risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux

Le séminaire avait pour objectifs de renforcer les capacités des participants sur les risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux ainsi que les procédures d'émission et de gestion des obligations internationales. Les travaux ont couvert les étapes de pré-émission relatives aux conditions préalables et aux pré-requis pour la réalisation d'une émission sur le marché des capitaux internationaux, le processus d'émission des euro-obligations, le montage de l'émission et le choix de ses conditions financières et la gestion post-émission notamment en ce qui concerne la gestion des différents risques y associés.

Les principales recommandations du séminaire sont les suivantes :

- Le marché des capitaux internationaux présente des opportunités de financement extérieur mais comporte également d'énormes risques. Le gestionnaire de la dette doit accorder la priorité à la mobilisation des financements concessionnels et semi-concessionnels qui sont les plus appropriés au financement des projets de développement et qui présentent des risques moins élevés que les instruments du marché;
- La décision d'émettre sur le marché des capitaux internationaux doit satisfaire plusieurs conditions. Il est important de s'assurer prioritairement de la cohérence de l'émission internationale envisagée avec l'analyse de viabilité de la dette et la stratégie de gestion de la dette à moyen terme. Cette décision doit être justifiée par un besoin réel orienté vers le financement des projets de développement non couverts par les autres sources de financement habituel, emprunt bilatéral et multilatéral;
- L'accès au marché des capitaux internationaux nécessite des pré-requis institutionnels, techniques, stratégiques et organisationnels. Il s'agit de mettre en place une équipe qualifiée, une solide coordination institutionnelle entre les différentes administrations concernées et un engagement des autorités au plus haut niveau;
- Le choix des banques internationales « les chefs de file » et le marché de l'émission sont des éléments clés dans la réussite de l'opération. Le choix des banques peut se faire sur la base de plusieurs critères dont leurs expériences dans des émissions similaires et leurs réseaux de distribution. Le choix du marché est souvent dicté par la devise de l'émission, sa liquidité et l'aversion de ses investisseurs pour le risque;
- La réussite des émissions des euro-obligations, repose sur le maintien d'un dialogue constant avec les agences de notation et les investisseurs avant et après l'émission. Il est recommandé d'obtenir au moins deux notations de crédit auprès des agences internationales. L'émetteur doit également arrêter une stratégie de communication avec les investisseurs, faciliter l'accès à l'information et améliorer le reporting et la diffusion des données requises sur le pays;
- Les décisions relatives au montant et à la maturité de l'euro-obligation ou du Sukuk doivent être dictées par les résultats de l'analyse de viabilité de la dette et la stratégie de dette à moyen terme. Le gestionnaire de la dette doit intégrer dans sa stratégie, la gestion des risques associés aux obligations émises sur le marché international;
- Les autorités doivent également veiller à ce que le personnel chargé de la gestion des émissions sur le marché international, soit hautement qualifié. La formation continue du personnel est importante pour gérer une présence régulière sur le marché.

Situation par pays

Burundi

98. Les activités menées ont permis de renforcer les capacités de six cadres participants sur le cadre juridique et institutionnel du marché des titres publics au Burundi et les techniques et pratiques utilisées dans l'émission des titres. Cette formation était axée sur les meilleures pratiques en termes de programmation, d'émission et de gestion des titres publics et a abouti à la formulation de recommandations pour le développement de ce marché.

Cameroun

99. Une mission d'assistance/formation sur la politique d'endettement avait pour objectifs d'offrir des conseils sur les meilleures pratiques en termes de programmation, identification et de mobilisation des ressources d'emprunts et de renforcer les capacités des gestionnaires de la dette sur les techniques d'évaluation des conditions financières des instruments de financement.

Congo

100. Les activités de l'assistance technique ont permis aux structures de la dette de recevoir des conseils et des actions visant l'amélioration de la production des données et l'analyse et le reporting de la dette publique. Aussi, AFC a participé à la production du premier rapport de gestion de la dette pour l'année 2015 et une structure type de bulletin périodique sur la dette publique. Un appui sur l'élaboration de la stratégie de la dette a permis aux structures de gestion de la dette de s'approprier les concepts clés et le processus d'élaboration de la stratégie de la dette et la production d'un document d'orientation globale de la stratégie qui serait annexé à la Loi de Finances.

Gabon

101. Les activités menées sur l'analyse de viabilité de la dette ont permis aux agents des principales administrations impliquées dans la gestion de la dette gabonaise de s'approprier les concepts clés et le processus du cadre de viabilité de la dette selon l'approche DSA-LIC et ce dans l'objectif de pouvoir produire l'analyse de viabilité de la dette de leur pays de manière autonome.

République Centrafricaine

102. Une formation des agents sur la gestion des différentes opérations de la dette a permis de développer leurs capacités en matière d'analyse et de prise de décision sur les instruments d'endettement. AFC a fourni un appui aux autorités en vue de moderniser le cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette permettant d'améliorer les procédures de gestion de la dette publique en ligne avec les standards internationaux et les meilleures pratiques recommandées en la matière. Un plan d'action a été arrêté avec les autorités pour

mettre en place les réformes identifiées.

République Démocratique du Congo

103. Une formation sur le marché des titres publics a permis de renforcer les capacités des gestionnaires de la dette sur les caractéristiques financières des bons et obligations du trésor, les modalités pratiques de programmation, de préparation, de réalisation et de gestion des adjudications de bons et obligations du trésor et de sensibiliser les autorités sur les préalables nécessaires pour réussir les activités d'émission et de développement du marché de titres publics. Sur le plan pratique d'émission des titres publics, une visite d'imprégnation a été organisée au profit de 4 cadres des services de gestion de la dette et du Trésor. La visite au ministère des finances tunisien a fourni une formation pratique sur la programmation des émissions, le fonctionnement du marché, le rôle de chaque intervenant et notamment les techniques et les pratiques utilisées pour le développement du marché.

Tchad

104. Un appui à l'élaboration de la stratégie de la dette a permis aux structures de gestion de la dette de s'approprier les concepts clés et le processus d'élaboration de la stratégie de la dette et la production d'un document d'orientation globale de la stratégie qui serait annexé à la Loi de Finances. Un atelier de formation a été également fourni sur la gestion des risques liés à la dette. Ces deux activités visaient à préparer les structures de la dette à produire une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme -SDMT-. Le Centre assistera les autorités sur la préparation de cette Stratégie.

VIII. REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRE

A. Les principaux axes de l'assistance technique

105. Le programme de travail de l'année fiscale 2017 dans le domaine de la régulation et supervision bancaire s'est articulé autour des quatre axes d'intervention définis par le cadre logique d'AFRITAC Centre pour 2013–2016 :

1. Alignement des cadres légal et réglementaire sur les standards internationaux ;
2. Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques ;
3. Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et d'un dispositif de prévention et de gestion des crises bancaires ;
4. Application des normes comptables IFRS et promotion de la transparence financière.

B. Activités réalisées et résultats atteints

Tableau 10. Régulation et supervision bancaire : synthèse des activités

Activités	Prévues	Réalisées	Écarts
Nombre de missions	17	8	-9
Nombre de missions du conseiller	12	6	-6
Nombre de missions d'expert court terme	13	7	-6
Nombre de séminaires régionaux	1	4	+3
Total des activités de la période	18	12	-6
<i>Ressources (en personne semaine)</i>	68	43	-25

106. La mise en œuvre du programme d'activités de l'année 2016-2017 a été bouleversée par les décisions du FMI de suspendre les missions sur place au Burundi (depuis le 1er mai 2015) et en RDC (depuis le 19 septembre 2016) jusqu'à nouvel avis, pour raison de sécurité. Le domaine de la supervision bancaire a été particulièrement affecté par cette contrainte, puisque l'AFRITAC Centre est en relation exclusive avec la BCC, la BRB et la COBAC, alors que l'essentiel des missions était programmé pour les banques centrales de RDC et du Burundi (respectivement 7 et 8 missions, contre 2 pour la COBAC, sur un total de 17 missions, plus un séminaire régional). Ces conditions particulièrement contraignantes n'ont pas permis de réaliser les activités pour lesquelles il était nécessaire de se rendre sur le terrain du fait de la complexité des sujets, du besoin d'accéder à l'information et de la diversité des interlocuteurs à rencontrer. L'AFRITAC Centre a néanmoins pu compenser en partie cet obstacle en organisant des missions délocalisées sous la forme d'ateliers de travail ou de formation à Libreville et en prenant l'initiative d'organiser de nouveaux séminaires régionaux portant sur des thématiques d'intérêt partagé répondant aux besoins.

107. Par rapport aux 18 activités prévues au cours de l'année 2016-2017, 11 missions ont été annulées, dont 2 à la demande de la COBAC et 9 en raison de la suspension des missions. En revanche, 2 nouvelles missions ont été réalisées à la COBAC à sa demande, et 3 nouveaux séminaires régionaux ont été organisés. Au final, 12 missions ont été réalisées.

Au plan régional

108. Pendant l'année fiscale 2017, quatre séminaires régionaux ont été organisés : (i) Le séminaire régional prévu sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT) a été organisé en juin 2016, à Libreville, orienté sur les modalités de coopération à établir entre les diverses parties prenantes (autorités de supervision bancaire, cellules de renseignement financier, Douanes). (ii) À la demande du CSBAOC (Comité des Superviseurs des Banques d'Afrique de l'Ouest et Centrale), dont la présidence était assurée en 2016 par la BCC, un séminaire régional, non programmé, a été animé par l'AFRITAC Centre à Kinshasa sur les thèmes de la gouvernance des banques et la LCB/FT, notamment au regard des nouveaux produits bancaires. (iii) À l'initiative de l'AFC, un séminaire régional méthodologique a été organisé afin de promouvoir les bonnes pratiques de la

supervision basée sur les risques s'agissant des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques dans les banques. (iv) Dans la continuité, un séminaire régional de même nature a été organisé sur la méthodologie de supervision des dispositifs de maîtrise des risques opérationnels, notamment de fraude, dans les banques (cf. Encadré 7).

Encadré 7. AFRITAC Centre contribue au renforcement des capacités des superviseurs bancaires de l'Afrique centrale en organisant des séminaires régionaux méthodologiques.

Le domaine de la régulation et supervision bancaire se prête bien aux activités régionales, étant donné que les pays membres de la CEMAC font l'objet d'une supervision unique et intégrée sous l'égide de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale et que le système bancaire de la sous-région voit se développer des groupes bancaires transfrontaliers.

À cet égard, durant l'année 2016-2017, l'AFRITAC Centre a pris l'initiative d'organiser deux nouveaux séminaires régionaux à caractère méthodologique afin d'intensifier l'effort de renforcement des capacités opérationnelles des superviseurs bancaires pour la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques.

Plusieurs dizaines de cadres expérimentés de la Commission bancaire de l'Afrique centrale, de la Banque de République du Burundi et de la Banque Centrale du Congo (RDC) ont pu participer à ces séminaires, organisés dans les locaux de la COBAC gracieusement mis à la disposition de l'AFRITAC Centre. Lors du deuxième séminaire, deux participants de la banque centrale des Comores et un participant de la banque centrale de Madagascar ont été invités, avec le soutien de l'AFRITAC Sud, pour faire bénéficier les autorités de supervision bancaire des pays francophones d'Afrique subsaharienne de ces événements se déroulant en langue française.

Ces séminaires ont porté sur deux thèmes structurants et essentiels pour assurer un contrôle bancaire efficace, d'autant plus qu'ils correspondaient à des enjeux concrets auxquels sont confrontées les autorités locales lorsqu'elles supervisent des institutions financières : (i) le contrôle des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques et (ii) le contrôle du dispositif de maîtrise des risques opérationnels, notamment la cartographie des risques, le plan de continuité d'activité et la lutte contre la fraude. Il s'agissait de proposer aux contrôleurs sur pièces et aux inspecteurs sur place des orientations pratiques pour définir leur programme de surveillance et de points de contrôle sur ces sujets. Les présentations et les discussions interactives ont permis aux superviseurs d'exprimer leurs préoccupations et de partager leurs expériences. À l'issue des séminaires, les autorités ont disposé d'éléments utiles pour structurer et affiner leurs méthodologies de contrôle.

Dans son discours de clôture du premier séminaire, M. Halilou Yerima Boubakary, Secrétaire Général de la COBAC, s'est félicité de la qualité et de l'intérêt de ce type de séminaire méthodologique. L'AFRITAC Centre l'a chaleureusement remercié pour l'appui logistique de la COBAC. Fort de leur succès, ces événements régionaux seront renouvelés.

Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC)

109. Les activités réalisées ont permis de répondre à de nouveaux besoins exprimés par le SG-COBAC à savoir rénover le cadre de restitution des rapports de contrôle sur place des établissements de crédit et former les cadres récemment recrutés par la BEAC et la COBAC à la supervision basée sur les risques (cf. Encadré 8).

Encadré 8. Renforcement de l'intensité de l'assistance technique à la COBAC

En 2016-2017, le nombre de missions d'assistance technique programmées à la COBAC était relativement peu élevé, par rapport à celles réalisées au Burundi et en RDC (2, contre 8 et 7 respectivement). Le Burundi et la RDC étant des pays à faible revenu, ils demeurent une priorité stratégique du Fonds Monétaire pour l'assistance technique. Cela étant, l'accroissement des difficultés macroéconomiques et financières dans la CEMAC se traduit par des risques à fort enjeu pour les systèmes bancaires des pays membres.

Dès lors, il importe qu'une attention plus forte soit portée au renforcement des capacités de la COBAC, autorité régionale de supervision bancaire de la CEMAC. Anticipant la préparation du programme de travail de l'année 2017-2018 et du plan pluriannuel 2017-2022, l'AFC s'est attaché à restaurer des relations plus étroites avec la COBAC, afin d'identifier de concert ses besoins d'assistance technique. À cet égard, les échanges de vues et les réunions organisés au cours du dernier trimestre de l'année 2016 ont permis de dresser l'inventaire des domaines nécessitant un appui externe, de préciser les attentes de la COBAC et de mettre en place une dynamique visant à répondre aux besoins les plus prioritaires dès l'année 2017-2018. Certaines demandes d'assistance techniques, non couvertes par l'AFC, ont été réorientées vers le département MCM du Fonds en charge globalement des questions relatives à la supervision bancaire, à la stabilité financière et à la gestion des crises bancaires.

La mise en œuvre du programme de l'année 2017-2018 devrait ainsi faire ressortir les premiers résultats tangibles de cette action menée sous l'égide du conseiller résident en régulation et supervision bancaire. En outre, l'organisation récente de deux séminaires régionaux dans les locaux de la COBAC, mis à disposition de l'AFC par cette autorité, constitue déjà une illustration concrète de la coopération plus intense bénéficiant utilement à toutes les parties prenantes, puisque le nombre de participants a pu largement dépasser le nombre habituellement plafonné pour ce type d'événement.

Situation par pays

Burundi.

110. Sur les 8 missions prévues, 3 ont pu être réalisées. (i) Le programme de mise en

place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière à la BRB a été finalisé, avec un atelier à Libreville pour élaborer le rapport de stabilité financière au titre de l'année 2015. (ii) La réforme du ratio de liquidité, déjà modifié en 2013, a été engagée pour transposer le LCR sur le modèle de Bâle III. Une visite d'étude de la BRB à la BAM au Maroc a été organisée. L'atelier délocalisé à Libreville prévu en juin 2016 pour préparer le nouveau cadre prudentiel a été annulé au dernier moment par la BRB, mais a néanmoins été reprogrammé en mars 2017, précédé d'une phase préparatoire pour définir les conditions raisonnables de l'adoption d'un ratio de liquidité de type LCR. Ce projet sera finalisé au cours de l'année 2017-2018. Par ailleurs, en dehors du programme annuel d'assistance technique, l'AFC sponsorise la formation auprès de l'ATI (African Training Institute) des cadres de la BRB.

République Démocratique du Congo (RDC)

111. Sur les 7 missions prévues, 3 ont pu être réalisées. (i) La mise en place d'un cadre méthodologique pour le contrôle de la sécurité des systèmes d'information dans les banques a permis de structurer le contrôle des risques informatiques et d'y former les superviseurs. (ii et iii) L'assistance à la BCC dans son projet déjà ancien de migration globale du système bancaire vers les normes comptables IFRS a repris sous l'égide de l'AFC en mai 2016, après deux ans d'assistance technique par le GIZ. Deux missions ont pu être réalisées avant la suspension des missions pour raison de sécurité. Elles ont permis d'apporter un complément de formation aux parties prenantes (banques et commissaires aux comptes) et d'évaluer, sur la base d'entretiens bilatéraux avec les banques, les difficultés rencontrées dans la production d'états financiers IFRS. Avant d'être interrompue, cette activité a produit des résultats mitigés, car la complexité inhérente à un basculement complet vers le référentiel IFRS a fait ressortir l'incapacité manifeste du système bancaire à mettre en œuvre et à s'approprier une réforme de cette ampleur.

C. Éléments nouveaux dans le domaine de la supervision bancaire

112. Un nouveau conseiller résident en régulation et supervision bancaire a pris ses fonctions à l'AFRITAC Centre en septembre 2016. Son champ de compétence ne comprend plus la stabilité financière, l'assistance technique en la matière étant désormais pilotée directement par les divisions spécialisées du siège, tout comme pour la résolution des crises bancaires, la supervision macroprudentielle et la lutte anti-blanchiment.

113. Les axes de l'assistance technique dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaire ont évolué au cours de l'année 2016-2017 et prendront pleinement effet dans le nouveau cadre logique applicable au cycle III du financement de l'AFC (2017-2022). Les deux premiers sont inchangés : (i) mise à niveau du cadre réglementaire et prudentiel conformément aux normes internationales ; (ii) mise en œuvre de la supervision basée sur les risques. (iii) Le troisième relatif à la stabilité financière a été remplacé par le cadre de la mise en application de Bâle II/III. (iv) Celui relatif aux IFRS et à la transparence financière a été recentré sur le cadre comptable en IFRS lié aux créances improductives.

ANNEXE 1 : AFRITAC CENTRE - CADRE LOGIQUE 2013 - 2016

RAPPORT D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2017

Mission statement : Renforcement des capacités de gestion afin de promouvoir la croissance et réduire la pauvreté



Principaux objectifs par domaines d'activités	Indicateurs	Suivi des indicateurs	Pré-requis	Risques
<p>1- Renforcer la vision régionale par la mise en œuvre du programme de création du marché commun et l'élévation des standards de qualité de la CEMAC et des administrations douanières des pays membres par rapport aux normes internationales</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7-Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>
<p>2- Améliorer les recettes de TVA et renforcer les capacités de gestion et de contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles dans le but de réussir la transition fiscale et augmenter le taux de pression fiscale</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7-Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>

ANNEXE 1 : AFRITAC CENTRE - CADRE LOGIQUE 2013 - 2016

Mission statement : Renforcement des capacités de gestion afin de promouvoir la croissance et réduire la pauvreté



Principaux objectifs par domaines d'activités	Indicateurs	Suivi des indicateurs	Pré-requis	Risques
<p>3- Accompagner la mise en œuvre des réformes consacrées par les directives de la CEMAC et les lois relatives aux finances publiques en RDC et au Burundi, en mettant l'accent sur : 1- La réalisation des préalables au passage aux réformes de seconde génération. 2- La transposition des directives, y compris l'élaboration de leurs guides didactiques. 3- La rédaction des textes d'application de la LOFIP en RDC et au BURUNDI. 4- La mise en œuvre progressive des principales modernisations (Budgets de programmes, déconcentration de l'ordonnancement, comptabilité en droits constatés)</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7- Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>
<p>4- Assurer la stabilité et la solidité des systèmes bancaires et financiers des pays membres de la zone en aidant les autorités de contrôle à réussir leur transition vers la supervision basée sur les risques et à promouvoir la transparence financière</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7- Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>

ANNEXE 1 : AFRITAC CENTRE - CADRE LOGIQUE 2013 - 2016

Mission statement : Renforcement des capacités de gestion afin de promouvoir la croissance et réduire la pauvreté



Principaux objectifs par domaines d'activités	Indicateurs	Suivi des indicateurs	Pré-requis	Risques
<p>5- Améliorer les comptes nationaux et les statistiques de prix, y compris les données de base entrant dans leur élaboration en les rendant conformes aux standards internationaux, disponibles à bonne date et accessibles aux utilisateurs</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7- Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>
<p>6- Moderniser le cadre de gestion de la dette publique dans les pays membres et promouvoir le développement du marché des titres d'Etat</p>	<p>Les indicateurs prévus par domaine d'activités sont respectés.</p>		<p>1- Mobilisation et disponibilité des ressources financières nécessaires à la réalisation des activités programmées par l'AFRITAC Centre. 2- Complémentarité avec l'assistance technique fournie directement par le siège du FMI et appui des autres partenaires soutenant les réformes. 3- Volonté, engagement, et soutien des autorités régionales et nationales pour la mise en œuvre des réformes. 4- Adoption de la législation et de la réglementation nécessaires à la mise en œuvre des réformes 5- Disponibilité de ressources financières internes adaptées, mobilisables facilement en temps opportun. 6- Disponibilité, stabilité et responsabilisation des équipes internes chargées de la mise en œuvre des réformes et de l'exécution des plans d'actions.</p>	<p>7- Situation sécuritaire appropriée et stabilité politique garantissant la réalisation des activités programmées et l'exécution des plans d'actions.</p>

1- Renforcer la vision régionale par la mise en œuvre du programme de création du marché commun et l'élévation des standards de qualité de la CEMAC et des administrations douanières des pays membres par rapport aux normes internationales

Axes d'intervention	Pays concernés 2015	Indicateur de résultat (Echéance 2016)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (Avril 2017)	Résultats atteints au 30 Avril 2017	Risques et Prérequis/Commentaires
1- Renforcement de la coopération régionale et internationale pour aider à la mise en œuvre du programme de création du marché commun	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD CEMAC	Une rencontre annuelle des directeurs généraux de douanes de la région Afrique centrale est instituée pour assurer la bonne harmonisation de la législation et des pratiques douanières, en collaboration avec la CEMAC, la CEEAC et l'OMD	Aucun cadre de concertation n'existe au niveau technique pour assurer l'application harmonisée de la législation et des pratiques douanières dans la région Afrique Centrale.		La quatrième rencontre annuelle des directeurs généraux de douanes des pays membres de l'AFRITAC centre se tiens en même temps que le séminaire annuel FMI/FAD-CEMAC (JSA) et l'évaluation des actions initiées lors de la troisième rencontre annuelle est faite	La rencontre annuelle des DG de douanes d'AFRITAC centre a permis de (1) faire le bilan positif sur la modernisation des organisations et la simplification des procédures douanières au cours des 3 dernières années et (2) d'élaborer le programme d'actions d'AFRITAC Centre sur les 4 prochaines années en matière douanière
2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élévation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques internationales en matière de lutte contre la fraude douanière	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Au 31 décembre 2015, les recettes douanières de chaque pays de la région sont en augmentation de 20% par rapport à l'année de référence 2011.	Les recettes douanières réalisées au cours de l'année 2011 par pays (voir tableau en annexe)	Au 31 décembre 2016, les recettes douanières collectées sont en augmentation de 5 % par rapport à 2015	Au 31 décembre 2016, les recettes douanières collectées sont en augmentation de 5 % par rapport à 2011.	Malgré le ralentissement des échanges corrélés à la baisse des activités pétrolières dans la région, une croissance soutenue demeure à la portée des pays par l'augmentation des taux d'efficacité des contrôles et à un meilleur suivi des exonérations légales et en supprimant les exonérations ad hoc

Administration douanière

1- Renforcer la vision régionale par la mise en œuvre du programme de création du marché commun et l'élévation des standards de qualité de la CEMAC et des administrations douanières des pays membres par rapport aux normes internationales

Axes d'intervention	Pays concernés 2015	Indicateur de résultat (Echéance 2016)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (Avril 2017)	Résultats atteints au 30 Avril 2017	Risques et Prérequis/Commentaires
2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élévation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques internationales en matière de lutte contre la fraude douanière	BURUNDI CAMEROUN GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Les délais moyens de passage de marchandises sont en diminution de 2 jours par rapport à l'année de référence 2011.	Délais nécessaires pour l'importation et l'exportation des marchandises en 2011 (voir tableau en annexe)		Les délais nécessaires pour l'importation et l'exportation des marchandises en 2016 ont diminué d'au moins 2,5 jour par rapport à 2011.	La nouvelle méthodologie d'évaluation du délai d'importation des marchandises montre clairement que ce dernier est globalement imputable à tous les acteurs au niveau des ports et non de la seule administration douanière. La mise en place du guichet unique virtuel demeure une recommandation forte du FMI
	BURUNDI CAMEROUN GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD		Aucun pays ne dispose d'indicateurs de performances sur les contrôles après dédouanement.		2 pays (Gabon et RD Congo) ont mis en place un système transitoire de sélectivité dans la mise en œuvre des contrôles douaniers et d'indicateurs de suivi des contrôles après dédouanement	Objectif atteint partiellement, sauf au Burundi en raison du report de la mise en œuvre des actions sur le terrain

Administration fiscale

2- Améliorer les recettes de TVA et renforcer les capacités de gestion et de contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles dans le but de réussir la transition fiscale et augmenter le taux de pression fiscale

Axes d'intervention	Pays concernés 2015	Indicateur de résultat (Echéance 2016)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Le nombre des assujettis de TVA par pays au 31 Décembre 2015 a connu une augmentation de 20% par rapport à la base de référence (31 décembre 2011).	Le nombre des assujettis de TVA par pays au 31 Décembre 2011 (voir tableau dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016)		Le nombre des assujettis TVA au 31 Décembre 2016 a connu une évolution positive de 25 pourcent par rapport au 31 Décembre 2011 dans chacun des pays de la région.	Les performances peuvent être nettement améliorées, notamment par la poursuite des efforts d'identification de nouveaux contribuables, notamment par les échanges de renseignements douanes/impôts, de fidélisation et de suivi des contribuables déjà répertoriés
	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Les recettes de TVA interne de chaque pays (hors TVA collectée au cordon douanier) au 31 Décembre 2015 ont connu une évolution positive de 20% par rapport à la base de référence (31 Décembre 2011).	Les recettes de TVA interne collectées (hors TVA collectée au cordon douanier) par chaque pays au cours de l'année 2011 (voir tableau dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016)		Les recettes de TVA interne de chaque pays (hors TVA collectée au cordon douanier) au 31 Décembre 2016 ont connu une évolution positive de 25% par rapport à la base de référence (31 Décembre 2011).	Les performances peuvent être nettement améliorées, notamment par la fidélisation et le suivi des contribuables déjà répertoriés, ainsi qu'en renforçant les actions de contrôles, notamment dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la fraude par le renforcement de la collaboration entre les administrations douanière et fiscale

Administration fiscale

2- Améliorer les recettes de TVA et renforcer les capacités de gestion et de contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles dans le but de réussir la transition fiscale et augmenter le taux de pression fiscale

Axes d'intervention	Pays concernés 2015	Indicateur de résultat (Echéance 2016)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Le taux de pression fiscale de chaque pays (recettes fiscales totales/PIB) a connu une augmentation de 2 points en 2015 par rapport à la base de référence 2011	Le taux de pression fiscale de chaque pays (recettes fiscales totales/PIB) en 2011 (voir tableau dans le rapport d'exécution du programme de travail 2015-2016).		Le taux de pression fiscale de chaque pays (recettes fiscales totales/PIB) a connu une augmentation de 2,5 point en 2016 par rapport à la base de référence 2011.	Ce résultat a priori négatif ne doit pas masquer l'évolution positive de la plupart des indicateurs. Cet indicateur se prête mal à interprétation des performances globales des administrations fiscales dans le contexte d'une érosion continue des prix du pétrole entraînant un ralentissement des activités périphériques.
2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Une base de données sur la production, la commercialisation et l'imposition des ressources naturelles (forets, mines, pétrole) mise à jour annuellement est disponible.	Aucun document descriptif et comparatif de la production, la commercialisation et l'imposition des ressources naturelles des pays de l'Afrique centrale n'est disponible.		La base de données actualisée au 31 décembre 2014 est disponible.	Les contraintes de coordination avec les ministères sectoriels sur la disponibilité des données par sous-secteurs persistent

2- Améliorer les recettes de TVA et renforcer les capacités de gestion et de contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles dans le but de réussir la transition fiscale et augmenter le taux de pression fiscale

Axes d'intervention	Pays concernés 2015	Indicateur de résultat (Echéance 2016)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Chaque année, une monographie fiscale sur la gestion et le contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles est élaborée au profit des pays, dont un total de 4 au 31 Décembre 2015.	Aucune monographie fiscale sur la gestion et le contrôle fiscal du secteur des ressources naturelles n'existe ni au niveau régional, ni au niveau des pays.		Les monographies fiscales sur la gestion et le contrôle fiscal des ressources naturelles sur la disponibilité, l'échange et la publicité des informations entre les différentes administrations techniques et celles chargées de la collecte des recettes, sur le remboursement des crédits de TVA des entreprises du secteur des ressources naturelles a été élaborée et les membres du groupe de travail formés pour former leurs compatriotes sur son utilisation	

3- Accompagner la mise en œuvre des réformes consacrées par les directives de la CEMAC et les lois relatives aux finances publiques en RDC et au Burundi, en mettant l'accent sur : 1- La réalisation des préalables au passage aux réformes de seconde génération. 2- La transposition des directives, y compris l'élaboration de leurs guides didactiques. 3- La rédaction des textes d'application de la LOFIP en RDC et au BURUNDI. 4- La mise en œuvre progressive des principales modernisations (Budgets de programmes, déconcentration de l'ordonnancement, comptabilité en droits constatés)

Axes d'intervention	Pays concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2016)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
1 Adoption et mise en œuvre des directives de la CEMAC dans les Etats Membres	2014 : RCA TCHAD CEMAC 2015 - 2016 -2017 TCHAD CEMAC GUINEE-EQUATORIALE	Le nombre de textes nationaux conformes aux directives de la CEMAC.	2 pays se sont déjà dotés de LOLF proches des directives (CMR, GB) ; 2 pays ont préparé des projets de LOLF qui sont en cours d'adoption (Cgo, TCD) et 2 autres n'ont pas encore démarré (RCA et GE).	Toutes les directives sont Transposées dans le droit des Etats-membres. Présentation de la loi de finances selon la nouvelle nomenclature budgétaire au Tchad Les capacités sont renforcées en comptabilité et la fiabilité de la comptabilité s'améliore (Guinée Equatoriale, CEMAC)	Deux pays (Gabon et le Tchad) ont transposé les six (6) directives du cadre harmonisé soit 33% (12 textes sur 36)	Risques : 1) difficulté à pouvoir modifier la constitution de certains Etats pour faciliter la transposition des directives ; 2) résistance au changement ; 3) conflits avec les textes régionaux de la SADC et de la EAC de type westminsterien; 4) importance de la corruption ; 5) insuffisance des capacités nationales. Pré-requis : 1) soutien politique ; 2) existence d'une stratégie nationale de réforme et d'un cadre institutionnel dédié ; 3) diligence dans l'adoption des textes; 4) stabilité des agents; 5) accord des Etats pour les évaluations PEFA.
2- Adoption et expérimentation progressive des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi	2013 BURUNDI et RDC 2014, 2015, 2016. 2017 BURUNDI- EXECUTION DE LA DEPENSE DE PERSONNEL	Le nombre de textes d'application adoptés et mis en application	3 textes sont déjà adoptés au Burundi et la RDC en est à la préparation des projets	La mise en œuvre de la Chaîne Rationalisée de la Dépense (CRD) a démarré au Burundi. Les principaux textes d'application de la LOFIP sont adoptés en RDC. Burundi : Le contrôle des engagements de dépenses de salaires par les CED est effectif Les capacités sont renforcées en comptabilité et la fiabilité de la comptabilité et sa documentation s'améliorent	Les principaux textes d'application sont adoptés au Burundi y compris les manuels. Tous les Ministères et toutes les institutions ont été dotés de CED. La Cour des Comptes a produit un 2 nd rapport sur l'état des lieux dans la perspective de la déconcentration de l'ordonnancement dans trois ministères prioritaires.	Risques : 1) Insuffisance diligence dans l'adoption des textes ; 2) Plans d'actions ministériels non parfaitement alignés sur la stratégie gouvernementale Pré-requis : 1) Soutien politique ; 2) stabilité des agents ; 3) renforcement des capacités

3- Accompagner la mise en œuvre des réformes consacrées par les directives de la CEMAC et les lois relatives aux finances publiques en RDC et au Burundi, en mettant l'accent sur : 1- La réalisation des préalables au passage aux réformes de seconde génération. 2- La transposition des directives, y compris l'élaboration de leurs guides didactiques. 3- La rédaction des textes d'application de la LOFIP en RDC et au BURUNDI. 4- La mise en œuvre progressive des principales modernisations (Budgets de programmes, déconcentration de l'ordonnancement, comptabilité en droits constatés)

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2016)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
3 - Les conditions pour le passage aux réformes de seconde génération sont réunies	2013 TCHAD 2014, 2015, 2016 2017 pas de pays	Les résultats des évaluations PEFA	Les États-membres ont obtenu des notes assez basses à ces évaluations et toutes ne sont pas récentes.	Des progrès mesurables sont constatés dans les axes d'intervention choisis pour chaque pays.	1 Le Tchad a transposé la quasi-totalité des directives dans l'ordre juridique national Une nouvelle nomenclature budgétaire a été adoptée.	Risques : 1) Turn over des responsables au Ministère des Finances 2) Résistance au changement; 3) Importance de la corruption; 4) Insuffisance des capacités Pré-requis : 1) Soutien politique ; 2) Stabilité des agents ; 3) Renforcement des capacités des personnels
4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme	2014, 2015, 2016 2017 CONGO GABON RDC	Le nombre de ministères présentant leurs budgets en mode programme	Aucun pays n'a encore véritablement présenté un budget en mode programme	Congo mise en œuvre optimale des recommandations AFC sur la préparation du budget en mode programme Gabon Présentation exhaustive du budget en faisant ressortir les budgets annexes et les comptes d'affectation RDC réalisation de 13 Projets annuels de performance Revue du cadre de contrôle à priori	- Le Cameroun exécute son le budget programme depuis 2013 La maquette BP du Gabon a été présentée au Parlement fin 2013 avec les projets annuels de performance Le Gabon a adopté le budget en mode programme en 2015 et l'exécute sur la base de la nomenclature budgétaire élaborée conjointement par FAD et AFC. Les comptes d'affectation spéciale ont été identifiés dans la loi de finances 2016 et 2017. La maquette budgétaire du Congo est adoptée au plan technique (29 ministères et institutions) et les projets annuels de performance sont réalisés pour 17 Ministères. Faible appropriation du processus par la Direction du Budget n RDC, réalisation des Projets Annuels de performance pour 5 Ministères et une Institution	Risque : 1) ralentissement des réformes après les premiers objectifs atteints 2) Insuffisante adaptation du système d'information pour l'exécution en mode programme- 3) résistance au changement des modes de présentation et d'exécution 4) Faible coordination avec la réforme comptable Pré-requis : 1) soutien des autorités, 2) forte mobilisation des acteurs, 3) sensibilisation et formation de tous les personnels et partenaires

Gestion des finances publiques

3- Accompagner la mise en œuvre des réformes consacrées par les directives de la CEMAC et les lois relatives aux finances publiques en RDC et au Burundi, en mettant l'accent sur : 1- La réalisation des préalables au passage aux réformes de seconde génération. 2- La transposition des directives, y compris l'élaboration de leurs guides didactiques. 3- La rédaction des textes d'application de la LOFIP en RDC et au BURUNDI. 4- La mise en œuvre progressive des principales modernisations (Budgets de programmes, déconcentration de l'ordonnancement, comptabilité en droits constatés)

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2016)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
5- La comptabilité de l'Etat évolue vers les normes internationales et les bonnes pratiques	<p>2013 CAMEROUN CONGO</p> <p>2014 CAMEROUN GUINEE-EQUATORIALE</p> <p>2015, 2016, 2017 CAMEROUN RCA</p>	La qualité des comptes produits (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	La comptabilité en base caisse est encore perfectible dans tous les Etats et certains ne tiennent même pas encore une comptabilité en partie double	<p>Les Etats-membres concernés par l'axe d'intervention "comptabilité" produisent dans les délais une</p> <p>balance des comptes fiable et mieux documenté en vue de la préparation du bilan d'ouverture</p> <p>Le Cameroun dispose d'un projet de nomenclature budgétaire validé au plan technique et coordonné avec le PCE et d'un cadre de contrôle modulé de la dépense.</p>	<p>1 état a mis en place le contrôle interne comptable, 3 états disposent d'une feuille de route d'amélioration de la comptabilité en cours de mise en œuvre, 1 état dispose d'une évaluation de son système comptable. Des résultats tangibles ne sont pas encore observables sur cet axe. Des efforts d'accompagnement en matière de gestion de la trésorerie ont été faits au Congo, mais sans véritable impact.</p> <p>Le Cameroun a amélioré la fiabilité de sa balance et prépare la mise en place de la réforme comptable (manuel immobilisations, projet de 14 normes comptables, 4 fiches d'application des normes comptables, fiche d'immobilisation). RCA : plan d'action</p>	<p>Risque : 1) ralentissement de réformes après les premiers objectifs atteints 2) Mise à niveau du système d'information comptable 3) résistance au changement</p> <p>des procédures et des modes de comptabilisation</p> <p>4) difficultés de coordination avec la réforme budgétaire</p> <p>5) manque d'adhésion des ministères sectoriels à la réforme comptable</p> <p>Pré-requis : 1) forte mobilisation des acteurs de la réforme comptable, 2) sensibilisation et formation de tous les personnels et des ministères sectoriels</p>

6- Renforcement des capacités humaines	BURUNDI CAMEROUN CEMAC CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	Niveau de connaissance des réformes de deuxième génération	Les ressources humaines ne sont pas formées aux nouvelles réformes des finances publiques	Les capacités humaines sont en mesure d'absorber les réformes de 2ème génération	Tous les séminaires ont obtenu une note supérieure à 4/5 <ul style="list-style-type: none"> • Fohbac • Séminaire conjoint AFW/AFC • Séminaire sur le contrôle interne • Séminaire délocalisé des Contrôleurs des Engagements de dépenses des Ministères prioritaires du Burundi Gabon manuel de préparation et d'exécution du budget en mode programme et phase comptable. Congo manuel de préparation du Budget en mode programme – Fiches	RISQUES : 1) résistance au changement; 2) importance de la corruption; PRE-REQUIS: 1) soutien politique; 2) stabilité des agents;
--	---	--	---	--	---	--

5- Améliorer les comptes nationaux et les statistiques de prix, y compris les données de base entrant dans leur élaboration en les rendant conformes aux standards internationaux, disponibles à bonne date et accessibles aux utilisateurs

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2016)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
1 - Les comptes nationaux annuels (CNA) sont produits à bonne date, sont conformes aux standards internationaux (SCN 1993/SCN 2008) et sont diffusés y compris les notes méthodologiques et les métadonnées suivant les canaux appropriés.	BURUNDI CONGO CAMEROUN GUINEE EQUATORIALE RCA RDC TCHAD GABON	En année N les comptes disponibles sont : les comptes définitifs de l'année N-2 et les comptes provisoires de l'année N-1 pour les pays suivants : Burundi, Cameroun, Congo Démocratique, Guinée Equatoriale et Tchad. Les autres pays : Rep. du Congo, Gabon et la Centrafrique, disposeront de comptes nationaux provisoires à jour.	7 pays sur 8 élaborent leurs CNA suivant le SCN93. La Guinée Equatoriale (GNQ) est en début de processus. Le retard dans l'élaboration des CNA définitifs en avril 2012 est de 2 à 5 ans suivant les pays (dernier compte définitif disponible en avril 2012: Burundi 2009; Cameroun 2006 (SCN 2008); Congo 2007; Gabon 2007; Guinée Equatoriale Néant; RCA 2007; RDC 2006; Tchad 2006) - Les comptes provisoires sont élaborés selon des méthodologies variées, peu efficaces. Un seul pays a préparé un document méthodologique sur les CNA, le Cameroun. Aucun pays n'est passé à l'utilisation officielle de la nouvelles séries (le Cameroun oui avec le SCN 93 et non pour le SCN 2008)	Une nouvelle année de base des CNA est élaborée et est disponible en GNQ. Tous les sept autres pays ont réduit leur retard. Au moins trois pays adoptent officiellement la nouvelle série des CNA et les diffusent en même temps que les métadonnées (le Burundi, le Congo, le Tchad).	Le Cameroun est à jour de ses comptes nationaux. Le Burundi, la Guinée Equatoriale, la RDC, le Congo et le Tchad ont rattrapé leur retard. Les autres pays, Gabon, et RCA accusent encore un retard de 2 à 4 ans.	RISQUES: 1-Instabilité et forte rotation des équipes de comptables nationaux et des statistiques des prix. 2- Dotation insuffisante des services de comptabilité nationale en ressources financières. 3-Rupture dans le financement pour la collecte mensuelle des prix. 4- Les différences + ou - significatives entre les PIB issus des comptes rénovés et ceux des anciens comptes pourraient retarder leur adoption par les autorités. PRE - REQUIS :1- Formation du personnel à la nouvelle méthodologie de l'IPI. 2- Ressources financières suffisantes et disponibles pour la collecte des données de base et la mise en place du nouvel IPI. 3- Encadrement technique des équipes pays.
2 - Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont produits à bonne date (en référence au SGDD), sont conformes aux standards internationaux (Manuel des comptes nationaux trimestriels du FMI) et sont diffusés suivant les canaux appropriés.	CAMEROUN BURUNDI	Des CNT sont diffusés au Cameroun. Ils sont en cours de mise en place au Burundi.	L'élaboration des CNT est en cours dans 1 seul pays (Cameroun pays-pilote).	Le Cameroun a achevé le test des maquettes de CNT. Une feuille de route est définie pour le Burundi.	Le Cameroun diffuse régulièrement ses comptes trimestriels. Les travaux de CNT pour le Burundi se poursuivent conformément à la feuille de route établie. Publication prévue en FY2018	idem

5- Améliorer les comptes nationaux et les statistiques de prix, y compris les données de base entrant dans leur élaboration en les rendant conformes aux standards internationaux, disponibles à bonne date et accessibles aux utilisateurs

Axes d'intervention	Pays Concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Échéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Étapes intermédiaires (30 Avril 2016)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
3 - Les statistiques de prix à la consommation sont produites à bonne date, sont conformes aux standards internationaux (manuel des statistiques de prix) -- Indices de production industrielle (IPI) et indice des prix de production industrielle (IPPI) pour fiabiliser les résultats des comptes nationaux.	Pour mémoire, Projet prix CEMAC pour les pays membres de la CEMAC	Des indices des prix à la consommation (IPC) mensuels conformes aux standards internationaux sont produits et diffusés dans les 15 jours qui suivent la fin du mois de référence (tous les pays) Des indices de Production Industriels (IPI) et Indices des Prix de Production Industriels (IPPI) pour les pays qui auront rempli les conditions requises, notamment financer une enquête entreprises). Les pays candidats probables sont : Cameroun et Burundi.	4 pays sur 8 ont rénové récemment leur IPC (Congo, Gabon, RDC, Tchad); La base de l'IPC est vieille de plus de 10 ans dans 3 pays (Burundi, Cameroun, RCA) Les IPI produits ne sont pas conformes aux recommandations internationales de 2010 – La RCA est pays-pilote pour la mise en œuvre des nouveaux IPI et IPPI.	L'IPC rénové est publié en RCA au Burundi et au Cameroun. Le Cameroun est dans le processus d'élaboration de l'IPI et de l'IPPI. Le Burundi dispose de l'IPI et l'IPPI	Les IPI rénovés et les IPPI sont en cours de mise en place pour le Cameroun et le Burundi. Une feuille de route est disponible pour la rénovation de l'IPI et la mise en place de l'IPPI, et de l'indice des chiffres d'affaire (ICA) au Gabon.	idem
4 - Renforcement des capacités, partage d'expérience et bonnes pratiques régionales et internationale en matière d'élaboration des comptes nationaux et du traitement de statistiques soutenant les travaux de comptabilité nationale, notamment les indices de prix et de volume.	BURUNDI CAMEROUN CONGO GABON GUINEE-EQUATORIALE RCA RDC TCHAD	La plupart des comptes nationaux ont des capacités à la mesure des taches qui leur incombent.	Les besoins de formation sont très grands et la plupart des comptes nationaux ont besoins davantage d'expériences.	Poursuivre les actions de formation au moyen de deux séminaires régionaux chaque année.	Un séminaire a été réalisé sur le thème : «Initiation au Système de Comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008) . Le séminaire a réuni 18 participants.	idem

6- Moderniser le cadre de gestion de la dette publique dans les pays membres et promouvoir le développement du marché des titres d'Etat

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
1- Moderniser le cadre institutionnel et organisationnel de la gestion de la dette publique dans les pays	TCHAD 2014, 2015, 2016, 2017	1.3 Le comité national de la dette publique est mis en place et est opérationnel.	3. Certains pays ont pris le décret portant création du comité national de dette publique, mais dans la plupart des pays le comité n'est pas opérationnel.	Clarifier le cadre juridique de la dette intérieure Elaborer un manuel de procédures de gestion des opérations de la dette publique	Appui à la rédaction des textes visant l'opérationnalisation de la Commission Nationale de la Dette. Finalisation du manuel de procédures	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.
	CAMEROUN 2014,2015 GABON 2014 RCA 2016-2017	1.2 La chaîne de gestion de la dette est bien structurée autour des activités du front, middle et back office, sans oublier les activités de contrôle interne et externe	2. Aucun pays ne dispose de structure de gestion de la dette conforme aux pratiques exemplaires		Au Cameroun, une réorganisation des activités de la dette à la CAA a été proposée selon le modèle front, middle et back office. Un nouvel organigramme a été proposé avec deux directions, une compétente pour les activités de front et middle office et une deuxième direction compétente pour les activités de back office. Au Gabon, un cadre intérimaire de gouvernance des activités d'émission de titres a été proposé. Aucune autre activité n'est envisagée	Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.

6- Moderniser le cadre de gestion de la dette publique dans les pays membres et promouvoir le développement du marché des titres d'Etat

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
1- Moderniser le cadre institutionnel et organisationnel de la gestion de la dette publique dans les pays	RCA 2016-2017	1.1 Le cadre juridique et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC et aux directives du FMI (pour le Burundi et la RDC)	1. Deux pays se sont dotés de cadre institutionnel proche des directives	A renseigner après discussion avec les autorités Une activité est prévue pour la RCA en FY2017 La mission de diagnostic du cadre juridique est organisationnel permettra d'élaborer un plan d'action visant sa modernisation.	En RCA, un plan d'action a été arrêté en mars 2017 identifiant les réformes juridiques et institutionnelles à mettre en place	
2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	Tchad 2014, 2016-2017 RCA 2016-2017 Congo 2015, 2016-2017 RCA FY 2017	2.2 Les documents tels que la stratégie de gestion de la dette et le rapport évaluant les activités de gestion de la dette sont produits et publiés sur une base régulière	2. Certains pays produisent des rapports d'exécution de la dette publique.	Deux activités sont prévues en FY2017 au profit du Congo et la RCA	Les agents du Tchad ont été formés sur la méthodologie pour concevoir un rapport de gestion de la dette. Les agents du Tchad ont été formés sur l'analyse et l'évaluation des offres de financement En RCA, les ont été formés la gestion des opérations de la dette ;	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.

6- Moderniser le cadre de gestion de la dette publique dans les pays membres et promouvoir le développement du marché des titres d'Etat

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2 017	Risques et Pré-requis
2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique	BURUNDI 2014, 2015, 2016-2017 CAMEROUN 2014, 2015, 2016-2017 CONGO 2014, 2015, 2016-2017 RDC 2014, 2015, 2016-2017 TCHAD 2015, 2016-2017 GABON 2016-2017 Tchad et Congo FY2017	2.1 Les autorités en charge de la gestion de la dette publique sont capables de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	1. Aucun pays ne formule actuellement de stratégie de gestion de la dette à moyen terme suivant le cadre d'analyse de la BM et du FMI	Elaboration de la SDMT pour le Burundi, la RDC, le Tchad et le Congo Formation en AVD pour le Congo, le Burundi et le Tchad. Evaluation des options de financement pour le Congo et le Cameroun Evaluation du coût et risque du portefeuille de dette pour le Tchad	Au Cameroun, au Tchad et au Congo, les agents sont mieux outillés pour mieux analyser les options de financement et évaluer les risques et coût des financements. Au Congo et au Burundi, les agents sont capables d'identifier les sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette et de proposer des mesures pour atténuer les risques Les agents de la RDC ont été formés sur les concepts liés à l'analyse de viabilité de la dette Au Tchad et au Congo, les agents ont été formés sur le processus d'élaboration de la SDMT	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.
3- Sensibiliser les pays à utiliser les mécanismes de marché pour le financement des besoins financiers de l'Etat	BURUNDI 2014, 2015, 2016-2017 BEAC 2014, 2015, 2016-2017 CAMEROUN 2015, 2016-2017	3.3 Les différents instruments de dette de marché utilisés	Seuls les bons de Trésor sont utilisés actuellement	Pour la BEAC, les obligations et privilèges des SVT sont revus Les modalités de participation aux adjudications sur base non-concurrentielle sont précisées. Une courbe de taux du marché des titres publics est développée Un marché des titres de l'Etat est créé en RDC Mise en place d'un cadre juridique sur la titrisation dans le marché CEMAC	Pour le Burundi, propositions d'actions concrètes pour l'amélioration du cadre d'émission des titres publics Pour la BEAC, identification des mesures à mettre en œuvre pour favoriser le développement d marché des titres publics dans la zone CEMAC. Aussi appui à la mise en œuvre de certaines mesures et au développement d'une courbe des taux pour le marché des titres de la zone CEMAC	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.

Axes d'intervention	Pays Concernés	Indicateur de résultat (Echéance Octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapas intermédiaires (30 Avril 2017)	Résultats Atteints au 30 Avril 2017	Risques et Pré-requis
3- Sensibiliser les pays à utiliser les mécanismes de marché pour le financement des besoins financiers de l'Etat	TCHAD FY 15 Congo FY 15 16 Burundi 17 RDC 2017	3.2 Les mécanismes de marché sont régulièrement utilisés pour émettre des titres publics	Un pays émet régulièrement des Bons du Trésor pour les besoins de financement public	Aucune activité n'est prévue en 2016 Les autorités congolaises sont capables d'exécuter les émissions des titres En Burundi, le marché des titres publics s'est renforcé	Les autorités tchadiennes ont commencé à exécuter les émissions de titres Aucune activité n'a été organisée en 2015 Un marché peu profond et les maturités sont courtes. Un projet de décret et d'arrêté portant organisation et fonctionnement du marché des titres publics, ont été élaborés.	Risques 1. Inadéquation du profil du personnel 2. Stabilité du personnel Pré-Requis 1. Volonté et engagement des autorités à mettre en œuvre les recommandations formulées lors des missions et séminaires.
	RDC 2017	3.1 Les pays développent sur une base régulière leurs plans de financement annuels.	Aucun pays ne produit sur une base régulière le plan de financement annuel.	A renseigner après discussion avec les autorités.	Aucune activité organisée sur cet axe. Les agents ont été formés sur les techniques de programmation, d'émission et de gestion des titres publics.	

4- Assurer la stabilité et la solidité des systèmes bancaires et financiers des pays membres de la zone en aidant les autorités de contrôle à réussir leur transition vers la supervision basée sur les risques et à promouvoir la transparence financière

Axes d'intervention	Pays concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Échéance : octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Etapes intermédiaires (30 avril 2017)	Résultats atteints au 30 avril 2017	Risques et pré-requis
1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards bâlois	BURUNDI CEMAC (COBAC) RDC	Les cadres légaux et réglementaires sont alignés sur les normes internationales	Aucun pays membre ne respecte intégralement l'ensemble des Principes fondamentaux	Les textes de base reflétant les principes bâlois sont promulgués : contrôle interne, gestion des risques, classification et provisionnement des créances, solvabilité, liquidité	Plusieurs projets de circulaires conformes aux normes internationales sont finalisés : contrôle interne et gestion des risques à la COBAC, solvabilité, gestion des risques, contrôle interne ou lutte anti-blanchiment à la BRB, contrôle interne, gestion des risques, solvabilité, gouvernance à la BCC. Toutefois, la signature et la promulgation de ces textes prennent du retard, pour des raisons différentes selon les pays. En outre, la mise en œuvre effective des nouveaux textes réglementaire demande à être appréciée.	<p>Risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inadéquation des effectifs des autorités de supervision bancaire en qualité et en quantité - Appropriation insuffisante des réformes par les autorités prudentielles des pays membres - Lenteur dans l'adoption des projets de textes légaux et réglementaires - Manque de ressources et d'expertise des institutions financières pour absorber les réformes - Suspension des missions sur place du FMI pour raison de sécurité <p>Pré-requis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Staff stable, en nombre suffisant et incluant des profils spécifiques adaptés - Système d'information en adéquation avec les besoins de la supervision
2- Transition vers l'approche de la supervision basée sur les risques	BURUNDI CEMAC (COBAC) RDC	L'approche de la supervision basée sur les risques est effectivement adoptée par les autorités de contrôle bancaire des pays membres	Aucune autorité de contrôle bancaire des pays membres n'a encore adopté l'approche de la supervision basée sur les risques	Mise à niveau des outils de contrôle des trois autorités prudentielles. Organisation de formations à la supervision basée sur les risques avec application pratique immédiate aux contrôles sur place et sur pièces opérés par les autorités concernées. Finalisation des manuels méthodologiques de contrôle sur place et sur pièces.	BCC : le contrôle permanent dispose d'un tableau de bord de type CAMELS/ORAP pour l'analyse des profils de risque des banques et de procédures opérationnelles. BRB : le contrôle permanent a également finalisé l'élaboration de tableaux de bord de type CAMEL ; les tests d'utilisation de ces tableaux et du nouveau dispositif de notation des banques ont été réalisés. COBAC : l'assistance technique de l'AFC a pu être engagée tardivement dans ce domaine (adaptation du format des rapports de contrôle sur place) et un renforcement notable de l'AT est programmé pour FY 2018.	Idem

4- Assurer la stabilité et la solidité des systèmes bancaires et financiers des pays membres de la zone en aidant les autorités de contrôle à réussir leur transition vers la supervision basée sur les risques et à promouvoir la transparence financière

Axes d'intervention	Pays concernés 2016-2017	Indicateur de résultat (Échéance : octobre 2017)	Base de référence (Avril 2012)	Étapes intermédiaires (30 avril 2017)	Résultats atteints au 30 avril 2017	Risques et pré-requis
3- Stabilité financière et prévention et gestion des crises bancaires	BURUNDI CEMAC (BEAC/COBAC) RDC	3.1 Un cadre de surveillance macroprudentielle est adopté et fonctionne de manière opérationnelle. 3.2 Un dispositif de traitement des banques en difficulté est mis en place.	3.1 Aucune des autorités de contrôle prudentiel des pays membres ne dispose encore d'un cadre de surveillance macroprudentielle. 3.2 La COBAC dispose d'un projet de texte relatif au traitement des banques en difficultés.	3.1 Les actions d'assistance technique, à la fois sur le plan méthodologique et technique, et sur le plan opérationnel et institutionnel, ont été réalisées et ont permis de doter les autorités, d'une part des outils de surveillance de la stabilité financière, et d'autre part d'un cadre de fonctionnement pour un comité de stabilité financière multi-institutions. 3.2. L'assistance technique en matière de gestion des crises a été reprise directement par MCM.	3.1 La BEAC, la BRB et la BCC ont réalisé la première phase du projet pluriannuel visant à les doter d'un comité de stabilité financière opérationnel et doté des outils adéquats. La BEAC a décidé de poursuivre son projet sans l'appui de l'AFC. La BRB et la BCC dispose d'un cadre abouti de surveillance de la stabilité financière : elles ont élaboré des rapports de stabilité financière et réalisé des séries de stress tests. 3.2 La COBAC dispose de son cadre de gestion des crises et la BCC est en train de faire évoluer le sien.	idem
4- Migration vers les normes comptables internationales IAS/IFRS	BURUNDI CEMAC (COBAC) RDC	4.1 Les référentiels comptables bancaires des pays membres sont conformes aux normes internationales IAS/IFRS. 4.2 Les états de reporting prudentiels et financiers sont établis en normes IFRS. 4.3 Le contrôle bancaire s'effectue sur la base des reporting établis en normes IFRS.	La Banque de la République du Burundi a déjà adopté les nouvelles comptables normes internationales et dispose de guides méthodologiques pour la surveillance permanente et le contrôle sur place La Banque Centrale du Congo est en cours de migration aux nouvelles normes comptables internationales pour l'ensemble de son système bancaire. La COBAC n'a pas encore inscrit ce projet parmi ses priorités.	Les IFRS sont appliquées par la BRB. L'assistance technique dans le domaine des IFRS a repris en juillet 2016 avec la BCC, après deux ans d'interruption (relais assuré par le GIZ) : la DSIF est dotée du référentiel de contrôle adéquat.	BRB : la phase de la préparation à la production des reporting prudentiels et financiers en normes IFRS est finalisée. BCC : le projet IFRS rencontre de sérieuses difficultés en raison de l'incapacité des banques à absorber une réforme aussi globale et complexe. Le projet a dû être suspendu en août 2016 après deux missions en raison de la suspension des missions sur place en RDC pour raison de sécurité. À cette date, seulement 8 banques avaient publié leurs comptes sous IFRS. Le personnel de la DSIF a été formé à l'examen de ce nouveau reporting comptable.	idem



ANNEXE 2 : SUIVI DE L'UTILISATION DES RESSOURCES PROGRAMMEES DE L'ANNEE FISCALE 2017 PAR DOMAINE
(EN PERSONNES SEMAINES, MAI 2016-AVRIL 2017)

Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2017			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
	Siège	Site			Siège	Site		
I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
Administration Douanière	5,5	0,0	12,0	17,5	4,0	0,0	12,0	16,0
CEMAC	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
BURUNDI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CAMEROUN	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
GABON	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
RCA	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0
RDC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
TCHAD	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration Fiscale	14,5	18,0	32,0	64,5	14,5	17,0	34,0	65,5
CEMAC	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
BURUNDI	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5
CAMEROUN	1,0	4,0	0,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
CONGO	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
GABON	4,5	0,0	2,0	6,5	4,5	0,0	2,0	6,5
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0
RCA	1,5	3,0	14,0	18,5	1,5	4,0	14,0	19,5
RDC	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0
TCHAD	1,0	2,0	4,0	7,0	1,0	2,0	4,0	7,0
Gestion des Finances Publiques	38,0	36,0	42,0	116,0	34,0	29,0	31,0	94,0
CEMAC	3,0	2,0	0,0	5,0	5,0	2,0	0,0	7,0
BURUNDI	6,0	6,0	6,0	18,0	6,0	6,0	6,0	18,0
CAMEROUN	6,0	6,0	6,0	18,0	6,0	6,0	6,0	18,0
CONGO	2,0	2,0	1,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0
GABON	5,0	5,0	5,0	15,0	5,0	5,0	5,0	15,0
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	3,0	8,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RCA	6,0	5,0	6,0	17,0	6,0	5,0	6,0	17,0
RDC	3,0	2,0	4,0	9,0	3,0	2,0	4,0	9,0
TCHAD	6,0	5,0	6,0	17,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques Macroéconomiques	19,0	18,0	20,0	57,0	17,0	20,0	18,0	55,0
BURUNDI	2,0	0,0	4,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0
CAMEROUN	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0
CONGO	4,0	4,0	4,0	12,0	6,0	6,0	6,0	18,0
GABON	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
RCA	3,0	4,0	2,0	9,0	2,0	2,0	2,0	6,0
RDC	5,0	6,0	4,0	15,0	4,0	4,0	6,0	14,0
TCHAD	3,0	2,0	4,0	9,0	2,0	4,0	0,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	20,0	18,0	16,0	54,0	18,0	19,0	18,0	55,0
BURUNDI	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,5	1,5	5,0
CONGO	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
GABON	4,0	2,0	2,0	8,0	4,0	5,0	4,0	13,0
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,5	1,5	4,0
RCA	4,0	4,0	2,0	10,0	3,0	4,0	4,0	11,0
RDC	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la Dette Publique	18,0	27,0	22,0	67,0	16,5	23,5	16,5	56,5
CEMAC	2,0	2,0	2,0	6,0	0,5	2,0	2,0	4,5
BURUNDI	2,5	3,0	0,0	5,5	1,0	1,0	1,0	3,0
CAMEROUN	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	2,0	0,0	3,0
CONGO	2,5	4,0	5,0	11,5	3,5	6,5	2,5	12,5
GABON	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5
RCA	2,5	4,0	5,0	11,5	2,5	2,0	5,0	9,5
RDC	4,5	4,0	5,0	13,5	2,5	2,0	3,5	8,0
TCHAD	2,5	6,0	5,0	13,5	4,0	6,0	2,5	12,5
Régulation et Supervision Bancaire	20,0	21,0	23,0	64,0	10,0	10,0	13,0	33,0
CEMAC	4,0	3,0	4,0	11,0	3,0	2,0	4,0	9,0
BURUNDI	9,0	10,0	7,0	26,0	5,0	2,0	3,0	10,0
RDC	7,0	8,0	12,0	27,0	2,0	6,0	6,0	14,0
Total I	135,0	138,0	167,0	440,0	114,0	118,5	142,5	375,0
II- SEMINAIRES ET ATELIERS								
Domaines d'intervention	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2017			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
	Siège	Site			Siège	Site		
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	1,0	0,5	1,0	2,5
Administration Fiscale	1,5	1,0	7,0	9,5	1,0	1,5	3,0	5,5
Gestion des Finances Publiques	8,0	8,0	4,0	20,0	8,0	8,0	4,0	20,0
Statistiques Macroéconomiques	4,0	3,0	2,0	9,0	1,0	2,0	3,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	3,0	3,0	4,0	10,0	2,0	8,0	2,0	12,0
Gestion de la Dette Publique	5,0	2,0	2,0	9,0	2,0	3,5	2,5	8,0
Régulation et Supervision Bancaire	2,0	1,0	1,0	4,0	4,0	6,0	3,0	13,0
Total II	24,0	18,0	20,0	62,0	19,0	29,5	18,5	67,0
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	159,0	156,0	187,0	502,0	133,0	148,0	161,0	442,0



ANNEXE 2 : RAPPORT D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2017 PAR DOMAINE

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site								
AFRITAC Centre - Administration Douanière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
Axe d'intervention : 1- Renforcement de la coopération régionale et internationale pour aider à la mise en œuvre du programme de création du marché commun															
Résultats attendus : Mise en œuvre du programme de création du marché commun															
REGIONAL	Réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Perenniser ce cadre de concertation technique pour l'application harmonisée de la législation et des pratiques douanières des pays membres d'AFRITAC Centre	Compte rendu de la quatrième réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Harmonisation de la législation et des pratiques douanières dans la région et renforcement de l'assistance sous-régionale pour les pays membres d'AFRITAC Centre	La rencontre annuelle des directeurs généraux de douanes des pays membres de l'AFRITAC centre a lieu en 2016 et son plan de travail pour l'année 2017 élaboré	T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2,5	Activité désormais jumelée, avec la réunion annuelle du programme JSA-FMI-CEMAC, AFRITAC Centre prend en charge les frais des participants du Burundi et de la République Démocratique du Congo (non membres de la zone CEMAC) et de la CEEAC
CEMAC	Etablir le contact avec la CEMAC	Définir les voies de coopération entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations douanières	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en œuvre des règles communautaires par les Etats membres 2. Actualisation du Code des douanes communautaire conformes aux standards internationaux	Le projet d'actualisation du Code des douanes communautaire est lancé officiellement	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge de la gestion du projet JSA-CEMAC
Axe d'intervention : 2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques internationales															
Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)															
Programmes pluriannuels															
BURUNDI	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme rationnel de contrôle post-dédouanement sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanière et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle posteriori 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanière et fiscale est défini et opérationnel	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts douaniers
GABON	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire le bilan de l'avancement du programme et des activités de l'unité de gestion des risques 2. Actualiser les règles de sélectivité dans SYDONIA (critères de risque à retenir, calcul des fréquences de fraude)	1. Liste actualisée des critères de risques pertinents sur la base de l'analyse approfondie de la base des infractions 2. Feuille de route d'implémentation dans SYDONIA des nouveaux critères de risques	De nouveaux critères de sélectivité sont implémentés dans SYDONIA et les contrôles sont rationalisés et plus efficaces	1. Actualisation des critères de risques retenus dans le système informatique douanier 2. Moyens humains et techniques déployés 3. Proposition de modification des textes législatifs et réglementaires	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Poursuite du programme pluriannuel lancé en FY 2015, à la requête des autorités. Activité réalisée en T4
GUINEE-EQUATORIALE	Réorganisation de l'administration douanière et modernisation de la législation et des procédures en vue de la mise en œuvre de SYDONIA World	Apporter un appui à la rationalisation de la procédure de dédouanement en vue de son automatiser	1. Projet d'instruction administrative établissant la procédure de dédouanement à l'importation et à l'exportation est préparé. 2. Projet d'instruction administrative rationalisant l'organisation interne des bureaux de douane est préparé 3. Plan d'action pour la mise en œuvre de la reorganisation est valide et mis en œuvre	La nouvelle procédure optimise les avantages de l'informatisation, sécurise les recettes et simplifie les formalités administratives.	1. La procédure de dédouanement révisée prévoit notamment : - la saisie électronique des manifestes de cargaison dans SYDONIA ; - l'examen des marchandises par scanner ; - les vérifications douanières réalisées en une seule étape. 2. La structure des bureaux de douane et les fonctions des sections reflètent les étapes du dédouanement informatisé.	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité avancée en T1. Poursuite du programme pluriannuel lancé en mai 2015. Nécessaire coordination de cette activité avec les visites des experts de la CNUCED pour adapter les livrables attendus aux calendriers de mise en place de SYDONIA World
RDC	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire une évaluation de l'impact du système transitoire de sélectivité amélioré et mis à jour 2. Faire des tests de cohérence de la méthode, identifier les nouveaux risques et mettre à jour les critères de sélectivité	1. Programme d'actualisation des critères de sélectivité des contrôles douaniers 2. Nouvelle cartographie des risques élaborée par une analyse approfondie de la base informatisée des infractions douanières	1. Mise en application effective du système de sélectivité mis à jour 2. Accroissement progressif de la part des marchandises libérées sans contrôle 3. Mobilisation des recettes par l'augmentation de l'efficacité des contrôles de la base taxable	1. Critères de risques retenus actualisés dans le système informatique douanier actualisés 2. Diminution progressive et significative du délai moyen de dédouanement issu de la pertinence des contrôles 3. Taux d'efficacité des contrôles en augmentation par rapport à décembre 2015	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts douaniers

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Administration Douanière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme rationnel de contrôle post-dedouanement sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des auditeurs des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanière et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dedouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle postérieur 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanière et fiscale est défini et opérationnel	T1	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée en T4
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme de maîtrise et de suivi des exonérations 2. Renforcer les capacités des agents en matière de suivi des exonérations 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale en matière d'exonération	1. Projet d'instruction sur la surveillance des exonérations et le suivi des régimes particuliers/dérrogatoires 2. Un projet de guide de contrôle des exonérations est élaboré 3. Manuel conjoint de suivi et contrôle des exonérations douanières et fiscales	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité du suivi/contrôle des exonérations	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les agents sont formés aux techniques de suivi des exonérations 3. Un cadre opérationnel commun à la douane et aux impôts est élaboré pour le suivi/contrôle des exonérations	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal à la demande des autorités
Activités ponctuelles															
CAMEROUN	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI
CONGO	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI
TCHAD	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site		Total	Bureau	Site		Total								
AFRITAC Centre - Administration Fiscale - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
Axe d'intervention: 1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale															
Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale															
Programmes pluriannuels															
BURUNDI	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grands contribuables	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grands contribuables assujettis à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grands contribuables	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des déclarations en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grands contribuables 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des débiteurs et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Tous les contribuables ayant déclaré plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "néant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T3	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux.
CAMEROON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
CAMEROON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-douanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carroussel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-douanement 3. Rationnalisation et coordination des interventions douanière et fiscale auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource réalouée à la RCA
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-douanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carroussel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-douanement 3. Rationnalisation et coordination des interventions douanière et fiscale auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser davantage 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impot	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombres de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource réalouée au Cameroun

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	
AFRITAC Centre - Administration Fiscale - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-douanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carroussel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-douanement 3. Rationnalisation et coordination des interventions douanière et fiscale auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité réalisée en T4
RDC	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes entreprises est acceptable	T1	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RDC	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T2	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée en T3 sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux
RDC	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la mise en place d'une direction des grandes entreprises (DGE)	Accompagner les autorités au renforcement de la gestion fiscale des grandes entreprises	1. Plan d'actions de suivi des obligations fiscales des grandes entreprises 2. Manuel de procédure set fiche de postes de la DGE	1. Le chronogramme de mise en place de la DGE est respecté 2. Les procédures de la DGE sont modernisées et codifiées 3. Le suivi des dossiers des grandes entreprises est renforcé	1. La DGE est opérationnelle 2. De nouvelles procédures modernes sont mises en place	T1	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la mise en place d'une direction des moyennes entreprises (DME)	Accompagner les autorités à la mise en place d'une direction en charge de la gestion fiscale des moyennes entreprises	1. Note conceptuelle sur la segmentation des moyennes entreprises 2. Chronogramme de mise en place de la DME 3. Portefeuille provisoire de la DME	1. Les autorités disposent d'un chronogramme détaillé de mise en place de la DGE 2. Les dossiers des moyennes entreprises sont identifiés	1. le portefeuille des moyennes entreprises est identifié 2. Les agents de la DME sont formés au suivi des obligations fiscales	T3	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
TCHAD	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes et moyennes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T1	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T3

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Administration Fiscale - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
TCHAD	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CONGO	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activités des grandes et moyennes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièces sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité réalisée en T3
CONGO	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité anticipée en T2
RCA		Revue du système fiscal et de son administration.				T3	0,0	0,0	8,0	8,0	0,0	0,0	8,0	8,0	Mission diagnostic du siège du FMI financée par Afrifrac Centre
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les grandes entreprises ayant déclaré plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T1	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T4
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	1. Renforcer la maîtrise et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les moyennes entreprises ayant déclaré plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T2	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T3 conjointement avec la mission FAD/R2
RCA	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser davantage 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impot	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombre de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal à la demande des autorités

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Administration Fiscale - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
CEMAC	Etablir le contact avec la CEMAC	Definir les voies de cooperation entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations fiscales dans la gestion de la TVA	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en oeuvre des directives portant harmonisation des législations fiscales 2. Actualisation des principales directives portant harmonisation des législations fiscales 3. Internalisation des regles fiscales communautaires	Le projet d'actualisation des directives en vue de l'harmonisation des politiques fiscales est lance officiellement	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activite menee en coordination avec les services du siege en charge des questions de politique fiscale (FAD/TP)
REGIONAL	Seminaire commun AFC sur l'outil RA-FIT et la simplification des procedures de declaration et de paiement	1. Actualiser la base RA-FIT au titre du 2eme cycle et lancement du 3eme cycle de collecte 2. Simplifier et moderniser les procedures de declaration et de paiement des droits et taxes	1. Base RA-FIT a jour avec les donnees de 2014 et 2015 2. Boite a outils et plan conjoint d'actions de simplification des procedures de declaration et de paiement 3. Plan d'actions de bancarisation des recettes douanieres et fiscales	1. Les donnees essentielles des administrations fiscales sont disponibles 2. Les procedures de declaration et de paiement sont simplifiees et modernisees	1. Le taux de remplissage de la base RA-FIT est au moins egal a 75% 2. De nouvelles procedures fiscales modernes sont proposees et mise en place progressivement	T1	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
REGIONAL	Seminaire sur l'integration des missions douanieres et fiscales dans le cadre de la lutte contre la fraude a la TVA	Renforcer la collaboration entre la douane et les impots pour lutter contre la fraude a la TVA	1. Un guide de croisement des donnees douanieres, fiscales et comptables 2. Un guide sur la preparation et la conduite des operations de controle mixte est elabore	La collaboration entre la douane et les impots, en matiere de prevention et d'actions de controle, contribue au renforcement de la lutte contre la fraude a la TVA	1. Le nombre de pays ayant signer un protocole de collaboration augmente 2. Les criteres de gestion des risques douaniers et fiscaux sont mutualiser 3. Les controles douaniers et fiscaux sont mieux prepares et ciblent les dossiers a forts enjeux	T1	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Activite realisee en T4
Axe d'intervention: 2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale															
Résultats attendus : Amélioration du rendement fiscal du secteur des ressources naturelles															
Programmes pluriannuels															
RDC	Mise en place des procedures de teledeclaration et de telepaiement pour les entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Reorganiser la chaine de traitement des remboursements des credits de TVA 2. Moderniser la gestion des entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Note conceptuelle sur la modernisation des procedures de remboursement des credits de TVA 2. Un manuel des procedures de remboursement des credits de TVA 3. Plan d'actions d'informatisation du traitement des demandes de remboursement des credits de TVA	La gestion des remboursements des entreprises du secteur des ressources naturelles est modernisee et codifiee en vue de la mise en place des teleprocedures	1. Nouveau criteres de gestion des risques de remboursement des credits de TVA 2. Les agents de la DGE sont formes aux nouvelles procedures de remboursement des credits de TVA	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité réalisée en T3 sous la forme d'atelier national delocalise des experts fiscaux

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	
AFRITAC Centre - Gestion des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
Axe d'intervention : 6- Renforcement des capacités															
Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération															
REGIONAL	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, comptable et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2016-17	T1	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	A réaliser en avril 2017
REGIONAL	Séminaire sur le contrôle de régularité (RCA.TCHAD, CONGO BRAZZA et RDC)	Améliorer le contrôle de régularité des dépenses	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des administrations chargées des contrôles	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-17	T2	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	A réaliser en mars 2017
REGIONAL	FOHBAC	Favoriser l'échange d'expériences et des bonnes pratiques en matière de gestion budgétaire	Les communications délivrées et les recommandations du FOHBAC	Sensibilisation des administrations budgétaires à la modernisation des méthodes et outils budgétaires	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation).	T4	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Mai 2016 Organisation du forum des hauts fonctionnaires du budget initialement prévu en Mars
REGIONAL	La transparence financière : de la préparation et l'exécution de la loi de finances au compte général de l'Etat	Promouvoir la production transparente et la publication des informations financières	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs budgétaires et comptables à la transparence et la publication des informations financières de l'Etat	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-18	T3	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint AFC/AFW réalisé en janvier 2017
Axe d'intervention : 1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres															
Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs															
CEMAC	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformité délivrés par la C/CEMAC	T1 à T4	2,0	0,0	0,0	2,0	4,0	0,0	0,0	4,0	Observations Textes RCA et Guinée Equatoriale et Congo
CEMAC	2 - Participations aux activités de formation de la CEMAC (budgétaire, comptable, communauté des praticiens des FP)	Renforcer le cadre régional de gestion des finances publiques de la CEMAC	Rapport des formations ou des ateliers - feuilles de routes	Les capacités des experts et praticiens de la CEMAC sont renforcées	Nombre de participants et taux de satisfaction supérieur à 85%	T1 à T4	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Participation à Brazzaville du 02 au 05 Aout de 1ère reunion du Comité des Praticiens en Finances Publiques de l'Afrique Centrale/Séminaire à Douala
GUINEE-EQUATORIALE	1 - Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la qualité comptable et les complets rendus financiers	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité budgétaire et comptabilité générale	Nombre de participants, taux de satisfaction supérieur à 85%	T3	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée par le pays
GUINEE-EQUATORIALE	2 - Mission du siège financée par Afritac Centre	Restructurer la Direction de la Comptabilité publique et appuyer son informatisation	Rapport d'assistance technique, avec proposition d'organigramme et schéma SI	Renforcement de l'organisation comptable	Taux de mise en œuvre des recommandations	T4	0,0	1,0	6,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée par le pays Mission HQ / AFC funded 3 personnes/2semaines
TCHAD	Projet - 4ème mission - Appui à la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature budgétaire et prise en charge des budgets annexes et comptes spéciaux dans la présentation de loi de finances	Assurer une meilleure classification des opérations budgétaires en recettes et en dépenses	Schéma de présentation de la nouvelle structure budgétaire de l'Etat en conformité avec la loi organique Budget de l'Etat	La nouvelle nomenclature budgétaire est cohérente avec les directives et les spécificités du pays.	Adoption de la nouvelle nomenclature et applications paramétrées	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Présentation de la loi de finances initiale 2016 dans la nouvelle nomenclature inspirée des directives de la CEMAC
TCHAD	Projet - 5ème mission - Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes at appui à la mise en œuvre du logiciel comptable	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - Table de passage ancien/nouveau PCE disponible	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T2	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
TCHAD	Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité et finalisation des travaux de fiabilisation de la balance des comptes - Evaluation du projet.	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Evaluation du niveau de fiabilité de la comptabilité de l'Etat (suivi des indicateurs)	La comptabilité est plus fiable et plus sincère	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
Axe d'intervention : 2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel															
Résultats attendus : Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP															
BURUNDI	Projet - 4ème mission sur le contrôle de régularité des dépenses (Atelier/visite sur le terrain)	Améliorer le contrôle à priori des dépenses budgétaires	Rapport et plan d'action des Participants	Mise en œuvre des dispositions de la loi organique	Couverture de l'ensemble des dépenses par le contrôle de régularité	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Possibilité d'atelier et visite de terrain

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Gestion des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
BURUNDI	Projet - 5 ^{ème} mission - Mission sur la budgétisation de la masse salariale	Améliorer la budgétisation de la masse salariale	Une application opérationnelle de budgétisation des salaires	Faibiliser les prévisions de la masse salariale	Taux d'exécution de la masse salariale.	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Possibilité d'atelier et visite de terrain
BURUNDI	Projet - 6 ^{ème} mission - Atelier comptabilité - Amélioration de la documentation comptable	Documenter la comptabilité afin de faciliter son informatisation	Fiches techniques par compte	Les fiches techniques sont disponibles et paramétrées dans le nouveau logiciel comptable	Le paramétrage des comptes du logiciel sur la base des fiches est opérationnel	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Atelier en juin sur la mise au point du paramétrage du module comptabilité du logiciel intégré de gestion des finances publiques
Axe d'intervention : 4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme															
Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme															
CONGO	1- Mission de suivi sur la mise en œuvre des recommandations d'Africat sur les budgets de programme (BP) et le cadre de performance	Appuyer l'appropriation par les administrations responsables de la réforme des budgets de programme (BP) et du cadre de performance	Etat de mise en œuvre des recommandations d'Africat sur le BP et cadre de performance	Les recommandations AFC visant l'appropriation de la réforme sont mises en œuvre	Taux de mise en œuvre des recommandations AFC	T2	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	2,0	3,0	Evaluation du projet de 2 ans 2014/2016 Point de l'état de mise en œuvre des recommandations
CONGO	2- Atelier d'appui à l'adaptation de la directive CEMAC portant PCE et articulation avec la nomenclature budgétaire	Conformité du cadre comptable de l'Etat avec le cadre harmonisé des finances publiques de la CEMAC	Projet de décret PCE cohérent avec la directive CEMAC portant Plan comptable de l'Etat	Le cadre comptable de l'Etat est modernisé conformément au cadre de la CEMAC	Avis conforme de la CEMAC sur le projet de texte portant PCE soumis par les autorités	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
GABON	1- Mise en place d'un cadre de suivi des Etablissements Publics et identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat (Budgets annexes et Comptes d'affectation)	Améliorer la couverture du budget de l'Etat en mode programme	Schéma institutionnel pour l'exercice de la tutelle financière des Etablissements Publics et présentation des budgets annexes - comptes d'affectations	Disponibilité dans le projet de loi de finances des informations consolidées sur les opérations budgétaires des organismes publics	Annexes au Projet de loi de finances	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	08 au 20 Mai 2016 Identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat Projet de texte pour le renforcement de la tutelle financière des établissements publics
GABON	2- Adaptation du contrôle à priori à la budgétisation par objectif de programmes (BOP)	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	méthodologie de modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité du schéma de modulation pour un ministère prioritaire	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	20 juin au 1er juillet 2016 Plan d'action pour la mise en place du contrôle interne au Ministère de l'Education
GABON	3- Atelier de sensibilisation de la Cour des Comptes pour l'examen du projet de loi de règlement en mode programmes	Faciliter l'examen par la Cour des Comptes des rapports annuels de performance.	méthodologie d'évaluation et d'examen des rapports annuels de performance	L'avis de la Cour sur les lois de règlement s'améliore en termes de qualité et de délais	Rapport de la Cour sur l'exécution 2015	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	02 au 06 Mai en liaison avec FAD/M2 rapport su sur le règlement du budget en mode BOP
GABON	PEFA		Participation + comité de relecture du rapport provisoire												octobre/novembre mission PEFA décembre. Comité ce relecture
RDC	Projet RDC -4 ^{ème} mission sur la mise en place du cadre de performance	Mettre en place le cadre institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Schéma d'organisation de la Direction et du Préparateur et du suivi budgétaire	Disponibilité d'un schéma institutionnel conforme à la lofp	Validation du schéma au plan technique	T2	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Réalisé en 2015 Mission sur les Projets annuels de performance
RDC	Projet RDC - 5 ^{ème} mission sur la mise en place du cadre de performance - Visite d'immersion sur le budget de programme	Mettre en place le cadre institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Annexes PAP pour 4 ministères jointes au projet de Loi de finances	Effectivité de la réforme dans les ministères prioritaires	4 ministères dotés de PAP et expérimentant les budgets de programme	T4	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	16 au 20 Mai 2016 Recommandation pour renforcer le processus de la réforme et plan d'action pour la réalisation des PAP
Axe d'intervention : 5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques															
Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)															
CAMEROUN	Projet - 6 ^{ème} mission (Fin) fiabilisation Balance et préparation du bilan d'ouverture (BO)	Poser les bases du passage à la comptabilité en droits constatés	Evaluation de la fiabilité de la balance des comptes de l'Etat 2015	La balance des comptes est plus fiable et la comptabilité mieux documentée en vue du bilan d'ouverture de l'Etat	Niveau des indicateurs de fiabilité des comptes de l'Etat et documentation comptable adoptée	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	13 au 24 février 2017
CAMEROUN	2 - Appui à la mise en place d'un contrôle des dépenses modulé	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	Méthodologie de la modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité d'un schéma de modulation	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CAMEROUN	3- Appui à la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat	Améliorer la qualité et de la sincérité des restitutions budgétaires.	Tableau de nomenclature	Nomenclature rénovée et cohérente avec le plan de comptes de l'Etat validée au plan technique.	Projet de décret de nomenclature	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	15 au 28 février 2017
RCA	1- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable de l'Etat	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action d'amélioration de la gestion budgétaire	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Plan d'action validé	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Réalisé 5 au 16 décembre 2016
RCA	2- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable de l'Etat	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Réalisé 5 au 16 décembre 2016

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
RCA	3 - Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T3	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Selon capacité d'absorption -thèmes à préciser après la mission FAD/M2 en RCA

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
							Prévues			Utilisées						
							Conseiller	ECT	Total	Conseiller	ECT	Total				
Bureau	Site		Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques Macroeconomiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017																
Axe d'intervention : 4 - Renforcement des capacités																
Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale																
REGIONAL	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AFRISTAT n'a pu organiser ce séminaire.
REGIONAL	Séminaire formation au SCN 2008 pour les débutants. - Théorie et pratique	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Les présentations et études de cas	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	3,0	6,0		
REGIONAL	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	La CEMAC ou la CEEAC n'a pas organisé de séminaire auquel l'AFC a été convié.
Axe d'intervention : 1 - Les comptes nationaux annuels																
Résultats attendus : Réduction des retards des comptes																
Burundi	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, etc.	Amorce de traitement des sources	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Cette mission n'a pu avoir lieu compte tenu des retards dus à la situation du pays.
CONGO	Mission modélisation macroéconomique	Evaluation des modèles macroéconomiques disponibles		Recommandations	Rapport de mission	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	Mission de modélisation macroéconomique
CONGO	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Mettre en place un système simplifié de comptes nationaux	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	Mission de modélisation macroéconomique
CONGO	Appui aux travaux des comptes définitifs de 2012 et formation des comptables nationaux de l'INS	Réaliser la synthèse des comptes		La synthèse est réalisée.		T1	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	3,0	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires
CONGO	Appui aux travaux des comptes définitifs de 2014 et formation des comptables nationaux de l'INS	Réaliser le traitement des sources	Sources traitées	La synthèse intermédiaire est réalisée.	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	3,0	
CONGO	Appui aux travaux de comptes nationaux et formation des comptables nationaux au SCN 2008	Poursuivre le traitement des sources	Sources traitées	Formation effectuée	Nombre de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	6,0	Mission complémentaire non prévue pour avancer dans les travaux des comptes
GABON	Appui aux travaux de mise en place d'indicateurs économiques	Aider au calcul des indicateurs	Indicateurs calculés	Système de calcul des indicateurs est mis en place	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'est pas prêt.
GUINEE-EQUATORIALE	Appui aux travaux de comptes nationaux - formation à la comptabilité nationale	Recyclage sur la méthode mise en place pour les comptes définitifs et provisoires - Rappel des concepts et définitions.	Exercices pratiques	Les comptes nationaux ont été recyclés sur les méthodes mises en place pour les comptes nationaux	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	
RCA	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2012	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes définitifs de 2012 sont disponibles	Les comptes définitifs de 2012 sont finalisés	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en oeuvre (à cause de la situation du pays)
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en oeuvre (à cause de la situation du pays)
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en oeuvre (à cause de la situation du pays)
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	6,0	Mission spéciale conjointe réalisée par le Conseiller et un expert pour relance des travaux des comptes.
RDC	Système simplifié de comptes nationaux	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes des années 2007-2009 et 2011 et 2012 sont disponibles	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	5,0	Mission avec la participation du chef service des comptes nationaux de la République du Congo
RDC	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les données sources sont traitées	Formation au traitement des données sources.	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	3,0	
RDC	Système simplifié de comptes nationaux	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes des années 2007-2009 et 2011 et 2012 sont disponibles ainsi qu'une série homogène 2005-2015	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en oeuvre (à cause de la situation du pays)
RDC	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues			Utilisées					
							Conseiller	ECT	Total	Conseiller		ECT			
Bureau	Site		Bureau	Site											
AFRITAC Centre - Statistiques Macroéconomiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
RDC	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 et finaliser la série 2005-2015	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombres de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
RDC	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 et finaliser la série 2005-2015	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombres de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Deux missions ci-dessus combinées en missions conjointes délocalisées à Libreville compte tenu de la situation dans le pays.
TCHAD	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	les comptes provisoires 2014 et 2015 sont disponibles	Le système simplifié est utilisé pour les comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
TCHAD	Travaux des comptes de 2014 à l'aide de l'outil ERETES	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombres de personnes formées	T1	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
TCHAD	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse finale des comptes	Formation sur la synthèse finale	Nombres de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
TCHAD	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	La série 2005-2015 est disponible	Formation sur le système simplifié	Nombres de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Deux missions ci-dessus d'experts de court terme transformées en mission du Conseiller pour la finalisation de la série 2005-2015.
Axe d'intervention : 2 - Comptes nationaux trimestriels															
Résultats attendus : mise en place des indicateurs - esquisses de comptes trimestriels pour les années passées															
BURUNDI	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix constants (optique production) : T1 2005 - T4 2013	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptables nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission de l'expert de court terme avec la participation du Conseiller
Cameroun	Dessaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Introduire le module de dessaisonnalisation dans les comptes trimestriels du Cameroun	La série des comptes nationaux dessaisonnalisée	Les comptables nationaux sont formés à la méthode de dessaisonnalisation	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Une mission d'expert de court terme mis en réserve a été réalisée

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	
AFRITAC Centre - Statistiques des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 avril 2017															
Axe d'intervention : 3- Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques															
Résultats attendus : Former les agents en charge de l'élaboration du TOFE et des SFP															
REGIONAL	Séminaire régional	Introduction des objectifs du travail du conseiller régional. Fournir une formation sur le cadre analytique des SFP	Une série de présentations et d'exercices pratiques portant sur la directive TOFE et le MSFP 2014	Discussion entre les participants et mise en place d'un plan de travail pour les pays		T1	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	1,0	1,0	5,0	Achévé : Séminaire régional tenu à Libreville, discussions entre les participants et élaboration d'un plan d'actions pour l'adoption du MSFP 2014 par chaque pays représenté
REGIONAL	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, comptable et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2016-17	T4	1,0	1,0	2,0	4,0	5,0	1,0	1,0	7,0	
Axe d'intervention : 1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001)															
Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale															
CAMEROUN	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,5	1,5	5,0	1) Contribué à la rédaction du texte de transposition à présenter à la CEMAC pour avis de conformité avant transposition dans les lois nationales ; 2) Discussions avec les autorités camerounaises sur les sources de données source base droits constatés, et retraitements nécessaires à y apporter; 3) retraitement des données du TOFE 2014, et son adaptation sur la classification selon le MSFP 2014
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,5	1,5	4,0	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2015	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2015	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Missions du 16-20 Mai et 10-21 Octobre : Directive est déjà transposée ; identification des sources de données base droits constaté ; élaboration du TOFE 2015 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admins. Centre budget, extra budget, sec. soc. et collect. loc.)
CONGO	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Identification des sources de données base droits constaté, et discussions sur la possibilité de l'extension de la couverture institutionnelle ; analyse des données-source pour les TOFE de 2013,14 11 15 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admins. centrale budget.)

RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Directive est déjà transposée ; identification des sources de données base droits constaté ; élaboration d'une table de classification entre comptes des NBE/PCE et ceux du MSFP 2014.
Axe d'intervention : 2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP)															
Résultats attendus : Diffusion des SFP base MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques															
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Discussions sur les sources de données base droits constaté ; élaboration d'une table de classification entre comptes des NBE/PCE et ceux du MSFP 2014.
BURUNDI	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles et mensuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	0,0	0,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion de la Dette Publique - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 avril 2017															
Axe d'intervention : 2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique															
Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.															
INTERREGIONAL (AFC et AFW1)	Séminaire interrégional sur l'accès au Marché International des Capitaux	Sensibilisation des pays sur les prérequis et les conditions nécessaires pour réussir les émissions sur le marché international des capitaux, la structuration de ces émissions ainsi que les risques liés à ces émissions et la gestion de ces risques.	Support de formation	Les cadres sont sensibilisés sur les opportunités et les risques liés à ces émissions.	Evaluation du séminaire et le nombre de cadres formés	T1	2,5	1,0	1,0	4,5	2,0	1,0	1,5	4,5	Séminaire organisé à Abidjan avec la participation de 17 cadres de l'AFC. Le séminaire a permis aux participants de mieux appréhender les conditions préalables et les étapes d'exécution d'une émission sur les marchés des capitaux internationaux et de les sensibiliser sur les risques liés à l'accès et la gestion de ce type d'instrument d'endettement;
REGIONAL	Atelier régional sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de dette publique.	Permettre aux agents des bureaux de la dette l'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les mesures permettant l'atténuation des risques.	Support de formation	Les cadres sont formés sur les meilleures pratiques et les techniques de risques financiers liés à la dette publique.	Evaluation de l'atelier et le nombre de cadres formés	T4	2,5	1,0	1,0	4,5	1,5	1,0	1,0	3,5	Séminaire réalisé à Libreville. Il a permis à 18 gestionnaires de la dette l'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les actions permettant l'atténuation des risques.
BURUNDI	Assistance/Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et les assister à réaliser un exercice d'AVD en utilisant les données et projections économiques et financières du pays.	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays
CAMEROUN	Assistance/formation sur la politique d'endettement et les fonctions du front office	Appui au renforcement des capacités des agents du front office sur la mobilisation des ressources d'endettement, l'arbitrage entre les différentes sources d'emprunt et le processus de formulation du schéma de financement.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres de gestion de la dette sont formés sur le processus d'identification, d'évaluation et de mobilisation des sources d'emprunt	Le nombre de cadres formés	T3	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	2,0	0,0	3,0	Mission réalisée en janvier 2017
CONGO	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	0,5	2,0	2,5	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Atelier de formation sur la SDMT réalisé en novembre 2016
CONGO	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletins et rapports de la dette	T1	1,0	0,0	2,5	3,5	1,5	2,5	2,5	6,5	Exécutée: la mission a permis à la structure de gestion de la dette (la CCA) d'améliorer le processus de collecte et de validation des données de la dette et de produire un premier rapport annuel et un bulletin périodique de reporting de la dette;
CONGO	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Atelier de formation sur l'AVD réalisé en T4

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion de la Dette Publique - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 avril 2017															
GABON	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Exécutée: La mission a permis de sensibiliser les gestionnaires de la dette publique gabonaise sur l'importance de l'AVD dans la politique nationale d'endettement et de les assister à s'approprier du cadre et des outils de l'AVD;
RCA	Formation de base sur la gestion des opérations de la dette	Former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	T2	0,5	0,0	2,5	3,0	1,5	2,0	2,5	6,0	Missions réalisées en février 2017. Elle a permis de former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.
RCA	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T3	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Missions reportée à l'exercice 2018 en raison de la situation sécuritaire dans le pays (au total 2 missions réalisées sur 3 programmées)
RDC	Formation de base sur le marché des titres de l'Etat	Formation de base sur la programmation, l'émission et la gestion des adjudications.	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au processus de programmation, d'émission et de gestion des titres publics	Le nombre de cadres formés	T1	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,5	6,0	Exécutée: Les cadres de la DGD et du Trésor se sont appropriés les modalités pratiques de programmation, de préparation et de réalisation des émissions de titres publics ;
RDC	Formation avancée sur le marché des titres de l'Etat	Formation avancée sur l'analyse des émissions, la technique d'assimilation, la gestion des relations avec le marché, le développement du marché.	Support de formation et rapport de mission	Les agents ont renforcé leur capacité d'analyse des opérations du marché des titres publics	Le nombre de cadres formés	T3	1,0	2,0	2,5	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisé en raison de la situation sécuritaire du pays
RDC	Formation par immersion	Immersion de 4 cadres du MF et BCC auprès d'un autre Etat pour une formation pratique sur la gestion du marché des titres d'Etat et du marché financier en général.	Rapport de mission des participants.	Les agents maîtrisent davantage la gestion des émissions et des relations avec le marché.	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Exécutée: Visite d'immersion à Tunis de 4 cadres durant une semaine. La visite a permis une formation pratique sur la programmation des émissions, le fonctionnement du marché, le rôle de chaque intervenant et notamment les techniques et les pratiques utilisées pour le développement du marché. (cout équivalent 1 STX)
TCHAD	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T3	0,5	2,0	2,5	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Formation réalisée en mars 2016; les cadres ont approprié les techniques d'évaluation et de gestion des risques appliquées au portefeuille de la dette du Tchad;
TCHAD	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation, outil SDMT et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	0,5	2,0	2,5	5,0	1,5	2,0	2,5	6,0	Exécutée: La direction de la dette est mieux préparée au processus d'élaboration d'une SDMT et un premier document sur les orientations générales de la stratégie de la dette a été élaboré et serait annexé à la Loi de Finances.
Axe d'intervention : 2 - La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement															
Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés.															
BEAC	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	Présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	0,5	2,0	2,0	4,5	Mission réalisée en T4, les grandes lignes du cadre juridiques ont été établies

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion de la Dette Publique - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 avril 2017															
BURUNDI	Appui au développement du marché des titres publics	Appuyer les autorités pour améliorer le cadre juridique du marché des titres publics, renforcer le cadre de gouvernance nécessaire pour une meilleure efficacité des activités et former les cadres sur le processus de programmation et d'émission des titres d'Etat.	Rapport de mission	les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	T1	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	1,0	3,0	Exécuté: Atelier organisé à Libreville au profit de 6 cadres. Des pistes de réformes visant le développement du marché burundais sont élaborées et le processus d'émission des titres du gouvernement burundais serait amélioré (cout en équivalent 1 STX)
RDC	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à élaborer les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et le bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	1,0	0,0	2,5	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission reportée à l'exercice suivant
Axe d'intervention : 1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique															
Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place et opérationnel.															
RCA	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission	Un plan d'action identifiant les textes et réformes à engager.	Un plan d'action est élaboré	T4	1,5	2,0	2,5	6,0	1,0	0,0	2,5	3,5	Mission programmée en T4 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays
TCHAD	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures de gestion de la dette publique	Formaliser les procédures opérationnelles applicables aux processus de création, de gestion, d'évaluation et de contrôle de la dette publique.	Manuel de procédures et rapport de mission	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'endettement et de gestion des opérations de la dette publique.	Elaboration d'un manuel de procédures de la dette	T4	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	0,0	3,5	Modification de l'objet de la mission sur demande des autorités en un deuxième atelier de formation sur la SDMT

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	
AFRITAC Centre - Supervision Bancaire et Stabilité Financière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
Axe d'intervention : 0- Séminaires régionaux															
Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles															
REGIONAL	Séminaire régional sur la prévention du blanchiment d'argent et lutte contre le financement du terrorisme	Faire un benchmark des dispositifs régionaux par rapports aux standards internationaux	Supports de formation	Définition d'une feuille de route pour l'ajustement des dispositifs régionaux	Compte rendu du séminaire et évaluation des participants	T1	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0	Mission réalisée du 20 au 24 juin 2016 avec le STX Philippe Ruez.
REGIONAL	Séminaire régional sur la gouvernance et la lutte anti-blanchiment	Répondre à la demande du CBSAOC pour mise à jour des connaissances	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Supports de présentation	T2	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle mission réalisée en RDC à la demande du CBSAOC du 22 au 26 août 2016 par le LTX
REGIONAL	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques	Présentation des bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques dans ce domaine; partage d'expérience entre autorités	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluation des participants	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	1,0	0,0	3,0	Nouvelle mission proposée par le LTX à la BCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 12 au 16 décembre 2016 (animé par le LTX).
REGIONAL	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle de la maîtrise des risques opérationnels	Présentation des bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques dans ce domaine; partage d'expérience entre autorités	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	4,0	Nouvelle mission proposée par le LTX à la BCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 20 au 24 février 2017 (animé par le STX Jean-Charles Normand).
Axe d'intervention : 1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards baïlois															
Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux															
CEMAC (COBAC)	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 1	revoir le ratio actuel et faire une QIS sur un ratio davantage risk-sensitif	projet de ratio et envoi d'une QIS aux banques	la QIS est lancée avec un projet de ratio	QIS mise au point et envoyée	T1	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée à la demande du SG-COBAC et remplacée par une mission de formation des nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).
CEMAC (COBAC)	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 2	revoir le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	Règlement achevé	Règlement achevé	Règlement achevé	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en lien avec la précédente.
BURUNDI	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 1	revoir le ratio de liquidité actuel pour adopter un LCR transposé de Bâle III	Mission 1/2 (à poursuivre en FY 2018) : identification des problèmes de transposition, préparation d'une étude d'impact	Les options de transposition sont décidées et la BRB peut lancer l'étude d'impact	Rapport de mission	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Mission annulée par la BRB au dernier moment (atelier à Libreville prévu du 13 au 17 juin 2016 avec le STX Sophie Imani). Mission reprogrammée sous la forme d'un atelier délocalisé à Libreville du 13 au 17 mars 2017, précédé d'une phase de travail préparatoire à distance d'une semaine en janvier/février 2017 avec le même STX.
BURUNDI	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 2	revoir le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	règlement achevé	Règlement achevé	règlement achevé	T3	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée à la suite du report de la précédente, à repousser en FY 2018 (atelier à Libreville).
BURUNDI	Révision des cadres réglementaires sur les banques systémiques et sur la résolution des crises bancaires	ajuster le cadre réglementaire	feuille de route pour l'amendement des règlements	la BRB est en possession de tous les éléments adaptés au contexte du Burundi pour rédiger me nouveau règlement	les projets de règlement sont prêts pour consultation de la profession bancaire	T4	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi et du changement de périmètre d'intervention de l'IAFC (une division spécifique de MCM est compétente pour intervenir sur le sujet de la résolution des crises bancaires).
BURUNDI	Formation BII, BIII, avec focus spécial sur le pilier 2 de BII et draft d'un avant projet réglementaire et de guidances pour les banques	préparer à l'implémentation du pilier 2	projet de règlement et de guidance pour les banques	les principes du pilier 2 sont compris et adaptés au contexte burundais	diffusion des guidances aux banques dans un séminaire co-animé avec la BRB	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.
Axe d'intervention : 2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques															
Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision															
RDC	Mise en place d'un cadre pour l'audit informatique des banques	former les inspecteurs à l'audit des risques informatiques et développer un outil d'évaluation (questionnaire ERICOP)	méthodologie et cahier des charge d'une application d'évaluation des risques informatiques dans les banques	intégrer dans la démarche de contrôle sur place l'analyse des risques informatiques	les inspecteurs sont à même de réaliser des premières investigations sur les risques informatiques	T1	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission réalisée du 4 au 15 juillet 2016 (STX Marc Andries).
BURUNDI	Formation aux BCP	Former les superviseurs récemment recrutés à la supervision basée sur les risques	Supports de formation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluations des participants	T3	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	1,0	0,0	3,0	Mission réalisée du 3 au 7 avril 2017 sous la forme d'un séminaire de formation délocalisé à Libreville (animé par le LTX).

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site					
AFRITAC Centre - Supervision Bancaire et Stabilité Financière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
BURUNDI	Mise en place du contrôle interne dans les banques	diffuser le nouveau règlement contrôle interne et guider les banques dans l'implémentation	support de formation pour 2 séminaires au cours de la mission : (i) agents BRB et (ii) banques (co-animé avec BRB)	les superviseurs de la BRB ainsi que les banques sont formées aux nouveaux principes de CI	évaluation (i) séminaire pour les agents BRB) et (ii) séminaire avec les banques	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.
BURUNDI	Encadrement d'une mission transversale sur la vérification du reporting réglementaire des banques	vérifier la sincérité du reporting prudentiel et financier des banques à la BCC	rapport de vérification	LTX encadrera, depuis la BRB, des équipes de vérification dans 3 banques afin de diligenter des contrôles comptables	anomalies relevées dans les reportings prudentiels et comptables	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.
CEMAC (COBAC)	Formation à la supervision basée sur les risques	Former les nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques	Supports de formation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluations des participants	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle mission réalisée, demandée par la COBAC, en remplacement de la mission sur la liquidité, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).
CEMAC (COBAC)	Révision du modèle de rapport de contrôle sur place des banques	modifier les rapports de contrôle en prenant en compte la SBR	projet de rapport de contrôle sur place	Le nouveau modèle est utilisé lors des inspections	Utilisation du nouveau rapport dans les missions	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle mission réalisée, demandée par la COBAC, du 13 au 24 juin 2016 (STX Alexis Boher)
RDC	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire (niveau 1)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à suivre la formation de niveau 2 pour être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T2	2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC.
RDC	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire, avec spécialisation contrôle sur place et sur pièces (niveau 2)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T3	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC.
CEMAC	Renforcer la qualité des procédures internes de la COBAC	Etablir une "procédure des procédures" pour structurer le processus de gestion des procédures internes au SG-COBAC en matière de supervision bancaire	Rapport de mission, canevas de procédure	Le SG-COBAC a la capacité de structurer sa fonction de gestion des procédures de ses différents départements, pour mieux formaliser les modalités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques. Au besoin, ce projet pourra se poursuivre en FY2019.	Rapport de mission, canevas de procédure	T4	0,0	0,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée du programme 2016 en avril 2017.
Axe d'intervention : 3- Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires															
Résultats attendus : Elaboration d'un cadre légal, réglementaire, opérationnel et efficient de surveillance de la stabilité financière et de gestion des crises bancaires															
BURUNDI	Finalisation du rapport de stabilité financière 2015 + analyses du tableau de bord de la stabilité financière	le rapport 2015 de la SF est prêt à publier	rapport SF 2015	Le rapport SF 2015 est publié.	diffusion au public et dans la presse	T1	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Mission réalisée du 6 au 10 juin 2016 sous la forme d'un atelier de travail délocalisé à Libreville (STX Florian Neagu).
RDC	Préparation de la première séance du comité de stabilité financière : élaboration de la charte de fonctionnement, des documents de séance, du projet de rapport de stabilité financière, du relevé de décisions, des supports de communication	mettre le comité de stabilité financière en état de fonctionner	le cadre conceptuel et opérationnel de suivi de la stabilité financière est achevé	Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière conforme aux standards internationaux.	Le comité de stabilité financière a tenu sa première séance officielle	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC et de la situation de blocage de la mise en œuvre du projet au niveau des autorités de RDC.
Axe d'intervention : 4- implémentation des normes IFRS / transparence financière															
Résultats attendus : Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS															
RDC	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 1	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (5)	T1	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission réalisée du 23 mai au 2 juin 2016 (STX Shamim Doumian).
RDC	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 2	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (12)	T1	0,0	2,0	2,0	4,0	0,0	2,0	2,0	4,0	Mission réalisée du 17 au 29 juillet 2016 (STX Shamim Doumian).

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Supervision Bancaire et Stabilité Financière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
RDC	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 3	formation sur 3 normes IFRS et 3 normes ISA + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (18 : totalité des banques de RDC)	T3/4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée, en raison de la suspension des missions en RDC.

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Institut de Formation du FMI (ICD) et Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
REGIONAL	Cours régional (ICD) sur la gestion macroéconomique	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	4,0	4,0	0,0	0,0	4,0	4,0	



ANNEXE 2 : RAPPORT D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2017 PAR DOMAINE

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site								
AFRITAC Centre - Administration Douanière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
Axe d'intervention : 1- Renforcement de la coopération régionale et internationale pour aider à la mise en œuvre du programme de création du marché commun															
Résultats attendus : Mise en œuvre du programme de création du marché commun															
REGIONAL	Réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Perenniser ce cadre de concertation technique pour l'application harmonisée de la législation et des pratiques douanières des pays membres d'AFRITAC Centre	Compte rendu de la quatrième réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Harmonisation de la législation et des pratiques douanières dans la région et renforcement de l'assistance sous-régionale pour les pays membres d'AFRITAC Centre	La rencontre annuelle des directeurs généraux de douanes des pays membres de l'AFRITAC centre a lieu en 2016 et son plan de travail pour l'année 2017 élaboré	T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2,5	Activité désormais jumelée, avec la réunion annuelle du programme JSA-FMI-CEMAC, AFRITAC Centre prend en charge les frais des participants du Burundi et de la République Démocratique du Congo (non membres de la zone CEMAC) et de la CEEAC
CEMAC	Etablir le contact avec la CEMAC	Définir les voies de coopération entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations douanières	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en œuvre des règles communautaires par les Etats membres 2. Actualisation du Code des douanes communautaire conformes aux standards internationaux	Le projet d'actualisation du Code des douanes communautaire est lancé officiellement	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge de la gestion du projet JSA-CEMAC
Axe d'intervention : 2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques internationales															
Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)															
Programmes pluriannuels															
BURUNDI	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme rationnel de contrôle post-dédouanement sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanière et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle posteriori 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanière et fiscale est défini et opérationnel	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts douaniers
GABON	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire le bilan de l'avancement du programme et des activités de l'unité de gestion des risques 2. Actualiser les règles de sélectivité dans SYDONIA (critères de risque à retenir, calcul des fréquences de fraude)	1. Liste actualisée des critères de risques pertinents sur la base de l'analyse approfondie de la base des infractions 2. Feuille de route d'implémentation dans SYDONIA des nouveaux critères de risques	De nouveaux critères de sélectivité sont implémentés dans SYDONIA et les contrôles sont rationalisés et plus efficaces	1. Actualisation des critères de risques retenus dans le système informatique douanier 2. Moyens humains et techniques déployés 3. Proposition de modification des textes législatifs et réglementaires	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Poursuite du programme pluriannuel lancé en FY 2015, à la requête des autorités. Activité réalisée en T4
GUINEE-EQUATORIALE	Réorganisation de l'administration douanière et modernisation de la législation et des procédures en vue de la mise en œuvre de SYDONIA World	Apporter un appui à la rationalisation de la procédure de dédouanement en vue de son automatiser	1. Projet d'instruction administrative établissant la procédure de dédouanement à l'importation et à l'exportation est préparé. 2. Projet d'instruction administrative rationalisant l'organisation interne des bureaux de douane est préparé 3. Plan d'action pour la mise en œuvre de la reorganisation est valide et mis en œuvre	La nouvelle procédure optimise les avantages de l'informatisation, sécurise les recettes et simplifie les formalités administratives.	1. La procédure de dédouanement révisée prévoit notamment : - la saisie électronique des manifestes de cargaison dans SYDONIA ; - l'examen des marchandises par scanner ; - les vérifications douanières réalisées en une seule étape. 2. La structure des bureaux de douane et les fonctions des sections reflètent les étapes du dédouanement informatisé.	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité avancée en T1. Poursuite du programme pluriannuel lancé en mai 2015. Nécessaire coordination de cette activité avec les visites des experts de la CNUCED pour adapter les livrables attendus aux calendriers de mise en place de SYDONIA World
RDC	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire une évaluation de l'impact du système transitoire de sélectivité amélioré et mis à jour 2. Faire des tests de cohérence de la méthode, identifier les nouveaux risques et mettre à jour les critères de sélectivité	1. Programme d'actualisation des critères de sélectivité des contrôles douaniers 2. Nouvelle cartographie des risques élaborée par une analyse approfondie de la base informatisée des infractions douanières	1. Mise en application effective du système de sélectivité mis à jour 2. Accroissement progressif de la part des marchandises libérées sans contrôle 3. Mobilisation des recettes par l'augmentation de l'efficacité des contrôles de la base taxable	1. Critères de risques retenus actualisés dans le système informatique douanier actualisés 2. Diminution progressive et significative du délai moyen de dédouanement issu de la pertinence des contrôles 3. Taux d'efficacité des contrôles en augmentation par rapport à décembre 2015	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts douaniers

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Administration Douanière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme rationnel de contrôle post-dedouanement sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des auditeurs des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanière et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dedouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle postérieur 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanière et fiscale est défini et opérationnel	T1	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée en T4
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme de maîtrise et de suivi des exonérations 2. Renforcer les capacités des agents en matière de suivi des exonérations 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale en matière d'exonération	1. Projet d'instruction sur la surveillance des exonérations et le suivi des régimes particuliers/dérrogatoires 2. Un projet de guide de contrôle des exonérations est élaboré 3. Manuel conjoint de suivi et contrôle des exonérations douanières et fiscales	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité du suivi/contrôle des exonérations	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les agents sont formés aux techniques de suivi des exonérations 3. Un cadre opérationnel commun à la douane et aux impôts est élaboré pour le suivi/contrôle des exonérations	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal à la demande des autorités
Activités ponctuelles															
CAMEROUN	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI
CONGO	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI
TCHAD	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site		Total	Bureau	Site		Total								
AFRITAC Centre - Administration Fiscale - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
Axe d'intervention: 1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale															
Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale															
Programmes pluriannuels															
BURUNDI	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grands contribuables	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grands contribuables assujettis à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grands contribuables	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des débiteurs en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grands contribuables 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des débiteurs et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Tous les contribuables ayant déclaré plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "néant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T3	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux.
CAMEROUN	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
CAMEROUN	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-douanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carroussel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-douanement 3. Rationnalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource réalouée à la RCA
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-douanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carroussel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-douanement 3. Rationnalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser davantage 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impot	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombres de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource réalouée au Cameroun

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	
AFRITAC Centre - Administration Fiscale - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-douanement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de carroussel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-douanement 3. Rationnalisation et coordination des interventions douanière et fiscale auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programme 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité réalisée en T4
RDC	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes entreprises est acceptable	T1	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
RDC	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T2	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée en T3 sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux
RDC	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la mise en place d'une direction des grandes entreprises (DGE)	Accompagner les autorités au renforcement de la gestion fiscale des grandes entreprises	1. Plan d'actions de suivi des obligations fiscales des grandes entreprises 2. Manuel de procédure set fiche de postes de la DGE	1. Le chronogramme de mise en place de la DGE est respecté 2. Les procédures de la DGE sont modernisées et codifiées 3. Le suivi des dossiers des grandes entreprises est renforcé	1. La DGE est opérationnelle 2. De nouvelles procédures modernes sont mises en place	T1	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Appui à la mise en place d'une direction des moyennes entreprises (DME)	Accompagner les autorités à la mise en place d'une direction en charge de la gestion fiscale des moyennes entreprises	1. Note conceptuelle sur la segmentation des moyennes entreprises 2. Chronogramme de mise en place de la DME 3. Portefeuille provisoire de la DME	1. Les autorités disposent d'un chronogramme détaillé de mise en place de la DGE 2. Les dossiers des moyennes entreprises sont identifiés	1. le portefeuille des moyennes entreprises est identifié 2. Les agents de la DME sont formés au suivi des obligations fiscales	T3	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	
TCHAD	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes et moyennes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T1	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T3

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Administration Fiscale - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
TCHAD	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
CONGO	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activités des grandes et moyennes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièces sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité réalisée en T3
CONGO	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité anticipée en T2
RCA		Revue du système fiscal et de son administration.				T3	0,0	0,0	8,0	8,0	0,0	0,0	8,0	8,0	Mission diagnostic du siège du FMI financée par Afrifac Centre
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les grandes entreprises ayant déclarés plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T1	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T4
RCA	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	1. Renforcer la maîtrise et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les moyennes entreprises ayant déclarés plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T2	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T3 conjointement avec la mission FAD/R2
RCA	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser davantage 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impot	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombre de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal à la demande des autorités

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Administration Fiscale - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
CEMAC	Etablir le contact avec la CEMAC	Definir les voies de cooperation entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations fiscales dans la gestion de la TVA	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en oeuvre des directives portant harmonisation des législations fiscales 2. Actualisation des principales directives portant harmonisation des législations fiscales 3. Internalisation des regles fiscales communautaires	Le projet d'actualisation des directives en vue de l'harmonisation des politiques fiscales est lance officiellement	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activite menee en coordination avec les services du siege en charge des questions de politique fiscale (FAD/TP)
REGIONAL	Seminaire commun AFC sur l'outil RA-FIT et la simplification des procedures de declaration et de paiement	1. Actualiser la base RA-FIT au titre du 2eme cycle et lancement du 3eme cycle de collecte 2. Simplifier et moderniser les procedures de declaration et de paiement des droits et taxes	1. Base RA-FIT a jour avec les donnees de 2014 et 2015 2. Boite a outils et plan conjoint d'actions de simplification des procedures de declaration et de paiement 3. Plan d'actions de bancarisation des recettes douanieres et fiscales	1. Les donnees essentielles des administrations fiscales sont disponibles 2. Les procedures de declaration et de paiement sont simplifiees et modernisees	1. Le taux de remplissage de la base RA-FIT est au moins egal a 75% 2. De nouvelles procedures fiscales modernes sont proposees et mise en place progressivement	T1	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	
REGIONAL	Seminaire sur l'integration des missions douanieres et fiscales dans le cadre de la lutte contre la fraude a la TVA	Renforcer la collaboration entre la douane et les impots pour lutter contre la fraude a la TVA	1. Un guide de croisement des donnees douanieres, fiscales et comptables 2. Un guide sur la preparation et la conduite des operations de controle mixte est elabore	La collaboration entre la douane et les impots, en matiere de prevention et d'actions de controle, contribue au renforcement de la lutte contre la fraude a la TVA	1. Le nombre de pays ayant signer un protocole de collaboration augmente 2. Les criteres de gestion des risques douaniers et fiscaux sont mutualiser 3. Les controles douaniers et fiscaux sont mieux prepares et ciblent les dossiers a forts enjeux	T1	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Activite realisee en T4
Axe d'intervention: 2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale															
Résultats attendus : Amélioration du rendement fiscal du secteur des ressources naturelles															
Programmes pluriannuels															
RDC	Mise en place des procedures de teledeclaration et de telepaiement pour les entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Reorganiser la chaine de traitement des remboursements des credits de TVA 2. Moderniser la gestion des entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Note conceptuelle sur la modernisation des procedures de remboursement des credits de TVA 2. Un manuel des procedures de remboursement des credits de TVA 3. Plan d'actions d'informatisation du traitement des demandes de remboursement des credits de TVA	La gestion des remboursements des entreprises du secteur des ressources naturelles est modernisee et codifiee en vue de la mise en place des teleprocedures	1. Nouveau criteres de gestion des risques de remboursement des credits de TVA 2. Les agents de la DGE sont formes aux nouvelles procedures de remboursement des credits de TVA	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité réalisée en T3 sous la forme d'atelier national delocalise des experts fiscaux

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	
AFRITAC Centre - Gestion des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
Axe d'intervention : 6- Renforcement des capacités															
Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération															
REGIONAL	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, comptable et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2016-17	T1	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	A réaliser en avril 2017
REGIONAL	Séminaire sur le contrôle de régularité (RCA.TCHAD, CONGO BRAZZA et RDC)	Améliorer le contrôle de régularité des dépenses	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des administrations chargées des contrôles	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-17	T2	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	A réaliser en mars 2017
REGIONAL	FOHBAC	Favoriser l'échange d'expériences et des bonnes pratiques en matière de gestion budgétaire	Les communications délivrées et les recommandations du FOHBAC	Sensibilisation des administrations budgétaires à la modernisation des méthodes et outils budgétaires	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation).	T4	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Mai 2016 Organisation du forum des hauts fonctionnaires du budget initialement prévu en Mars
REGIONAL	La transparence financière : de la préparation et l'exécution de la loi de finances au compte général de l'Etat	Promouvoir la production transparente et la publication des informations financières	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs budgétaires et comptables à la transparence et la publication des informations financières de l'Etat	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-18	T3	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint AFC/AFW réalisé en janvier 2017
Axe d'intervention : 1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres															
Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs															
CEMAC	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformité délivrés par la C/CEMAC	T1 à T4	2,0	0,0	0,0	2,0	4,0	0,0	0,0	4,0	Observations Textes RCA et Guinée Equatoriale et Congo
CEMAC	2 - Participations aux activités de formation de la CEMAC (budgétaire, comptable, communauté des praticiens des FP)	Renforcer le cadre régional de gestion des finances publiques de la CEMAC	Rapport des formations ou des ateliers - feuilles de routes	Les capacités des experts et praticiens de la CEMAC sont renforcées	Nombre de participants et taux de satisfaction supérieur à 85%	T1 à T4	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Participation à Brazzaville du 02 au 05 Aout de 1ère reunion du Comité des Praticiens en Finances Publiques de l'Afrique Centrale/Séminaire à Douala
GUINEE-EQUATORIALE	1 - Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la qualité comptable et les complets rendus financiers	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité budgétaire et comptabilité générale	Nombre de participants, taux de satisfaction supérieur à 85%	T3	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée par le pays
GUINEE-EQUATORIALE	2 - Mission du siège financée par Afritac Centre	Restructurer la Direction de la Comptabilité publique et appuyer son informatisation	Rapport d'assistance technique, avec proposition d'organigramme et schéma SI	Renforcement de l'organisation comptable	Taux de mise en œuvre des recommandations	T4	0,0	1,0	6,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée par le pays Mission HQ / AFC funded 3 personnes/2semaines
TCHAD	Projet - 4ème mission - Appui à la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature budgétaire et prise en charge des budgets annexes et comptes spéciaux dans la présentation de loi de finances	Assurer une meilleure classification des opérations budgétaires en recettes et en dépenses	Schéma de présentation de la nouvelle structure budgétaire de l'Etat en conformité avec la loi organique Budget de l'Etat	La nouvelle nomenclature budgétaire est cohérente avec les directives et les spécificités du pays.	Adoption de la nouvelle nomenclature et applications paramétrées	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Présentation de la loi de finances initiale 2016 dans la nouvelle nomenclature inspirée des directives de la CEMAC
TCHAD	Projet - 5ème mission - Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes at appui à la mise en œuvre du logiciel comptable	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat - Table de passage ancien/nouveau PCE disponible	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T2	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
TCHAD	Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité et finalisation des travaux de fiabilisation de la balance des comptes - Evaluation du projet.	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Evaluation du niveau de fiabilité de la comptabilité de l'Etat (suivi des indicateurs)	La comptabilité est plus fiable et plus sincère	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
Axe d'intervention : 2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel															
Résultats attendus : Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP															
BURUNDI	Projet - 4ème mission sur le contrôle de régularité des dépenses (Atelier/visite sur le terrain)	Améliorer le contrôle à priori des dépenses budgétaires	Rapport et plan d'action des Participants	Mise en œuvre des dispositions de la loi organique	Couverture de l'ensemble des dépenses par le contrôle de régularité	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Possibilité d'atelier et visite de terrain

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site								
AFRITAC Centre - Gestion des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
BURUNDI	Projet - 5 ^{ème} mission - Mission sur la budgétisation de la masse salariale	Améliorer la budgétisation de la masse salariale	Une application opérationnelle de budgétisation des salaires	Faibiliser les prévisions de la masse salariale	Taux d'exécution de la masse salariale.	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Possibilité d'atelier et visite de terrain
BURUNDI	Projet - 6 ^{ème} mission - Atelier comptabilité - Amélioration de la documentation comptable	Documenter la comptabilité afin de faciliter son informatisation	Fiches techniques par compte	Les fiches techniques sont disponibles et paramétrées dans le nouveau logiciel comptable	Le paramétrage des comptes du logiciel sur la base des fiches est opérationnel	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Atelier en juin sur la mise au point du paramétrage du module comptabilité du logiciel intégré de gestion des finances publiques
Axe d'intervention : 4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme															
Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme															
CONGO	1- Mission de suivi sur la mise en œuvre des recommandations d'Africat sur les budgets de programme (BP) et le cadre de performance	Appuyer l'appropriation par les administrations responsables de la réforme des budgets de programme (BP) et du cadre de performance	Etat de mise en œuvre des recommandations d'Africat sur le BP et cadre de performance	Les recommandations AFC visant l'appropriation de la réforme sont mises en œuvre	Taux de mise en œuvre des recommandations AFC	T2	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	2,0	3,0	Evaluation du projet de 2 ans 2014/2016 Point de l'état de mise en œuvre des recommandations
CONGO	2- Atelier d'appui à l'adaptation de la directive CEMAC portant PCE et articulation avec la nomenclature budgétaire	Conformité du cadre comptable de l'Etat avec le cadre harmonisé des finances publiques de la CEMAC	Projet de décret PCE cohérent avec la directive CEMAC portant Plan comptable de l'Etat	Le cadre comptable de l'Etat est modernisé conformément au cadre de la CEMAC	Avis conforme de la CEMAC sur le projet de texte portant PCE soumis par les autorités	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
GABON	1- Mise en place d'un cadre de suivi des Etablissements Publics et identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat (Budgets annexes et Comptes d'affectation)	Améliorer la couverture du budget de l'Etat en mode programme	Schéma institutionnel pour l'exercice de la tutelle financière des Etablissements Publics et présentation des budgets annexes - comptes d'affectations	Disponibilité dans le projet de loi de finances des informations consolidées sur les opérations budgétaires des organismes publics	Annexes au Projet de loi de finances	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	08 au 20 Mai 2016 Identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat Projet de texte pour le renforcement de la tutelle financière des établissements publics
GABON	2- Adaptation du contrôle à priori à la budgétisation par objectif de programmes (BOP)	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	méthodologie de modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité du schéma de modulation pour un ministère prioritaire	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	20 juin au 1er juillet 2016 Plan d'action pour la mise en place du contrôle interne au Ministère de l'Education
GABON	3- Atelier de sensibilisation de la Cour des Comptes pour l'examen du projet de loi de règlement en mode programmes	Faciliter l'examen par la Cour des Comptes des rapports annuels de performance.	méthodologie d'évaluation et d'examen des rapports annuels de performance	L'avis de la Cour sur les lois de règlement s'améliore en termes de qualité et de délais	Rapport de la Cour sur l'exécution 2015	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	02 au 06 Mai en liaison avec FAD/M2 rapport sur le règlement du budget en mode BOP
GABON	PEFA		Participation + comité de relecture du rapport provisoire												octobre/novembre mission PEFA décembre. Comité ce relecture
RDC	Projet RDC -4 ^{ème} mission sur la mise en place du cadre de performance	Mettre en place le cadre institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Schéma d'organisation de la Direction et du suivi budgétaire	Disponibilité d'un schéma institutionnel conforme à la lofp	Validation du schéma au plan technique	T2	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0	Réalisé en 2015 Mission sur les Projets annuels de performance
RDC	Projet RDC - 5 ^{ème} mission sur la mise en place du cadre de performance - Visite d'immersion sur le budget de programme	Mettre en place le cadre institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Annexes PAP pour 4 ministères jointes au projet de Loi de finances	Effectivité de la réforme dans les ministères prioritaires	4 ministères dotés de PAP et expérimentant les budgets de programme	T4	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	16 au 20 Mai 2016 Recommandation pour renforcer le processus de la réforme et plan d'action pour la réalisation des PAP
Axe d'intervention : 5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques															
Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)															
CAMEROUN	Projet - 6 ^{ème} mission (Fin) fiabilisation Balance et préparation du bilan d'ouverture (BO)	Poser les bases du passage à la comptabilité en droits constatés	Evaluation de la fiabilité de la balance des comptes de l'Etat 2015	La balance des comptes est plus fiable et la comptabilité mieux documentée en vue du bilan d'ouverture de l'Etat	Niveau des indicateurs de fiabilité des comptes de l'Etat et documentation comptable adoptée	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	13 au 24 février 2017
CAMEROUN	2 - Appui à la mise en place d'un contrôle des dépenses modulé	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	Méthodologie de la modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité d'un schéma de modulation	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
CAMEROUN	3- Appui à la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat	Améliorer la qualité et de la sincérité des restitutions budgétaires.	Tableau de nomenclature	Nomenclature rénovée et cohérente avec le plan de comptes de l'Etat validée au plan technique.	Projet de décret de nomenclature	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	15 au 28 février 2017
RCA	1- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable de l'Etat	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action d'amélioration de la gestion budgétaire	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Plan d'action validé	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Réalisé 5 au 16 décembre 2016
RCA	2- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable de l'Etat	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Réalisé 5 au 16 décembre 2016

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
RCA	3 - Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'action comptabilité et gestion trésorerie validé	T3	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Selon capacité d'absorption -thèmes à préciser après la mission FAD/M2 en RCA

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
							Prévues			Utilisées						
							Conseiller	ECT	Total	Conseiller	ECT	Total				
Bureau	Site		Bureau	Site												
AFRITAC Centre - Statistiques Macroeconomiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017																
Axe d'intervention : 4 - Renforcement des capacités																
Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale																
REGIONAL	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AFRISTAT n'a pu organiser ce séminaire.
REGIONAL	Séminaire formation au SCN 2008 pour les débutants. - Théorie et pratique	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Les présentations et études de cas	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	3,0	6,0		
REGIONAL	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		Évaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	La CEMAC ou la CEEAC n'a pas organisé de séminaire auquel l'AFC a été convié.
Axe d'intervention : 1 - Les comptes nationaux annuels																
Résultats attendus : Réduction des retards des comptes																
Burundi	Appui à la préparation des burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, etc.	Amorce de traitement des sources	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Cette mission n'a pu avoir lieu compte tenu des retards dus à la situation du pays.
CONGO	Mission modélisation macroéconomique	Evaluation des modèles macroéconomiques disponibles		Recommandations	Rapport de mission	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	Mission de modélisation macroéconomique
CONGO	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Mettre en place un système simplifié de comptes nationaux	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	Mission de modélisation macroéconomique
CONGO	Appui aux travaux des comptes définitifs de 2012 et formation des comptables nationaux de l'INS	Réaliser la synthèse des comptes		La synthèse est réalisée.		T1	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	3,0	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires
CONGO	Appui aux travaux des comptes définitifs de 2014 et formation des comptables nationaux de l'INS	Réaliser le traitement des sources	Sources traitées	La synthèse intermédiaire est réalisée.	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	3,0	
CONGO	Appui aux travaux de comptes nationaux et formation des comptables nationaux au SCN 2008	Poursuivre le traitement des sources	Sources traitées	Formation effectuée	Nombre de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	6,0	Mission complémentaire non prévue pour avancer dans les travaux des comptes
GABON	Appui aux travaux de mise en place d'indicateurs économiques	Aider au calcul des indicateurs	Indicateurs calculés	Système de calcul des indicateurs est mis en place	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'est pas prêt.
GUINEE-EQUATORIALE	Appui aux travaux de comptes nationaux - formation à la comptabilité nationale	Recyclage sur la méthode mise en place pour les comptes définitifs et provisoires - Rappel des concepts et définitions.	Exercices pratiques	Les comptes nationaux ont été recyclés sur les méthodes mises en place pour les comptes nationaux	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	
RCA	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2012	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes définitifs de 2012 sont disponibles	Les comptes définitifs de 2012 sont finalisés	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en oeuvre (à cause de la situation du pays)
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en oeuvre (à cause de la situation du pays)
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en oeuvre (à cause de la situation du pays)
RCA	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	6,0	Mission spéciale conjointe réalisée par le Conseiller et un expert pour relance des travaux des comptes.
RDC	Système simplifié de comptes nationaux	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes des années 2007-2009 et 2011 et 2012 sont disponibles	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	5,0	Mission avec la participation du chef service des comptes nationaux de la République du Congo
RDC	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les données sources sont traitées	Formation au traitement des données sources.	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	3,0	
RDC	Système simplifié de comptes nationaux	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes des années 2007-2009 et 2011 et 2012 sont disponibles ainsi qu'une série homogène 2005-2015	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en oeuvre (à cause de la situation du pays)
RDC	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues			Utilisées					
							Conseiller	ECT	Total	Conseiller		ECT			
Bureau	Site		Bureau	Site											
AFRITAC Centre - Statistiques Macroéconomiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
RDC	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 et finaliser la série 2005-2015	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombres de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
RDC	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 et finaliser la série 2005-2015	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombres de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Deux missions ci-dessus combinées en missions conjointes délocalisées à Libreville compte tenu de la situation dans le pays.
TCHAD	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	les comptes provisoires 2014 et 2015 sont disponibles	Le système simplifié est utilisé pour les comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
TCHAD	Travaux des comptes de 2014 à l'aide de l'outil ERETES	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombres de personnes formées	T1	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
TCHAD	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse finale des comptes	Formation sur la synthèse finale	Nombres de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
TCHAD	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	La série 2005-2015 est disponible	Formation sur le système simplifié	Nombres de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Deux missions ci-dessus d'experts de court terme transformées en mission du Conseiller pour la finalisation de la série 2005-2015.
Axe d'intervention : 2 - Comptes nationaux trimestriels															
Résultats attendus : mise en place des indicateurs - esquisses de comptes trimestriels pour les années passées															
BURUNDI	Comptes nationaux trimestriels.	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux prix constants (optique production) : T1 2005 - T4 2013	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptables nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission de l'expert de court terme avec la participation du Conseiller
Cameroun	Dessaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Introduire le module de dessaisonnalisation dans les comptes trimestriels du Cameroun	La série des comptes nationaux dessaisonnalisée	Les comptables nationaux sont formés à la méthode de dessaisonnalisation	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Une mission d'expert de court terme mis en réserve a été réalisée

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site								
AFRITAC Centre - Statistiques des Finances Publiques - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 avril 2017															
Axe d'intervention : 3- Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques															
Résultats attendus : Former les agents en charge de l'élaboration du TOFE et des SFP															
REGIONAL	Séminaire régional	Introduction des objectifs du travail du conseiller régional. Fournir une formation sur le cadre analytique des SFP	Une série de présentations et d'exercices pratiques portant sur la directive TOFE et le MSFP 2014	Discussion entre les participants et mise en place d'un plan de travail pour les pays		T1	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	1,0	1,0	5,0	Achévé : Séminaire régional tenu à Libreville, discussions entre les participants et élaboration d'un plan d'actions pour l'adoption du MSFP 2014 par chaque pays représenté
REGIONAL	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, comptable et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2016-17	T4	1,0	1,0	2,0	4,0	5,0	1,0	1,0	7,0	
Axe d'intervention : 1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001)															
Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale															
CAMEROUN	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,5	1,5	5,0	1) Contribué à la rédaction du texte de transposition à présenter à la CEMAC pour avis de conformité avant transposition dans les lois nationales ; 2) Discussions avec les autorités camerounaises sur les sources de données source base droits constatés, et retraitements nécessaires à y apporter; 3) retraitement des données du TOFE 2014, et son adaptation sur la classification selon le MSFP 2014
RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0	
GUINEE-EQUATORIALE	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,5	1,5	4,0	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2015	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2015	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Missions du 16-20 Mai et 10-21 Octobre : Directive est déjà transposée ; identification des sources de données base droits constaté ; élaboration du TOFE 2015 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admins. Centre budget, extra budget, sec. soc. et collect. loc.)
CONGO	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Identification des sources de données base droits constaté, et discussions sur la possibilité de l'extension de la couverture institutionnelle ; analyse des données-source pour les TOFE de 2013,14 11 15 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admins. centrale budget.)

RCA	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0	
TCHAD	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Directive est déjà transposée ; identification des sources de données base droits constaté ; élaboration d'une table de classification entre comptes des NBE/PCE et ceux du MSFP 2014.
Axe d'intervention : 2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP)															
Résultats attendus : Diffusion des SFP base MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques															
RDC	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Discussions sur les sources de données base droits constaté ; élaboration d'une table de classification entre comptes des NBE/PCE et ceux du MSFP 2014.
BURUNDI	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0	
GABON	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles et mensuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	0,0	0,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0	

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion de la Dette Publique - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 avril 2017															
Axe d'intervention : 2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique															
Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.															
INTERREGIONAL (AFC et AFW1)	Séminaire interrégional sur l'accès au Marché International des Capitaux	Sensibilisation des pays sur les prérequis et les conditions nécessaires pour réussir les émissions sur le marché international des capitaux, la structuration de ces émissions ainsi que les risques liés à ces émissions et la gestion de ces risques.	Support de formation	Les cadres sont sensibilisés sur les opportunités et les risques liés à ces émissions.	Evaluation du séminaire et le nombre de cadres formés	T1	2,5	1,0	1,0	4,5	2,0	1,0	1,5	4,5	Séminaire organisé à Abidjan avec la participation de 17 cadres de l'AFC. Le séminaire a permis aux participants de mieux appréhender les conditions préalables et les étapes d'exécution d'une émission sur les marchés des capitaux internationaux et de les sensibiliser sur les risques liés à l'accès et la gestion de ce type d'instrument d'endettement;
REGIONAL	Atelier régional sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de dette publique.	Permettre aux agents des bureaux de la dette l'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les mesures permettant l'atténuation des risques.	Support de formation	Les cadres sont formés sur les meilleures pratiques et les techniques de risques financiers liés à la dette publique.	Evaluation de l'atelier et le nombre de cadres formés	T4	2,5	1,0	1,0	4,5	1,5	1,0	1,0	3,5	Séminaire réalisé à Libreville. Il a permis à 18 gestionnaires de la dette l'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les actions permettant l'atténuation des risques.
BURUNDI	Assistance/Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et les assister à réaliser un exercice d'AVD en utilisant les données et projections économiques et financières du pays.	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays
CAMEROUN	Assistance/formation sur la politique d'endettement et les fonctions du front office	Appui au renforcement des capacités des agents du front office sur la mobilisation des ressources d'endettement, l'arbitrage entre les différentes sources d'emprunt et le processus de formulation du schéma de financement.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres de gestion de la dette sont formés sur le processus d'identification, d'évaluation et de mobilisation des sources d'emprunt	Le nombre de cadres formés	T3	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	2,0	0,0	3,0	Mission réalisée en janvier 2017
CONGO	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	0,5	2,0	2,5	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Atelier de formation sur la SDMT réalisé en novembre 2016
CONGO	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent les premiers bulletin et rapport de la dette	T1	1,0	0,0	2,5	3,5	1,5	2,5	2,5	6,5	Exécutée: la mission a permis à la structure de gestion de la dette (la CCA) d'améliorer le processus de collecte et de validation des données de la dette et de produire un premier rapport annuel et un bulletin périodique de reporting de la dette;
CONGO	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Atelier de formation sur l'AVD réalisé en T4

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site	Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion de la Dette Publique - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 avril 2017															
GABON	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Exécutée: La mission a permis de sensibiliser les gestionnaires de la dette publique gabonaise sur l'importance de l'AVD dans la politique nationale d'endettement et de les assister à s'approprier du cadre et des outils de l'AVD;
RCA	Formation de base sur la gestion des opérations de la dette	Former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	T2	0,5	0,0	2,5	3,0	1,5	2,0	2,5	6,0	Missions réalisées en février 2017. Elle a permis de former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.
RCA	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T3	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Missions reportée à l'exercice 2018 en raison de la situation sécuritaire dans le pays (au total 2 missions réalisées sur 3 programmées)
RDC	Formation de base sur le marché des titres de l'Etat	Formation de base sur la programmation, l'émission et la gestion des adjudications.	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au processus de programmation, d'émission et de gestion des titres publics	Le nombre de cadres formés	T1	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,5	6,0	Exécutée: Les cadres de la DGD et du Trésor se sont appropriés les modalités pratiques de programmation, de préparation et de réalisation des émissions de titres publics ;
RDC	Formation avancée sur le marché des titres de l'Etat	Formation avancée sur l'analyse des émissions, la technique d'assimilation, la gestion des relations avec le marché, le développement du marché.	Support de formation et rapport de mission	Les agents ont renforcé leur capacité d'analyse des opérations du marché des titres publics	Le nombre de cadres formés	T3	1,0	2,0	2,5	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisé en raison de la situation sécuritaire du pays
RDC	Formation par immersion	Immersion de 4 cadres du MF et BCC auprès d'un autre Etat pour une formation pratique sur la gestion du marché des titres d'Etat et du marché financier en général.	Rapport de mission des participants.	Les agents maîtrisent davantage la gestion des émissions et des relations avec le marché.	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Exécutée: Visite d'immersion à Tunis de 4 cadres durant une semaine. La visite a permis une formation pratique sur la programmation des émissions, le fonctionnement du marché, le rôle de chaque intervenant et notamment les techniques et les pratiques utilisées pour le développement du marché. (cout équivalent 1 STX)
TCHAD	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et proposer des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T3	0,5	2,0	2,5	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Formation réalisée en mars 2016; les cadres ont approprié les techniques d'évaluation et de gestion des risques appliquées au portefeuille de la dette du Tchad;
TCHAD	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation, outil SDMT et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	0,5	2,0	2,5	5,0	1,5	2,0	2,5	6,0	Exécutée: La direction de la dette est mieux préparée au processus d'élaboration d'une SDMT et un premier document sur les orientations générales de la stratégie de la dette a été élaboré et serait annexé à la Loi de Finances.
Axe d'intervention : 2 - La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement															
Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés.															
BEAC	Titrisation de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titrisation de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	Présentation d'un projet de texte sur la titrisation	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	0,5	2,0	2,0	4,5	Mission réalisée en T4, les grandes lignes du cadre juridiques ont été établies

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Gestion de la Dette Publique - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 avril 2017															
BURUNDI	Appui au développement du marché des titres publics	Appuyer les autorités pour améliorer le cadre juridique du marché des titres publics, renforcer le cadre de gouvernance nécessaire pour une meilleure efficacité des activités et former les cadres sur le processus de programmation et d'émission des titres d'Etat.	Rapport de mission	les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	T1	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	1,0	3,0	Exécuté: Atelier organisé à Libreville au profit de 6 cadres. Des pistes de réformes visant le développement du marché burundais sont élaborées et le processus d'émission des titres du gouvernement burundais serait amélioré (cout en équivalent 1 STX)
RDC	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à élaborer les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et le bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	1,0	0,0	2,5	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission reportée à l'exercice suivant
Axe d'intervention : 1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique															
Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place et opérationnel.															
RCA	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission	Un plan d'action identifiant les textes et réformes à engager.	Un plan d'action est élaboré	T4	1,5	2,0	2,5	6,0	1,0	0,0	2,5	3,5	Mission programmée en T4 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays
TCHAD	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures de gestion de la dette publique	Formaliser les procédures opérationnelles applicables aux processus de création, de gestion, d'évaluation et de contrôle de la dette publique.	Manuel de procédures et rapport de mission	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'endettement et de gestion des opérations de la dette publique.	Elaboration d'un manuel de procédures de la dette	T4	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	0,0	3,5	Modification de l'objet de la mission sur demande des autorités en un deuxième atelier de formation sur la SDMT

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
Bureau	Site		Total	Bureau	Site		Total								
AFRITAC Centre - Supervision Bancaire et Stabilité Financière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
Axe d'intervention : 0- Séminaires régionaux															
Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles															
REGIONAL	Séminaire régional sur la prévention du blanchiment d'argent et lutte contre le financement du terrorisme	Faire un benchmark des dispositifs régionaux par rapports aux standards internationaux	Supports de formation	Définition d'une feuille de route pour l'ajustement des dispositifs régionaux	Compte rendu du séminaire et évaluation des participants	T1	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0	Mission réalisée du 20 au 24 juin 2016 avec le STX Philippe Ruez.
REGIONAL	Séminaire régional sur la gouvernance et la lutte anti-blanchiment	Répondre à la demande du CBSAOC pour mise à jour des connaissances	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Supports de présentation	T2	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle mission réalisée en RDC à la demande du CBSAOC du 22 au 26 août 2016 par le LTX
REGIONAL	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques	Présentation des bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques dans ce domaine; partage d'expérience entre autorités	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluation des participants	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	1,0	0,0	3,0	Nouvelle mission proposée par le LTX à la BCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 12 au 16 décembre 2016 (animé par le LTX).
REGIONAL	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle de la maîtrise des risques opérationnels	Présentation des bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques dans ce domaine; partage d'expérience entre autorités	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	4,0	Nouvelle mission proposée par le LTX à la BCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 20 au 24 février 2017 (animé par le STX Jean-Charles Normand).
Axe d'intervention : 1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards baïlois															
Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux															
CEMAC (COBAC)	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 1	revoir le ratio actuel et faire une QIS sur un ratio davantage risk-sensitif	projet de ratio et envoi d'une QIS aux banques	la QIS est lancée avec un projet de ratio	QIS mise au point et envoyée	T1	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée à la demande du SG-COBAC et remplacée par une mission de formation des nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).
CEMAC (COBAC)	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 2	revoir le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	Règlement achevé	Règlement achevé	Règlement achevé	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en lien avec la précédente.
BURUNDI	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 1	revoir le ratio de liquidité actuel pour adopter un LCR transposé de Bâle III	Mission 1/2 (à poursuivre en FY 2018) : identification des problèmes de transposition, préparation d'une étude d'impact	Les options de transposition sont décidées et la BRB peut lancer l'étude d'impact	Rapport de mission	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Mission annulée par la BRB au dernier moment (atelier à Libreville prévu du 13 au 17 juin 2016 avec le STX Sophie Imani). Mission reprogrammée sous la forme d'un atelier délocalisé à Libreville du 13 au 17 mars 2017, précédé d'une phase de travail préparatoire à distance d'une semaine en janvier/février 2017 avec le même STX.
BURUNDI	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 2	revoir le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	règlement achevé	Règlement achevé	règlement achevé	T3	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée à la suite du report de la précédente, à repousser en FY 2018 (atelier à Libreville).
BURUNDI	Révision des cadres réglementaires sur les banques systémiques et sur la résolution des crises bancaires	ajuster le cadre réglementaire	feuille de route pour l'amendement des règlements	la BRB est en possession de tous les éléments adaptés au contexte du Burundi pour rédiger me nouveau règlement	les projets de règlement sont prêts pour consultation de la profession bancaire	T4	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi et du changement de périmètre d'intervention de l'IAFC (une division spécifique de MCM est compétente pour intervenir sur le sujet de la résolution des crises bancaires).
BURUNDI	Formation BII, BIII, avec focus spécial sur le pilier 2 de BII et draft d'un avant projet réglementaire et de guidances pour les banques	préparer à l'implémentation du pilier 2	projet de règlement et de guidance pour les banques	les principes du pilier 2 sont compris et adaptés au contexte burundais	diffusion des guidances aux banques dans un séminaire co-animé avec la BRB	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.
Axe d'intervention : 2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques															
Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision															
RDC	Mise en place d'un cadre pour l'audit informatique des banques	former les inspecteurs à l'audit des risques informatiques et développer un outil d'évaluation (questionnaire ERICOP)	méthodologie et cahier des charge d'une application d'évaluation des risques informatiques dans les banques	intégrer dans la démarche de contrôle sur place l'analyse des risques informatiques	les inspecteurs sont à même de réaliser des premières investigations sur les risques informatiques	T1	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission réalisée du 4 au 15 juillet 2016 (STX Marc Andries).
BURUNDI	Formation aux BCP	Former les superviseurs récemment recrutés à la supervision basée sur les risques	Supports de formation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluations des participants	T3	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	1,0	0,0	3,0	Mission réalisée du 3 au 7 avril 2017 sous la forme d'un séminaire de formation délocalisé à Libreville (animé par le LTX).

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT		Conseiller		ECT		
							Bureau	Site	Bureau	Site					
AFRITAC Centre - Supervision Bancaire et Stabilité Financière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
BURUNDI	Mise en place du contrôle interne dans les banques	diffuser le nouveau règlement contrôle interne et guider les banques dans l'implémentation	support de formation pour 2 séminaires au cours de la mission : (i) agents BRB et (ii) banques (co-animé avec BRB)	les superviseurs de la BRB ainsi que les banques sont formées aux nouveaux principes de CI	évaluation (i) séminaire pour les agents BRB) et (ii) séminaire avec les banques	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.
BURUNDI	Encadrement d'une mission transversale sur la vérification du reporting réglementaire des banques	vérifier la sincérité du reporting prudentiel et financier des banques à la BCC	rapport de vérification	LTX encadrera, depuis la BRB, des équipes de vérification dans 3 banques afin de diligenter des contrôles comptables	anomalies relevées dans les reportings prudentiels et comptables	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.
CEMAC (COBAC)	Formation à la supervision basée sur les risques	Former les nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques	Supports de formation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluations des participants	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle mission réalisée, demandée par la COBAC, en remplacement de la mission sur la liquidité, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).
CEMAC (COBAC)	Révision du modèle de rapport de contrôle sur place des banques	modifier les rapports de contrôle en prenant en compte la SBR	projet de rapport de contrôle sur place	Le nouveau modèle est utilisé lors des inspections	Utilisation du nouveau rapport dans les missions	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle mission réalisée, demandée par la COBAC, du 13 au 24 juin 2016 (STX Alexis Boher)
RDC	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire (niveau 1)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à suivre la formation de niveau 2 pour être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T2	2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC.
RDC	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire, avec spécialisation contrôle sur place et sur pièces (niveau 2)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T3	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC.
CEMAC	Renforcer la qualité des procédures internes de la COBAC	Etablir une "procédure des procédures" pour structurer le processus de gestion des procédures internes au SG-COBAC en matière de supervision bancaire	Rapport de mission, canevas de procédure	Le SG-COBAC a la capacité de structurer sa fonction de gestion des procédures de ses différents départements, pour mieux formaliser les modalités de mise en œuvre de la supervision basée sur les risques. Au besoin, ce projet pourra se poursuivre en FY2019.	Rapport de mission, canevas de procédure	T4	0,0	0,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée du programme 2016 en avril 2017.
Axe d'intervention : 3- Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires															
Résultats attendus : Elaboration d'un cadre légal, réglementaire, opérationnel et efficient de surveillance de la stabilité financière et de gestion des crises bancaires															
BURUNDI	Finalisation du rapport de stabilité financière 2015 + analyses du tableau de bord de la stabilité financière	le rapport 2015 de la SF est prêt à publier	rapport SF 2015	Le rapport SF 2015 est publié.	diffusion au public et dans la presse	T1	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Mission réalisée du 6 au 10 juin 2016 sous la forme d'un atelier de travail délocalisé à Libreville (STX Florian Neagu).
RDC	Préparation de la première séance du comité de stabilité financière : élaboration de la charte de fonctionnement, des documents de séance, du projet de rapport de stabilité financière, du relevé de décisions, des supports de communication	mettre le comité de stabilité financière en état de fonctionner	le cadre conceptuel et opérationnel de suivi de la stabilité financière est achevé	Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière conforme aux standards internationaux.	Le comité de stabilité financière a tenu sa première séance officielle	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC et de la situation de blocage de la mise en œuvre du projet au niveau des autorités de RDC.
Axe d'intervention : 4- implémentation des normes IFRS / transparence financière															
Résultats attendus : Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS															
RDC	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 1	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (5)	T1	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission réalisée du 23 mai au 2 juin 2016 (STX Shamim Doumian).
RDC	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 2	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (12)	T1	0,0	2,0	2,0	4,0	0,0	2,0	2,0	4,0	Mission réalisée du 17 au 29 juillet 2016 (STX Shamim Doumian).

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Supervision Bancaire et Stabilité Financière - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
RDC	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 3	formation sur 3 normes IFRS et 3 normes ISA + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (18 : totalité des banques de RDC)	T3/4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée, en raison de la suspension des missions en RDC.

Zone d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
							Prévues				Utilisées				
							Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
							Bureau	Site			Bureau	Site			
AFRITAC Centre - Institut de Formation du FMI (ICD) et Institut de Formation pour l'Afrique (IFA) - Programme de Travail du 1er Mai 2016 au 30 Avril 2017															
REGIONAL	Cours régional (ICD) sur la gestion macroéconomique	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Sensibilisation des acteurs concernés	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	4,0	4,0	0,0	0,0	4,0	4,0	



ANNEXE 2 : SUIVI DE L'UTILISATION DES RESSOURCES PROGRAMMEES DE L'ANNEE FISCALE 2017 PAR DOMAINE
(EN PERSONNES SEMAINES, MAI 2016-AVRIL 2017)

Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2017			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
Administration Douanière	5,5	0,0	12,0	17,5	4,0	0,0	12,0	16,0
CEMAC	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
BURUNDI	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
CAMEROUN	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
CONGO	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
GABON	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
GUINEE-EQUATORIALE	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
RCA	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0
RDC	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
TCHAD	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration Fiscale	14,5	18,0	32,0	64,5	14,5	17,0	34,0	65,5
CEMAC	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
BURUNDI	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5
CAMEROUN	1,0	4,0	0,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
CONGO	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
GABON	4,5	0,0	2,0	6,5	4,5	0,0	2,0	6,5
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0
RCA	1,5	3,0	14,0	18,5	1,5	4,0	14,0	19,5
RDC	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0
TCHAD	1,0	2,0	4,0	7,0	1,0	2,0	4,0	7,0
Gestion des Finances Publiques	38,0	36,0	42,0	116,0	34,0	29,0	31,0	94,0
CEMAC	3,0	2,0	0,0	5,0	5,0	2,0	0,0	7,0
BURUNDI	6,0	6,0	6,0	18,0	6,0	6,0	6,0	18,0
CAMEROUN	6,0	6,0	6,0	18,0	6,0	6,0	6,0	18,0
CONGO	2,0	2,0	1,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0
GABON	5,0	5,0	5,0	15,0	5,0	5,0	5,0	15,0
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	3,0	8,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RCA	6,0	5,0	6,0	17,0	6,0	5,0	6,0	17,0
RDC	3,0	2,0	4,0	9,0	3,0	2,0	4,0	9,0
TCHAD	6,0	5,0	6,0	17,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques Macroéconomiques	19,0	18,0	20,0	57,0	17,0	20,0	18,0	55,0
BURUNDI	2,0	0,0	4,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0
CAMEROUN	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0
CONGO	4,0	4,0	4,0	12,0	6,0	6,0	6,0	18,0
GABON	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GUINEE-EQUATORIALE	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
RCA	3,0	4,0	2,0	9,0	2,0	2,0	2,0	6,0
RDC	5,0	6,0	4,0	15,0	4,0	4,0	6,0	14,0
TCHAD	3,0	2,0	4,0	9,0	2,0	4,0	0,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	20,0	18,0	16,0	54,0	18,0	19,0	18,0	55,0
BURUNDI	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0
CAMEROUN	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,5	1,5	5,0
CONGO	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
GABON	4,0	2,0	2,0	8,0	4,0	5,0	4,0	13,0
GUINEE-EQUATORIALE	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,5	1,5	4,0
RCA	4,0	4,0	2,0	10,0	3,0	4,0	4,0	11,0
RDC	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
TCHAD	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la Dette Publique	18,0	27,0	22,0	67,0	16,5	23,5	16,5	56,5
CEMAC	2,0	2,0	2,0	6,0	0,5	2,0	2,0	4,5
BURUNDI	2,5	3,0	0,0	5,5	1,0	1,0	1,0	3,0
CAMEROUN	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	2,0	0,0	3,0
CONGO	2,5	4,0	5,0	11,5	3,5	6,5	2,5	12,5
GABON	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5
RCA	2,5	4,0	5,0	11,5	2,5	2,0	5,0	9,5
RDC	4,5	4,0	5,0	13,5	2,5	2,0	3,5	8,0
TCHAD	2,5	6,0	5,0	13,5	4,0	6,0	2,5	12,5
Régulation et Supervision Bancaire	20,0	21,0	23,0	64,0	10,0	10,0	13,0	33,0
CEMAC	4,0	3,0	4,0	11,0	3,0	2,0	4,0	9,0
BURUNDI	9,0	10,0	7,0	26,0	5,0	2,0	3,0	10,0
RDC	7,0	8,0	12,0	27,0	2,0	6,0	6,0	14,0
Total I	135,0	138,0	167,0	440,0	114,0	118,5	142,5	375,0
II- SEMINAIRES ET ATELIERS								
Domaines d'intervention	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2017			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	1,0	0,5	1,0	2,5
Administration Fiscale	1,5	1,0	7,0	9,5	1,0	1,5	3,0	5,5
Gestion des Finances Publiques	8,0	8,0	4,0	20,0	8,0	8,0	4,0	20,0
Statistiques Macroéconomiques	4,0	3,0	2,0	9,0	1,0	2,0	3,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	3,0	3,0	4,0	10,0	2,0	8,0	2,0	12,0
Gestion de la Dette Publique	5,0	2,0	2,0	9,0	2,0	3,5	2,5	8,0
Régulation et Supervision Bancaire	2,0	1,0	1,0	4,0	4,0	6,0	3,0	13,0
Total II	24,0	18,0	20,0	62,0	19,0	29,5	18,5	67,0
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	159,0	156,0	187,0	502,0	133,0	148,0	161,0	442,0



ANNEXE 3 : SUIVI DE L'UTILISATION DES RESSOURCES PROGRAMMEES DE L'ANNEE FISCALE 2017 PAR PAYS/REGION
(EN PERSONNES SEMAINES, MAI 2016-AVRIL 2017)

Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2017			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
BURUNDI	22,5	22,0	23,0	67,5	16,0	13,0	17,0	46,0
Administration Douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration Fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5
Gestion des Finances Publiques	6,0	6,0	6,0	18,0	6,0	6,0	6,0	18,0
Statistiques Macroéconomiques	2,0	0,0	4,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0
Gestion de la Dette Publique	2,5	3,0	0,0	5,5	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et Supervision Bancaire	9,0	10,0	7,0	26,0	5,0	2,0	3,0	10,0
CAMEROUN	10	14	8	32	11	11,5	11,5	34
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration Fiscale	1,0	4,0	0,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des Finances Publiques	6,0	6,0	6,0	18,0	6,0	6,0	6,0	18,0
Statistiques Macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,5	1,5	5,0
Gestion de la Dette Publique	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	2,0	0,0	3,0
CONGO	12,0	14,0	14,0	40,0	13,5	17,5	14,5	45,5
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration Fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des Finances Publiques	2,0	2,0	1,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Statistiques Macroéconomiques	4,0	4,0	4,0	12,0	6,0	6,0	6,0	18,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la Dette Publique	2,5	4,0	5,0	11,5	3,5	6,5	2,5	12,5
GABON	16,0	9,0	13,0	38,0	15,5	12,0	13,0	40,5
Administration Douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration Fiscale	4,5	0,0	2,0	6,5	4,5	0,0	2,0	6,5
Gestion des Finances Publiques	5,0	5,0	5,0	15,0	5,0	5,0	5,0	15,0
Statistiques Macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des Finances Publiques	4,0	2,0	2,0	8,0	4,0	5,0	4,0	13,0
Gestion de la Dette Publique	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5
GUINEE-EQUATORIALE	6,5	9,0	16,0	31,5	4,5	5,5	7,5	17,5
Administration Douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration Fiscale	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0
Gestion des Finances Publiques	1,0	3,0	8,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques Macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,5	1,5	4,0
RCA	18,0	20,0	33,0	71,0	16,0	17,0	35,0	68,0
Administration Douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0
Administration Fiscale	1,5	3,0	14,0	18,5	1,5	4,0	14,0	19,5
Gestion des Finances Publiques	6,0	5,0	6,0	17,0	6,0	5,0	6,0	17,0
Statistiques Macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	4,0	4,0	2,0	10,0	3,0	4,0	4,0	11,0
Gestion de la Dette Publique	2,5	4,0	5,0	11,5	2,5	2,0	5,0	9,5
RDC	24,0	26,0	33,0	83,0	16,0	20,0	27,5	63,5
Administration Douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration Fiscale	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0
Gestion des Finances Publiques	3,0	2,0	4,0	9,0	3,0	2,0	4,0	9,0
Statistiques Macroéconomiques	5,0	6,0	4,0	15,0	4,0	4,0	6,0	14,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la Dette Publique	4,5	4,0	5,0	13,5	2,5	2,0	3,5	8,0
Régulation et Supervision Bancaire	7,0	8,0	12,0	27,0	2,0	6,0	6,0	14,0
TCHAD	15,0	17,0	21,0	53,0	11,0	16,0	10,5	37,5
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration Fiscale	1,0	2,0	4,0	7,0	1,0	2,0	4,0	7,0
Gestion des Finances Publiques	6,0	5,0	6,0	17,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques Macroéconomiques	3,0	2,0	4,0	9,0	2,0	4,0	0,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la Dette Publique	2,5	6,0	5,0	13,5	4,0	6,0	2,5	12,5
CEMAC	11,0	7,0	6,0	24,0	10,5	6,0	6,0	22,5
Administration Douanière	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Administration Fiscale	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion des Finances Publiques	3,0	2,0	0,0	5,0	5,0	2,0	0,0	7,0
Gestion de la Dette Publique	2,0	2,0	2,0	6,0	0,5	2,0	2,0	4,5
Régulation et Supervision Bancaire	4,0	3,0	4,0	11,0	3,0	2,0	4,0	9,0
Total I	135,0	138,0	167,0	440,0	114,0	118,5	142,5	375,0
Ressources utilisées au 04/30/2017								
Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2017			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2,5
Administration Fiscale	1,5	1,0	7,0	9,5	1,5	1,0	3,0	5,5
Gestion des Finances Publiques	8,0	8,0	4,0	20,0	8,0	8,0	4,0	20,0
Statistiques Macroéconomiques	4,0	3,0	2,0	9,0	2,0	1,0	3,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	3,0	3,0	4,0	10,0	8,0	2,0	2,0	12,0
Gestion de la Dette Publique	5,0	2,0	2,0	9,0	3,5	2,0	2,5	8,0
Régulation et Supervision Bancaire	2,0	1,0	1,0	4,0	6,0	4,0	3,0	13,0
Total II	24,0	18,0	20,0	62,0	29,5	19,0	18,5	67,0
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	159,0	156,0	187,0	502,0	143,5	137,5	161,0	442,0



ANNEXE 3 : RAPPORT D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2017 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires				
									Prévus			Utilisés							
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site	ECT	Total
BURUNDI	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevé du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques. Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de débouchements)	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivis par la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme de contrôle post-débouchements sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanière et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-débouchements de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle postérieur 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanière et fiscale est défini et opérationnel	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délégué des experts douaniers		
BURUNDI	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grands contribuables	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grands contribuables assujettis à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grands contribuables 3. Outils de programmation et d'aide au contrôle des défectifs en déclaration/paiement	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défectifs en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grands contribuables 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de déclarations déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défectifs et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Tous les contribuables ayant déclarés plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "heat" sont l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T3	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délégué des experts fiscaux		
BURUNDI	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et les assister à réaliser un exercice d'AVD en utilisant les données et projections économiques et financières du pays.	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays	
BURUNDI	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Gestion de la Dette Publique	2- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché visés.	Appui au développement du marché des titres publics	Appuyer les autorités pour améliorer le cadre juridique du marché des titres publics, renforcer le cadre de gouvernance nécessaire pour une meilleure efficacité des activités et former les cadres sur le processus de programmation et d'émission des titres d'Etat.	Rapport de mission	Les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	T1	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Exécuté : Atelier organisé à Libreville au profit de 6 cadres. Des pistes de réflexions visant le développement du marché burundais sont élaborées et le processus d'émission des titres du gouvernement burundais serait amélioré (cours en équivalent 1 STX)	
BURUNDI	Gestion des Finances Publiques	2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel Résultats attendus : Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP	Projet - 4ème mission sur le contrôle de régularité des dépenses (Atelier/visite sur le terrain)	Améliorer le contrôle à priori des dépenses budgétaires	Rapport et plan d'action des Participants	Mise en œuvre des dispositions de la loi organique	Couverture de dépenses par le contrôle de régularité	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Possibilité d'atelier et visite de terrain	
BURUNDI	Gestion des Finances Publiques	2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel Résultats attendus : Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP	Projet - 5ème mission - Mission sur la budgétisation de la masse salariale	Améliorer la budgétisation de la masse salariale	Une application opérationnelle de budgétisation des salaires	Fiabiliser les prévisions de la masse salariale	Taux d'exécution de la masse salariale.	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Possibilité d'atelier et visite de terrain		
BURUNDI	Gestion des Finances Publiques	2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel Résultats attendus : Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP	Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité - Amélioration de la documentation comptable	Documenter la comptabilité afin de faciliter son informatisation	Fiches techniques des comptes	Les fiches techniques sont disponibles et paramétrées dans le nouveau logiciel comptable	Le paramétrage des comptes du logiciel sur la base des fiches est opérationnel	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Atelier en juin sur la mise au point du paramétrage du module comptabilité du logiciel intégré de gestion des finances publiques		
BURUNDI	Statistiques des Finances Publiques	2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP) MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques (SFP) 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0			
BURUNDI	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui à la préparation des comptes nationaux burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, etc.	Amorce de traitement des sources	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	1,0			2,0	3,0				3,0	Cette mission n'a pu avoir lieu compte tenu des retards dus à la situation du pays.	
BURUNDI	Statistiques Macroéconomiques	2- Comptes nationaux trimestriels Résultats attendus : Mise en place des indicateurs - Esquisses de comptes trimestriels pour les années passées	Comptes nationaux trimestriels	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux fins constants (cote production) : T1 2005 - T4 2013	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	1,0		2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission de l'expert de court terme avec la participation du Conseiller		
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards internationaux Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité - mission 1	revoir le ratio de liquidité actuel pour adopter un LCR transposé de Bâle III	Mission 1/2 (à poursuivre en FY 2018) - identification des problèmes de transposition, préparation d'une étude d'impact	Les options de transposition sont décidées et la BRB peut lancer l'étude d'impact	Rapport de mission	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Mission annulée par la BRB au dernier moment (atelier à Libreville prévu du 13 au 17 juin 2016 avec le STX Sophie Inani). Mission reprogrammée sous la forme d'un atelier délégué à Libreville du 13 au 17 mars 2017, précédé d'une phase de travail préparatoire à distance d'une semaine en janvier/février 2017 avec le même STX.		

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller		Total	Conseiller		Total				
Bureau	Site	Bureau	Site															
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards bâlois Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité mission 2	réviser le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	règlement achevé	Règlement achevé	règlement achevé	T3	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée à la suite du report de la précédente, à repousser en FY 2018 (atelier à Libreville).	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards bâlois Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Révision des cadres réglementaires sur les banques systémiques et sur la résolution des crises bancaires	ajuster le cadre réglementaire	feuille de route pour l'amendement des règlements	la BRB est en possession de tous les éléments adaptés au contexte du Burundi pour rédiger le nouveau règlement	les projets de règlement sont prêts pour consultation de la profession bancaire	T4	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi et du changement de périmètre d'intervention de l'AFC (une division spécifique de MCH est complétée pour intervenir sur le sujet de la résolution des crises bancaires).	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards bâlois Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Formation BII, Bill, avec focus spécial sur le pilier 2 de Bill et draft d'un avant projet réglementaire et de guidances pour les banques	préparer à l'implémentation du pilier 2	projet de règlement et de guidance pour les banques	les principes du pilier 2 sont compris et adaptés au contexte burundais	diffusion des guidances aux banques dans un séminaire co-animé avec la BRB	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation aux BCP	Former les superviseurs récemment recrutés à la supervision basée sur les risques	Supports de formation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluations des participants	T3	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	1,0	0,0	3,0	Mission réalisée du 3 au 7 avril 2017 sous la forme d'un séminaire de formation délocalisé à Libreville (animé par le LTX).	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Mise en place du contrôle interne dans les banques	diffuser le nouveau règlement interne et guider les banques dans l'implémentation	support de formation pour 2 séminaires au cours de la mission : (i) agents BRB et (ii) banques (co-animé avec BRB)	les superviseurs de la BRB ainsi que les banques sont formés aux nouveaux principes de CI	évaluation (i) séminaire pour les agents BRB) et (ii) séminaire avec les banques	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Encadrement d'une mission transverse sur la vérification du reporting réglementaire des banques	vérifier la sincérité du reporting prudentiel et financier des banques à la BCC	rapport de vérification	LTX encadrera, depuis la BRB, des équipes de vérification dans 3 banques afin de diligenter des contrôles comptables	anomalies relevées dans les reportings prudentiels et comptables	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	3- Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires Résultats attendus : Elaboration d'un cadre légal, réglementaire, opérationnel et efficace de surveillance de la stabilité financière et de gestion des crises bancaires	Finalisation du rapport de stabilité financière 2015 + analyse du tableau de bord de la stabilité financière	le rapport 2015 de la SF est prêt à publier	rapport SF 2015	Le rapport SF 2015 est publié.	diffusion au public et dans la presse	T1	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Mission réalisée du 6 au 10 juin 2016 sous la forme d'un atelier de travail délocalisé à Libreville (STX Florian Nanga).	
CAMEROUN	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrateurs douaniers par l'élevé du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques. Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI	
CAMEROUN	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risque à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en oeuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource realouée à la RCA	
CAMEROUN	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impôt) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de camboussel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanière et fiscale auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programmés 3. Nombre de contrôles miute TVA programmés	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource realouée à la RCA	
CAMEROUN	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/formatio n sur la politique d'endettement et les fonctions du front office	Appui au renforcement des capacités des agents du front office sur la mobilisation des ressources d'endettement, l'arbitrage entre les différents sources d'emprunt et le processus de formulation du schéma de financement.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres de gestion de la dette sont formés sur le processus d'identification, d'évaluation et de mobilisation des sources d'emprunt	Le nombre de cadres formés	T3	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	2,0	0,0	3,0	Mission réalisée en janvier 2017	
CAMEROUN	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	Projet - 6ème mission (Fin) : fiabilité balance et préparation du bilan d'ouverture (BO)	Poser les bases du passage à la comptabilité en droits constatés	Evaluation de la fiabilité des comptes de l'Etat 2015	La balance des comptes est plus fiable et la comptabilité mieux documentée en vue du bilan d'ouverture de l'Etat	Niveau des indicateurs de fiabilité des comptes de l'Etat et documentation comptable adoptée	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	13 au 24 février 2017	
CAMEROUN	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	2- Appui à la mise en place du contrôle des dépenses modulé	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	Méthodologie de la modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité d'un schéma de modulation	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		
CAMEROUN	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	3- Appui à la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat	Améliorer la qualité et de la sincérité des restitutions budgétaires.	Tableau de nomenclature	Nomenclature rénovée et cohérente avec le plan de comptes de l'Etat validée au plan technique.	Projet de décret de nomenclature	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	15 au 28 février 2017	

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires				
									Prévues			Utilisées							
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site	ECT	Total
CAMEROUN	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de statistiques des finances publiques nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,5	1,5	5,0	1) Contribué à la réduction du texte de transposition à présenter à la CEMAC pour avis de conformité avant transposition dans les lois nationales - 2) Discussions avec les autorités camerounaises sur les sources de données source base droits constatés, et retraitements nécessaires à apporter - 3) retraitement des données du TOFE 2014, et son adaptation sur la classification selon le MSFP 2014		
CAMEROUN	Statistiques Macroéconomiques	2 - Comptes nationaux trimestriels Résultats attendus : Mise en place des indicateurs - Esquisses de comptes trimestriels pour les années passées	Dessaïsonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Introduire le module de dessaïsonnalisation dans les comptes trimestriels du Cameroun	La série des comptes nationaux dessaïsonnée	Les comptes nationaux sont formés à la méthode de dessaïsonnalisation	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Une mission d'expert de court terme mis en réserve a été réalisée		
CONGO	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de débouquement)	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI	
CONGO	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes et moyennes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur place sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	2,5	Activité réalisée en T3
CONGO	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuels TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se fait suivant les normes techniques établies	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	2,5	Activité anticipée en T2
CONGO	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formatio n sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	0,5	2,0	2,5	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	Atelier de formation sur la SDMT réalisé en novembre 2016	
CONGO	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T1	1,0	0,0	2,5	3,5	1,5	2,5	2,5	6,5	6,5	Exécutée: la mission a permis à la structure de gestion de la dette (CCA) d'améliorer le processus de collecte et de validation des données de la dette et de produire un premier rapport annuel et un bulletin périodique de reporting de la dette.	
CONGO	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire.	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	Atelier de formation sur l'AVD réalisé en T4	
CONGO	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	1- Mission de suivi sur la mise en œuvre des recommandations d'Afritac sur les budgets de programme (BP) et du cadre de performance	Appuyer l'appropriation par les administrations responsables de la réforme des budgets de programme (BP) et du cadre de performance	Etat de mise en œuvre des recommandations d'Afritac sur le BP et cadre de performance	Les recommandations AFC visant l'appropriation de la réforme sont mises en œuvre	Taux de mise en œuvre des recommandations AFC	T2	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	2,0	3,0	3,0	Evaluation du projet de 2 ans 2014/2016 Point de l'état de mise en œuvre des recommandations	
CONGO	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	2- Atelier d'appui à l'adaptation de la directive CEMAC portant PCE et articulation avec la nomenclature budgétaire	Conformité du cadre comptable de l'Etat avec le cadre harmonisé des finances publiques de la CEMAC	Projet de décret PCE cohérent avec la directive CEMAC portant Plan comptable de l'Etat	Le cadre comptable de l'Etat est modernisé conformément au cadre de la CEMAC	Avis conforme de la CEMAC sur le projet de texte portant PCE soumis par les autorités	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
CONGO	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de statistiques des finances publiques nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	6,0	6,0	Identification des sources de données base droits constatés, et discussions sur la possibilité de l'extension de la couverture institutionnelle - analyse des données-sources pour les TOFE de 2013, 14 et 15 base sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admin. centrale budget.)
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Mission de modélisation macroéconomique	Evaluation des modèles macroéconomiques disponibles		Recommandations	Rapport de mission	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	3,0	Mission de modélisation macroéconomique
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Mettre en place un système simplifié de comptes nationaux	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	3,0	Mission de modélisation macroéconomique

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires		
									Prévues			Utilisées					
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Bureau		Site	ECT
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux des comptes définitifs de 2012 et formation des comptables nationaux de l'INS	Réaliser la synthèse des comptes		La synthèse est réalisée .		T1	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Appui aux travaux de comptes nationaux provisionnés
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux des comptes définitifs de 2014 et formation des comptables nationaux de l'INS	Réaliser le traitement des sources	Sources traitées	La synthèse intermédiaire est réalisée .	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux et formation des comptables nationaux au SCN 2008	Poursuivre le traitement des sources	Sources traitées	Formation effectuée	Nombre de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Mission complémentaire non prévue pour avancer dans les travaux des comptes
GABON	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élévation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques. Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de débouquement)	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire le bilan de l'avancement du programme et des activités de l'unité de gestion des risques 2. Actualiser les règles de sélectivité par SYDONIA (critères de risque à retenir, calcul des fréquences de fraude)	1. Liste actualisée des critères de risques pertinents sur la base de l'analyse approfondie de la base des infractions 2. Feuille de route d'implémentation dans SYDONIA des nouveaux critères de risques	De nouveaux critères de sélectivité sont implémentés dans SYDONIA et les contrôles sont rationalisés et plus efficaces	1. Actualisation des critères de risques retenus dans le système informatique douanier 2. Moyens humains et techniques déployés 3. Proposition de modification des textes législatifs et réglementaires	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Poursuite du programme pluriannuel lancé en FY 2015, à la requête des autorités. Activité réalisée en T4
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en oeuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-débouquement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjuguée (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de camouflet TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-débouquement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser davantage 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjuguée (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/impot	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombre de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource realouée au Cameroun
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en oeuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-débouquement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjuguée (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de camouflet TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-débouquement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à approprier les fondements théoriques sous-jacents à l'AVD et l'outil OVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	Exécutée: La mission a permis de sensibiliser les gestionnaires de la dette publique gabonaise sur l'importance de l'AVD dans la politique nationale d'endettement et de les assister à approprier du cadre et des outils de l'AVD.
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	1- Mise en place d'un cadre de suivi des Etablissements Publics et identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat (Budgets annexes et Comptes d'affectation)	Améliorer la couverture du budget de l'Etat en mode programme	Schéma institutionnel pour l'exercice de la tutelle financière des Etablissements Publics et présentation des budgets annexes - comptes d'affectations	Disponibilité dans le projet de loi de finances des informations consolidées sur les opérations budgétaires des organismes publics	Annexes au Projet de loi de finances	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	08 au 20 Mai 2016 Identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat. Projet de texte pour le renforcement de la tutelle financière des établissements publics

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires					
									Prévues			Utilisées								
									Conseiller	ECT	Total	Conseiller	ECT	Total						
Bureau	Site		Bureau	Site																
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme. Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	2-Adaptation du contrôle a priori à la budgétisation par objectif de programmes (BOP)	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	méthodologie de modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité du schéma de modulation pour un ministère prioritaire	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	20 juin au 1er juillet 2016 Plan d'action pour la mise en place du contrôle interne au Ministère de l'Éducation			
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme. Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	3-Atelier de sensibilisation de la Cour des Comptes pour l'examen du projet de loi de règlement en mode programmes	Faciliter l'examen par la Cour des comptes annuels de performance.	méthodologie d'évaluation et d'examen des rapports annuels de performance	L'avis de la Cour sur les lois de règlement d'ici fin 2015 en termes de qualité et de délais	Rapport de la Cour sur l'exécution 2015	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	02 au 06 Mai en liaison avec l'AD/M2 rapport sur le règlement du budget en mode BOP			
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme. Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	PEFA			Participation + comité de lecture du rapport provisoire											octobre/novembre mission PEFA décembre. Comité de lecture			
GABON	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la Directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	3,0	2,0	8,0	Missions du 16-20 Mai et 10-21 Octobre ; Directive est déjà transposée ; identification des sources de données base droits constaté ; élaboration du TOFE 2015 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle - admin. Centre budget extra budget, sec. soc. et collect. loc.)			
GABON	Statistiques des Finances Publiques	2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP) Résultats attendus : Diffusion des SFP base MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	0,0	0,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0				
GABON	Statistiques Macroeconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de mise en place d'indicateurs économiques	Aider au calcul des indicateurs	Indicateurs calculés	Système de calcul des indicateurs est mis en place	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'est pas prêt.		
GUINEE-EQUATORIALE	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques. Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Réorganisation douanière et modernisation de la législation et des procédures en vue de la mise en œuvre de SYDONIA World	Apporter un appui à la réingénierie de la procédure de dédouanement en vue de son automatiser	1. Projet d'instruction administrative établissant la procédure de dédouanement à l'importation et à l'exportation est préparé. 2. Projet d'instruction administrative rationalisant l'organisation interne des bureaux de douane est préparé 3. Plan d'action pour la mise en œuvre de la reorganisation est valide et mis en œuvre	La nouvelle procédure optimise les avantages de l'Informatisation, sécurise les recettes et simplifie les formalités administratives.	1. La procédure de dédouanement révisée prévoit notamment : - la saisie électronique des manifestes de cargaison dans SYDONIA ; - l'examen des marchandises par scanner ; - les vérifications douanières réalisées en une seule étape. 2. La structure des bureaux de douane et les fonctions des sections reflètent les étapes du dédouanement informatisé.	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	2,0	2,5	Activité avancée en T1. Poursuite du programme d'urgence lancé en mai 2015. Nécessaire coordination de cette activité avec les visites des experts de la CNUCED pour adapter les livrables attendus aux calendriers de mise en place de SYDONIA World
GUINEE-EQUATORIALE	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Appui à la mise en place d'une direction des grandes entreprises (DGE)	Accompagner les autorités au renforcement de la direction fiscale des grandes entreprises (DGE)	1. Plan d'actions de suivi des obligations fiscales des grandes entreprises 2. Manuel de procédure set fiche de postes de la DGE	1. Le chronogramme de mise en place de la DGE est respecté 2. Les procédures de la DGE sont modernisées et codifiées 3. Le suivi des dossiers des grandes entreprises est renforcé	1. Le portefeuille des moyennes entreprises est identifié 2. Les agents de la DME ont formés au suivi des obligations fiscales	T1	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0				
GUINEE-EQUATORIALE	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Appui à la mise en place d'une direction des moyennes entreprises (DME)	Accompagner les autorités à la mise en place d'une direction en charge de la gestion fiscale des moyennes entreprises	1. Note conceptuelle sur la segmentation des moyennes entreprises 2. Chronogramme de mise en place de la DME 3. Portefeuille provisoire de la DME	1. Les autorités disposent d'un chronogramme détaillé de mise en place de la DGE 2. Les dossiers des moyennes entreprises sont identifiés	1. le portefeuille des moyennes entreprises est identifié 2. Les agents de la DME ont formés au suivi des obligations fiscales	T3	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0				
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et approuvés par les secteurs.	1- Atelier de renforcement des capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la qualité des comptes rendus financiers	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité budgétaire et comptabilité générale	Nombre de participants, taux de satisfaction supérieur à 85%	T3	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée par le pays		
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et approuvés par les secteurs.	2- Mission du siège financée par Africac Centre	Restructurer la Direction de la Comptabilité publique et appuyer son informatisation	Rapport d'assistance technique, avec proposition d'organigramme et schéma SI	Renforcement de l'organisation comptable	Taux de mise en œuvre des recommandations	T4	0,0	1,0	6,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée par le pays Mission HOI/ AFC funded 3 personnes/ 2semaines		
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,5	1,5	4,0				
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques Macroeconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux - formation à la comptabilité nationale	Recyclage sur la méthode mise en place pour les comptes définitifs et provisionnés - Rappel des concepts et définitions.	Exercices pratiques	Les comptables nationaux ont été recyclés sur les méthodes mises en place pour les comptes nationaux	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0				
INTERREGIONAL (AFC et AFW1)	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organisations en charge de la gestion de la dette publique. Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Séminaire inter régional sur les marchés Internationaux des Capitaux	Sensibilisation des pays sur les conditions nécessaires pour réussir les émissions sur le marché international des capitaux, la structuration de ces émissions ainsi que les risques liés à ces émissions et la gestion de ces risques.	Support de formation	Les cadres sont sensibilisés sur les opportunités et les risques liés à ces émissions.	Evaluation du séminaire et le nombre de cadres formés	T1	2,5	1,0	1,0	4,5	2,0	1,0	1,5	4,5	Séminaire organisé à Abidjan avec la participation de 17 cadres de l'AFC. Le séminaire a permis aux participants de mieux appréhender les conditions préalables et les étapes d'exécution d'une émission sur les marchés des capitaux internationaux et de les sensibiliser sur les risques liés à l'accès et la gestion de ce type d'instrument d'endettement.			

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
RCA	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme national de contrôle post-dédouanement sur la base de critères de sélection actualisés 2. Renforcer les capacités des agents en matière de vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et de suivi des données douanières et fiscales 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle posteriori 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanières et fiscale est défini et opérationnel	T1	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée en T4	
RCA	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme de maîtrise et de suivi des exonérations 2. Renforcer les capacités des agents en matière de suivi des exonérations 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale en matière d'exonération	1. Projet d'instruction sur la surveillance des exonérations et le suivi des régimes particuliers/dérogatoires 2. Un projet de guide de contrôle des exonérations est élaboré 3. Manuel conjoint de suivi et contrôle des exonérations douanières et fiscales	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité du suivi/contrôle des exonérations	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les agents sont formés aux techniques de suivi des exonérations 3. Un cadre opérationnel commun à la douane et aux impôts est élaboré pour le suivi/contrôle des exonérations	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal à la demande des autorités	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale		Revue du système fiscal et de son administration.				T3	0,0	0,0	8,0	8,0	0,0	0,0	8,0	8,0	Mission diagnostique du siège du FMI financée par AfriAct Centre	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de gestion et de contrôles des grandes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grandes contribuables 2. Outils d'analyse de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les grandes entreprises ayant déclarées plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T1	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T4	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grandes contribuables 2. Outils d'analyse de programmation et d'aide au contrôle des défallants en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défallants et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les moyennes entreprises ayant déclarées plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T2	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T3 conjointement avec la mission FAD/2	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser les ressources fiscales 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérations à risque et programmes de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impôt	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombres de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal à la demande des autorités	
RCA	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	1- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action d'amélioration de la gestion budgétaire	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Plan d'action validé	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Réalisé 5 au 16 décembre 2016	
RCA	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	2- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Réalisé 5 au 16 décembre 2016	
RCA	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	3- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la gestion budgétaire et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'accountabilité et comptabilité validé	T3	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Salon capacité d'absorption -thèmes à préciser après la mission FAD/2 en RCA	
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux délimités de 2012	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes délimités de 2012 sont disponibles	Les comptes délimités de 2012 sont finalisés	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	Mission annulée pour retard de mise en œuvre (à cause de la situation du pays)
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	Mission annulée pour retard de mise en œuvre (à cause de la situation du pays)
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	Mission annulée pour retard de mise en œuvre (à cause de la situation du pays)

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires			
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site	ECT
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes provisoires des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes provisoires et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Mission spéciale conjointe réalisée par le Conseiller et un expert pour relancer des travaux des comptes.	
RCA	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation de base sur la gestion des opérations de la dette	Former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	T2	0,5	0,0	2,5	3,0	1,5	2,0	2,5	6,0	Missions réalisées en février 2017. Elle a permis de former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	
RCA	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisant le premier bulletin et rapport de la dette	T3	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	Missions reportées à l'exercice 2018 en raison de la situation sécuritaire dans le pays (au total 2 missions réalisées sur 3 programmées)
RCA	Gestion de la Dette Publique	1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place et opérationnel.	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission	Un plan d'action identifiant les textes et réformes à engager.	Un plan d'action est élaboré	T4	1,5	2,0	2,5	6,0	1,0	0,0	2,5	3,5	Mission programmée en T4 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays	
RCA	Statistiques des Finances Publiques	1-Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0		
RCA	Statistiques des Finances Publiques	1-Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1)Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0		
RDC	Administration Douanière	3- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'évaluation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire une évaluation de l'impact du système transitoire de sélectivité amélioré et mis à jour 2. Faire des tests de cohérence de la méthode, identifier les nouveaux risques et mettre à jour les critères de sélectivité	1. Programme d'actualisation des critères de sélectivité des contrôles douaniers 2. Nouvelle cartographie des risques élaborée par une analyse approfondie de la base informatisée des infractions douanières	1. Mise en application effective du système de sélectivité mis à jour 2. Accroissement progressif de la part des marchandises libérées sans contrôle 3. Mobilisation des recettes par l'augmentation de l'efficacité des contrôles de la base taxable	1. Critères de risques retenus actualisés dans le système informatique douanier actualisés 2. Diminution progressive et significative du délai moyen de dédouanement issu de la pertinence des contrôles 3. Taux d'efficacité des contrôles en augmentation par rapport à décembre 2015	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	2,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts douaniers
RDC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièces sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes entreprises est acceptable	T1	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		
RDC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se fait suivant les normes techniques établies	T2	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	2,5	Activité réalisée en T3 sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux
RDC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères d'identification et de prévention des risques de fraude à la TVA 3. Programme de surveillance et de prévention commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risque à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		
RDC	Administration Fiscale	2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale Résultats attendus : Amélioration du rendement fiscal du secteur des ressources naturelles	Mise en place des procédures de recensement et de télépaiement pour les entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Reorganiser la chaîne de traitement des remboursements des crédits de TVA 2. Moderniser la gestion des entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Note conceptuelle sur la modernisation des procédures de remboursement des crédits de TVA 2. Un manuel des procédures de remboursement des crédits de TVA 3. Plan d'actions d'informatisation du traitement des demandes de remboursement des crédits de TVA	La gestion des remboursements des ressources naturelles est modernisée et codifiée en vue de la mise en place des téléprocédures	1. Nouveaux critères de gestion des risques de remboursement des crédits de TVA 2. Les agents de la DGE sont formés aux nouvelles procédures de remboursement des crédits de TVA	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	2,5	Activité réalisée en T3 sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller	ECT	Total	Conseiller	ECT	Total				
Bureau	Site		Bureau	Site														
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation de base sur le marché des titres de l'Etat	Formation de base sur la programmation, l'émission et la gestion des titres adjudicés.	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au processus de programmation, d'émission et de gestion des titres publics	Le nombre de cadres formés	T1	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,5	6,0	Exécutée: Les cadres de la DGD et du Trésor se sont appropriés les modalités pratiques de programmation, de préparation et de réalisation des émissions de titres publics ;	
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation avancée sur le marché des titres de l'Etat	Formation avancée sur l'analyse des émissions, la technique d'assimilation, la gestion des relations avec le marché, le développement du marché.	Support de formation et rapport de mission	Les agents ont renforcé leur capacité d'analyse des opérations du marché des titres publics	Le nombre de cadres formés	T3	1,0	2,0	2,5	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays	
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation par immersion	Immersion de 4 cadres du HIF et BCC auprès d'un autre Etat pour une formation pratique sur la gestion du marché des titres d'Etat et du marché financier en général.	Rapport de mission des participants.	Les agents maîtrisent la gestion des émissions et des relations avec le marché.	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Exécutée: Visite d'imprégnation à Tunis de 4 cadres durant une semaine. La visite a permis une formation pratique sur la programmation des émissions, le fonctionnement du marché, le rôle de chaque intervenant et notamment les techniques et les pratiques utilisées pour le développement du marché. (coul équivalent 1 STX)	
RDC	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	Projet RDC - 4ème mission sur la mise en place du cadre de performance	Mettre en place le schéma institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Schéma d'organisation de la Préparation et du suivi budgétaire	Disponibilité d'un schéma institutionnel conforme à la loi	Validation du schéma au plan technique	T2	2,0	2,0	4,0	6,0	2,0	2,0	4,0	6,0	Réalisée en 2015 Mission sur les Projets annuels de performance	
RDC	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	Projet RDC - 5ème mission sur la mise en place du cadre de performance - Visite d'immersion sur le budget de programme	Mettre en place le schéma institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Annexes PAP pour 4 ministères jointes au projet de Loi de finances	Effectivité de la réforme dans les ministères prioritaires	4 ministères dotés d'experts et expérimentant les budgets de programme	T4	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	16 au 20 Mai 2016 Recommandation pour renforcer le processus de la réforme et plan d'action pour la réalisation des PAP	
RDC	Statistiques des Finances Publiques	2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP) Résultats attendus : Diffusion des SFP base MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques (SFP) 2014	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Discussions sur les sources de données base de données constantes élaboration d'une table de classification entre comptes des NBE/PCE et ceux du MSFP 2014	
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Système simplifié de comptes nationaux	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes des années 2007-2009 et 2011 et 2012 sont disponibles	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission avec la participation du chef service des comptes nationaux de la République du Congo	
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les données sources sont traitées	Formation au traitement des données sources.	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0		
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Système simplifié de comptes nationaux	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes des années 2007-2009 et 2011 et 2012 sont disponibles ainsi qu'une série homogène 2005-2015	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en œuvre (à cause de la situation du pays)	
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 et finaliser la série 2005-2015	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 et finaliser la série 2005-2015	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombre de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Deux missions ci-dessus combinées en missions conjointes délocalisées à Libreville compte tenu de la situation dans le pays.	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Mise en place d'un cadre pour l'audit informatique des banques	former les inspecteurs à l'audit des risques informatiques et développer un outil d'évaluation (questionnaire ERICOP)	méthodologie et cahier des charge d'une application d'évaluation des risques informatiques dans les banques	intégrer dans la démarche de contrôle sur place l'analyse des risques informatiques sur les banques	les inspecteurs sont à même de réaliser des premières investigations sur les risques informatiques	T1	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission réalisée du 4 au 15 juillet 2016 (STX Marc Andre)	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire (niveau 1)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à suivre la formation de niveau 2 pour être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T2	2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC.	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire, avec spécialisation contrôle sur place et sur pièces (niveau 2)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T3	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC.	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	3- Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires Résultats attendus : Elaboration d'un cadre légal, réglementaire, opérationnel et efficace de surveillance de la stabilité financière et de gestion des crises bancaires	Préparation de la première séance du comité de stabilité financière	mettre le comité de stabilité financière en état de fonctionner	le cadre conceptuel de suivi de la stabilité financière est achevé	Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière conforme aux standards internationaux.	La comité de stabilité financière a tenu sa première séance officielle	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC et de la situation de blocage de la mise en œuvre du projet au niveau des autorités de RDC.	

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller	Bureau	Site	ECT	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	4- Implémentation des normes IFRS / transparence financière Résultats attendus : Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS.	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 1	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (5)	T1	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission réalisée du 23 mai au 2 juin 2016 (STX Shamim Doumian).	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	4- Implémentation des normes IFRS / transparence financière Résultats attendus : Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS.	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 2	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (12)	T1	0,0	2,0	2,0	4,0	0,0	2,0	2,0	4,0	Mission réalisée du 17 au 29 juillet 2016 (STX Shamim Doumian).	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	4- Implémentation des normes IFRS / transparence financière Résultats attendus : Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS.	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 3	formation sur 3 normes IFRS et 3 normes ISA + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (18 : totalité des banques de RDC)	T3/4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée, en raison de la suspension des missions en RDC.	
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émissions sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés.	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à élaborer les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et le bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	1,0	0,0	2,5	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission reportée à l'exercice suivant	
TCHAD	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élévation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI	
TCHAD	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes et moyennes entreprises assujettis à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièces sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T1	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T3	
TCHAD	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs de matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		
TCHAD	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	Projet - 4ème mission - Appui à la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature budgétaire et prise en charge des budgets annexes et comptes spéciaux dans la présentation de loi de finances	Assurer une meilleure classification des opérations budgétaires en recettes et en dépenses	Schéma de présentation de la nouvelle structure budgétaire de l'Etat en conformité avec la loi organique Budget de l'Etat	La nouvelle nomenclature budgétaire est cohérente avec les directives et les spécificités du pays.	Adoption de la nouvelle nomenclature et applications paramétrées	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Présentation de la loi de finances initiale 2016 dans la nouvelle nomenclature inspirée des directives de la CEMAC	
TCHAD	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	Projet - 5ème mission - Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes et appui à la mise en œuvre du logiciel comptable	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat -Table de passage ancien/nouveau PCE disponible	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T2	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude	
TCHAD	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité et finalisation des travaux de fiabilisation de la balance des comptes - Evaluation du projet	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité (suivi des indicateurs)	Evaluation du niveau de fiabilité de l'Etat (suivi des indicateurs)	La comptabilité est plus fiable et plus sincère	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude	
TCHAD	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire basé GSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Directive est déjà transposée, identification des sources de données base droits constaté : élaboration d'un table de classification entre comptes des NBE/PCF et ceux du MSFP 2014.	
TCHAD	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	les comptes provisoires 2014 et 2015 sont disponibles	Le système simplifié est utilisé pour les comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0		
TCHAD	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Travaux des comptes de 2014 à l'aide de l'outil ERETES	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombres de personnes formées	T1	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
TCHAD	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse finale des comptes	Formation sur la synthèse finale	Nombres de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires			
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site	ECT
TCHAD	Statistiques Macroeconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisionnés	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	La série 2005-2015 est disponible	Formation sur le système simplifié	Nombres de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Deux missions d'experts de court terme transférées en mission du Conseiller pour la finalisation de la série 2005-2015.	
TCHAD	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'identification et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et procéder des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T3	0,5	2,0	2,5	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Formation réalisée en mars 2016; les cadres ont approprié les techniques d'évaluation et de gestion des risques appliquées au portefeuille de la dette du Tchad.	
TCHAD	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation, outil SDMT et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	0,5	2,0	2,5	5,0	1,5	2,0	2,5	6,0	Exécutée: La direction de la dette est mieux préparée au processus d'élaboration d'une SDMT et un premier document sur les orientations générales de la stratégie de la dette a été élaboré et serait annexé à la Loi de Finances.	
TCHAD	Gestion de la Dette Publique	1. La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place et opérationnel.	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique	formaliser les procédures opérationnelles applicables aux opérations de création, de gestion, d'évaluation et de contrôle de la dette publique.	Manuel de procédures et rapport de mission	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'emprunt et de gestion des opérations de la dette publique.	Elaboration d'un manuel de procédures de la dette	T4	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	0,0	3,5	Modification de l'objet de la mission sur demande des autorités en un deuxième atelier de formation sur le SDMT	
BEAC	Gestion de la Dette Publique	2. La généralisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés.	Titration de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titration de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	présentation d'un projet de texte sur la titration	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	0,5	2,0	2,0	4,5	Mission réalisée en T4, les grandes lignes du cadre juridique ont été établies	
CEMAC	Administration Douanière	1- Renforcement de la coopération régionale et internationale pour aider à la mise en oeuvre du programme de création du marché commun Résultats attendus : Mise en oeuvre du programme de création du marché commun	Etablir le contact avec la CEMAC	Définir les voies de coopération entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations douanières	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en oeuvre des règles communautaires par les Etats membres 2. Actualisation du Code des douanes communautaires conformes aux standards internationaux	Le projet d'actualisation du Code des douanes communautaires est lancé officiellement	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge de la gestion du projet USA-CEMAC	
CEMAC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Appréhension du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Etablir le contact avec la CEMAC	Définir les voies de coopération entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations fiscales dans la gestion de la TVA	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en oeuvre des directives portant harmonisation des législations fiscales 2. Actualisation des principales directives portant harmonisation des législations fiscales 3. Internalisation des règles fiscales communautaires	Le projet d'actualisation des directives en vue de l'harmonisation des politiques fiscales est lancé officiellement	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge de questions de politique fiscale (FAD/TP)	
CEMAC	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en oeuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformité délivrés par la C-CEMAC	T1 à T4	2,0	0,0	0,0	2,0	4,0	0,0	0,0	4,0	Observations Textes RCA et Guinée Equatoriale et Congo	
CEMAC	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en oeuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	2 - Participations aux activités de formation de la CEMAC (budgétaire, comptable, communauté des praticiens des FP)	Renforcer le cadre des finances publiques de la CEMAC	Rapport des ateliers / des routes	Les capacités des gestionnaires de la CEMAC sont renforcées	Nombre de participants et taux de satisfaction supérieur à 85%	T1 à T4	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Participation à Brazzaville du 02 au 05 Août de 1ère réunion du Comité des Praticiens en Finances Publiques de l'Afrique Centrale/Séminaire à Douala	
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards basés Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 1	revoir le ratio actuel et faire une QIS sur un ratio davantage risk-sensitif	projet de ratio et envoi d'une QIS aux banques	Le QIS est lancée avec un projet de ratio	QIS mise au point et envoyée	T1	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée à la demande du SG-COBAC et remplacée par une mission de formation des nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards basés Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 2	revoir le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	règlement achevé	règlement achevé	Règlement achevé	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en lien avec la précédente.
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation à la supervision basée sur les risques	Former les nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques	Supports de formation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluations des participants	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle mission réalisée, demandée par la COBAC, en remplacement de la mission sur la liquidité, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).	
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Révision du modèle de rapport de contrôle sur place des banques	modifier les rapports de contrôle en prenant en compte la SBR	projet de rapport de contrôle sur place	Le nouveau modèle est utilisé lors des inspections	Utilisation du nouveau rapport dans les missions	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle mission réalisée, demandée par la COBAC, du 13 au 24 juin 2016 (STX Alexis Boher)	
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Renforcer la qualité des procédures internes de la COBAC	Etablir une "procédure de procédures" pour structurer le processus de gestion des procédures internes au SG-COBAC en matière de supervision bancaire	Rapport de mission, canevas de procédures	La SG-COBAC a la capacité de structurer sa fonction de gestion des procédures de ses différents départements, pour mieux formaliser les modalités de mise en oeuvre de la supervision basée sur les risques. Au besoin, ce projet pourra se poursuivre en FY2019.	Rapport de mission, canevas de procédure	T4	0,0	0,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée du programme 2018 en avril 2017.	

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller	Bureau	Site	ECT	
REGIONAL	Administration Douanière	1- Renforcement de la coopération régionale et internationale pour aider à la mise en œuvre du programme de création du marché commun Résultats attendus : Mise en œuvre du programme de création du marché commun	Réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Pérenniser ce cadre de coopération technique pour l'application harmonisée de la législation et des pratiques douanières des pays membres d'AFRITAC Centre	Compte rendu de la quatrième réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Harmonisation de la législation et des pratiques douanières dans la région et renforcement de l'assistance sous-régionale pour les pays membres d'AFRITAC Centre	La rencontre annuelle des directeurs généraux de douanes des pays membres d'AFRITAC centre a lieu en 2016 et son plan de travail pour l'année 2017 élaboré	T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2,5	Activité désormais journalière, avec la réunion annuelle du programme JSA-FMI-CEMAC. AFRITAC Centre prend en charge les frais des participants du Burundi et de la République Démocratique du Congo (non membres de la zone CEMAC) et de la CEEAC	
REGIONAL	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Séminaire commun AFD sur l'outil RA-FIT et la simplification des procédures de déclaration et de paiement	1. Actualiser la base RA-FIT au titre du 2ème cycle et lancement du 3ème cycle de collecte 2. Simplifier et moderniser les procédures de déclaration et de paiement des droits et taxes	1. Base RA-FIT a pour avec les données de 2014 et 2015 2. Boîte à outils et plan conjoint d'actions de simplification des procédures de déclaration et de paiement 3. Plan d'actions de bancarisation des recettes douanières et fiscales	1. Les données essentielles des administrations fiscales sont disponibles 2. Les procédures de déclaration et de paiement sont simplifiées et modernisées	1. Le taux de remplissage de la base RA-FIT est au moins égal à 75% 2. De nouvelles procédures fiscales modernes sont proposées et mise en place progressivement	T1	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0		
REGIONAL	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Séminaire sur l'intégration des missions douanières et fiscales dans le cadre de la lutte contre la fraude à la TVA	Renforcer la collaboration entre la douane et les impôts pour lutter contre la fraude à la TVA	1. Un guide de croisement des données douanières, fiscales et comptables 2. Un guide sur la préparation et la conduite des opérations de contrôle mixte est élaboré	La collaboration entre la douane et les impôts, en matière de prévention et d'actions de contrôle, contribue au renforcement de la lutte contre la fraude à la TVA	1. Le nombre de pays ayant signé un protocole de collaboration augmente 2. Les critères de gestion des risques fiscaux sont mutualisés 3. Les contrôles douaniers et fiscaux sont mieux préparés et ciblent les dossiers à forts enjeux	T1	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Activité réalisée en T4	
REGIONAL	Administration Fiscale	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Cours régional (CRD) sur la gestion macroéconomique	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Sensibilisation des acteurs concernés	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	4,0	4,0	0,0	0,0	4,0	4,0		
REGIONAL	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Atelier régional sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de dette publique.	Permettre aux agents des bureaux de l'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les mesures permettant l'atténuation des risques.	Support de formation	Les cadres sont formés sur les meilleures pratiques et les techniques de risques financiers liés à la dette publique.	Evaluation de l'atelier et le nombre de cadres formés	T4	2,5	1,0	1,0	4,5	1,5	1,0	1,0	3,5	Séminaire réalisé à Libreville. Il a permis à 18 fonctionnaires de la dette l'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les actions permettant l'atténuation des risques.	
REGIONAL	Gestion des Finances Publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, comptable et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-17	T1	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	A réaliser en avril 2017	
REGIONAL	Gestion des Finances Publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération	Séminaire sur le contrôle de régularité (RCA, TOHAD, CONGO BRAZZA et RDC)	Améliorer le contrôle de régularité des dépenses	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des administrations chargées des contrôles	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-17	T2	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	A réaliser en mars 2017	
REGIONAL	Gestion des Finances Publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération	FOHBAC	Favoriser l'échange d'expériences et des bonnes pratiques en matière de gestion budgétaire	Les communications délivrées et les recommandations du FOHBAC	Sensibilisation des administrations budgétaires à la modernisation de méthodes et outils budgétaires	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation).	T4	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Mai 2016 Organisation du forum des hauts fonctionnaires du budget initialement prévu en Mars	
REGIONAL	Gestion des Finances Publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération	La transparence financière : de la préparation et l'exécution de la loi de finances au compte général de l'Etat	Promouvoir la production transparente et la publication des informations financières	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs budgétaires et comptables à la transparence et la publication des informations financières de l'Etat	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-18	T3	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint AFD/AFW réalisé en janvier 2017	
REGIONAL	Statistiques des Finances Publiques	3- Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques Résultats attendus : Former les agents en charge de l'élaboration du TOFE et des SFP	Séminaire régional	Introduction des objectifs du travail d'expertises pratiques portant sur la directive TOFE et le MSFP 2014	Une série de présentations et d'expertises pratiques portant sur la directive TOFE et le MSFP 2014	Discussion entre les participants et mise en place d'un plan de travail pour les pays	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation)	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	1,0	1,0	5,0	Achievé : Séminaire régional tenu à Libreville, discussions entre les participants et élaboration d'un plan d'actions pour l'adoption du MSFP 2014 par chaque pays représenté	
REGIONAL	Statistiques des Finances Publiques	3- Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques Résultats attendus : Former les agents en charge de l'élaboration du TOFE et des SFP	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, comptable et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-17	T4	1,0	1,0	2,0	4,0	5,0	1,0	1,0	7,0		
REGIONAL	Statistiques Macroéconomiques	4 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	Evaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	AFRISTAT n'a pu organiser ce séminaire.
REGIONAL	Statistiques Macroéconomiques	4 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Séminaire formation au SCN 2008 pour les débutants - Théorie et pratique	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Les présentations et études de cas	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	Evaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	3,0	6,0		
REGIONAL	Statistiques Macroéconomiques	4 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		Evaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	La CEMAC ou la CEEAC n'a pas organisé de séminaire auquel l'AFAC a été convié.
REGIONAL	Régulation et Supervision Bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles.	Séminaire régional sur prévention du blanchiment d'argent et lutte contre le financement du terrorisme	Faire un benchmark des dispositifs régionaux par rapports aux standards internationaux	Supports de formation	définition d'une feuille de route pour l'établissement des dispositifs régionaux	Compte rendu du séminaire et évaluation des participants	T1	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0	Mission réalisée du 20 au 24 juin 2016 avec le STX Philippe Ruzet.	
REGIONAL	Régulation et Supervision Bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles.	Séminaire régional sur la gouvernance et la lutte anti-blanchiment	Répondre à la demande du CBSAOC pour mise à jour des connaissances	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Supports de présentation	T2	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle mission réalisée en RDC à la demande du CBSAOC du 22 au 26 août 2016 par le LTX	

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
REGIONAL	Régulation et Supervision Bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles.	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques	Présentation des bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques dans ce domaine; partage d'expérience entre autorités	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluation des participants	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	1,0	0,0	3,0	Nouvelle mission proposée par le LTX à la SCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 12 au 16 décembre 2016 (animé par le LTX).
REGIONAL	Régulation et Supervision Bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles.	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle de la maîtrise des risques opérationnels	Présentation des bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques dans ce domaine; partage d'expérience entre autorités	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	4,0	Nouvelle mission proposée par le LTX à la SCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 20 au 24 février 2017 (animé par le STX Jean-Charles Normandi).



ANNEXE 3 : RAPPORT D'EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2017 PAR PAYS

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires				
									Prévus			Utilisés							
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site	ECT	Total
BURUNDI	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevé du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques. Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de débouchements)	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivent la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme de contrôle post-débouchements sur la base de critères de sélectivité actualisés 2. Renforcer les capacités des vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et d'analyse des données douanière et fiscale 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-débouchements de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle postérieur 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanière et fiscale est défini et opérationnel	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délégué des experts douaniers		
BURUNDI	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grands contribuables	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grands contribuables assujettis à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grands contribuables 3. Outils de programmation et d'aide au contrôle des défectifs en déclaration/paiement	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grands contribuables 2. Outils d'analyse des données, de programmation et d'aide au contrôle des défectifs en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grands contribuables 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de déclarations déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défectifs et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100%. 3. Tous les contribuables ayant déclarés plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "heat" sont l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T3	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délégué des experts fiscaux		
BURUNDI	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Renforcer les capacités et les connaissances des agents en matière d'AVD et les assister à réaliser un exercice d'AVD en utilisant les données et projections économiques et financières du pays.	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays	
BURUNDI	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T4	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays
BURUNDI	Gestion de la Dette Publique	2- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché visés.	Appui au développement du marché des titres publics	Appuyer les autorités pour améliorer le cadre juridique du marché des titres publics, renforcer le cadre de gouvernance nécessaire pour une meilleure efficacité des activités et former les cadres sur le processus de programmation et d'émission des titres d'Etat.	Rapport de mission	Les réformes sont identifiées et les agents se sont familiarisés au processus de programmation et d'émission des titres publics	Un plan d'action est élaboré	T1	0,5	1,0	0,0	1,5	1,0	1,0	1,0	1,0	3,0	Exécuté : Atelier organisé à Libreville au profit de 6 cadres. Des pistes de reformes visant le développement du marché burundais sont élaborées et le processus d'émission des titres du gouvernement burundais serait amélioré (cours en équivalent 1 STX)	
BURUNDI	Gestion des Finances Publiques	2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel Résultats attendus : Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP	Projet - 4ème mission sur le contrôle de régularité des dépenses (Atelier/visite sur le terrain)	Améliorer le contrôle à priori des dépenses budgétaires	Rapport et plan d'action des Participants	Mise en œuvre des dispositions de la loi organique	Couverture de dépenses par le contrôle de régularité	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Possibilité d'atelier et visite de terrain	
BURUNDI	Gestion des Finances Publiques	2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel Résultats attendus : Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP	Projet - 5ème mission - Mission sur la budgétisation de la masse salariale	Améliorer la budgétisation de la masse salariale	Une application opérationnelle de budgétisation des salaires	Fiabiliser les prévisions de la masse salariale	Taux d'exécution de la masse salariale.	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Possibilité d'atelier et visite de terrain		
BURUNDI	Gestion des Finances Publiques	2- Adaptation et expérimentation des textes d'application de la LOFIP en RDC et au Burundi - Exécution de la dépense de personnel Résultats attendus : Les dépenses de personnel sont gérées conformément à la LOFIP	Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité - Amélioration de la documentation comptable	Documenter la comptabilité afin de faciliter son informatisation	Fiches techniques des comptes	Les fiches techniques sont disponibles et paramétrées dans le nouveau logiciel comptable	Le paramétrage des comptes du logiciel sur la base des fiches est opérationnel	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Atelier en juin sur la mise au point du paramétrage du module comptabilité du logiciel intégré de gestion des finances publiques		
BURUNDI	Statistiques des Finances Publiques	2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP) MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques (SFP) 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0			
BURUNDI	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards dus à la situation du pays.	Appui à la préparation des comptes nationaux burundais en vue du passage au SCN 2008	Initier la transition vers le SCN 2008	Nomenclatures, tables de passage, etc.	Amorce de traitement des sources	Nombre de personnes formées aux comptes	T3	1,0			3,0						Cette mission n'a pu avoir lieu compte tenu des retards dus à la situation du pays.	
BURUNDI	Statistiques Macroéconomiques	2- Comptes nationaux trimestriels Résultats attendus : Mise en place des indicateurs - Esquisses de comptes trimestriels pour les années passées	Comptes nationaux trimestriels	Finalisation des comptes nationaux trimestriels aux fins constants (cote production) : T1 2005 - T4 2013	Une série de comptes nationaux trimestriels est disponible	Les comptes nationaux sont formés à la méthode retenue	Nombre de personnes formées	T4	1,0		2,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission de l'expert de court terme avec la participation du Conseiller		
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards internationaux Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité - mission 1	revoir le ratio de liquidité actuel pour adopter un LCR transposé de Bâle III	Mission 1/2 (à poursuivre en FY 2018) - identification des problèmes de transposition, préparation d'une étude d'impact	Les options de transposition sont décidées et la BRB peut lancer l'étude d'impact	Rapport de mission	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Mission annulée par la BRB au dernier moment (atelier à Libreville prévu du 13 au 17 juin 2016 avec le STX Sophie Inani). Mission reprogrammée sous la forme d'un atelier délégué à Libreville du 13 au 17 mars 2017, précédé d'une phase de travail préparatoire à distance d'une semaine en janvier/février 2017 avec le même STX.		

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller		Total	Conseiller		Total				
Bureau	Site	Bureau	Site															
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards bâlois Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité mission 2	réviser le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	règlement achevé	Règlement achevé	règlement achevé	T3	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée à la suite du report de la précédente, à repousser en FY 2018 (atelier à Libreville).	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards bâlois Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Révision des cadres réglementaires sur les banques systémiques et sur la résolution des crises bancaires	ajuster le cadre réglementaire	feuille de route pour l'amendement des règlements	la BRB est en possession de tous les éléments adaptés au contexte du Burundi pour rédiger le nouveau règlement	les projets de règlement sont prêts pour consultation de la profession bancaire	T4	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi et du changement de périmètre d'intervention de l'AFC (une division spécifique de MCH est complétée pour intervenir sur le sujet de la résolution des crises bancaires).	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards bâlois Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Formation BII, Bill, avec focus spécial sur le pilier 2 de Bill et draft d'un avant projet réglementaire et de guidances pour les banques	préparer à l'implémentation du pilier 2	projet de règlement et de guidance pour les banques	les principes du pilier 2 sont compris et adaptés au contexte burundais	diffusion des guidances aux banques dans un séminaire co-animé avec la BRB	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation aux BCP	Former les superviseurs récemment recrutés à la supervision basée sur les risques	Supports de formation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluations des participants	T3	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	1,0	0,0	3,0	Mission réalisée du 3 au 7 avril 2017 sous la forme d'un séminaire de formation délocalisé à Libreville (animé par le LTX).	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Mise en place du contrôle interne dans les banques	diffuser le nouveau règlement interne et guider les banques dans l'implémentation	support de formation pour 2 séminaires au cours de la mission : (i) agents BRB et (ii) banques (co-animé avec BRB)	les superviseurs de la BRB ainsi que les banques sont formés aux nouveaux principes de CI	évaluation (i) séminaire pour les agents BRB) et (ii) séminaire avec les banques	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Encadrement d'une mission transverse sur la vérification du reporting réglementaire des banques	vérifier la sincérité du reporting prudentiel et financier des banques à la BCC	rapport de vérification	LTX encadrera, depuis la BRB, des équipes de vérification dans 3 banques afin de diligenter des contrôles comptables	anomalies relevées dans les reportings prudentiels et comptables	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions au Burundi.	
BURUNDI	Régulation et Supervision Bancaire	3- Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires Résultats attendus : Elaboration d'un cadre légal, réglementaire, opérationnel et efficace de surveillance de la stabilité financière et de gestion des crises bancaires	Finalisation du rapport de stabilité financière 2015 + analyse du tableau de bord de la stabilité financière	le rapport 2015 de la SF est prêt à publier	rapport SF 2015	Le rapport SF 2015 est publié.	diffusion au public et dans la presse	T1	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Mission réalisée du 6 au 10 juin 2016 sous la forme d'un atelier de travail délocalisé à Libreville (STX Florian Nanga).	
CAMEROUN	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrateurs douaniers par l'élevé du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques. Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI	
CAMEROUN	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risque à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en oeuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource realouée à la RCA	
CAMEROUN	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjointe (douane/impôt) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de camboussel TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscale auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane programmés 3. Nombre de contrôles miute TVA programmés	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource realouée à la RCA	
CAMEROUN	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/formatio n sur la politique d'endettement et les fonctions du front office	Appui au renforcement des capacités des agents du front office sur la mobilisation des ressources d'endettement, l'arbitrage entre les différents sources d'emprunt et le processus de formulation du schéma de financement.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres de gestion de la dette sont formés sur le processus d'identification, d'évaluation et de mobilisation des sources d'emprunt	Le nombre de cadres formés	T3	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	2,0	0,0	3,0	Mission réalisée en janvier 2017	
CAMEROUN	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	Projet - 6ème mission (Fin) : fiabilisation balance et préparation du bilan d'ouverture (BO)	Poser les bases du passage à la comptabilité en droits constatés	Evaluation de la fiabilité des comptes de l'Etat 2015	La balance des comptes est plus fiable et la comptabilité mieux documentée en vue du bilan d'ouverture de l'Etat	Niveau des indicateurs de fiabilité des comptes de l'Etat et documentation comptable adoptée	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	13 au 24 février 2017	
CAMEROUN	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	2- Appui à la mise en place du contrôle des dépenses modulé	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	Méthodologie de la modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité d'un schéma de modulation	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0		
CAMEROUN	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	3- Appui à la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat	Améliorer la qualité et de la sincérité des restitutions budgétaires.	Tableau de nomenclature	Nomenclature renouvée et cohérente avec le plan de comptes de l'Etat validée au plan technique.	Projet de décret de nomenclature	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	15 au 28 février 2017	

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires				
									Prévues			Utilisées							
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site	ECT	Total
CAMEROUN	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,5	1,5	5,0	1) Contribué à la réduction du texte de transposition à présenter à la CEMAC pour avis de conformité avant transposition dans les lois nationales - 2) Discussions avec les autorités camerounaises sur les sources de données source base droits constatés, et retraitements nécessaires à y apporter; 3) retraitement des données du TOFE 2014, et son adaptation sur la classification selon le MSFP 2014		
CAMEROUN	Statistiques Macroéconomiques	2 - Comptes nationaux trimestriels Résultats attendus : Mise en place des indicateurs - Esquisses de comptes trimestriels pour les années passées	Dessaïsonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Introduire le module de dessaïsonnalisation dans les comptes trimestriels du Cameroun	La série des comptes nationaux dessaïsonnée	Les comptes nationaux sont formés à la méthode de dessaïsonnalisation	Nombre de personnes formées aux comptes	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Une mission d'expert de court terme mis en réserve a été réalisée		
CONGO	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de débouquement)	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI	
CONGO	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes et moyennes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur place sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	2,5	Activité réalisée en T3
CONGO	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuels TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se fait suivant les normes techniques établies	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	2,5	Activité anticipée en T2
CONGO	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formatio n sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme y compris la stratégie d'émission des titres publics	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T3	0,5	2,0	2,5	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	Atelier de formation sur la SDMT réalisé en novembre 2016	
CONGO	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques en matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T1	1,0	0,0	2,5	3,5	1,5	2,5	2,5	6,5	6,5	Exécutée: la mission a permis à la structure de gestion de la dette (la CCA) d'améliorer le processus de collecte et de validation des données de la dette et de produire un premier rapport annuel et un bulletin périodique de reporting de la dette.	
CONGO	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à s'approprier les fondements théoriques sous-tendant l'AVD et l'outil CVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire.	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Les agents produisent leur propre rapport d'AVD.	T4	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	Atelier de formation sur l'AVD réalisé en T4	
CONGO	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	1- Mission de suivi sur la mise en œuvre des recommandations d'Afritac sur les budgets de programme (BP) et du cadre de performance	Appuyer l'appropriation par les administrations responsables de la réforme des budgets de programme (BP) et du cadre de performance	Etat de mise en œuvre des recommandations d'Afritac sur le BP et cadre de performance	Les recommandations AFC visant l'appropriation de la réforme sont mises en œuvre	Taux de mise en œuvre des recommandations AFC	T2	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	2,0	3,0	3,0	Evaluation du projet de 2 ans 2014/2016 Point de l'état de mise en œuvre des recommandations	
CONGO	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	2- Atelier d'appui à l'adaptation de la directive CEMAC portant PCE et articulation avec la nomenclature budgétaire	Conformité du cadre comptable de l'Etat avec le cadre harmonisé des finances publiques de la CEMAC	Projet de décret PCE cohérent avec la directive CEMAC portant Plan comptable de l'Etat	Le cadre comptable de l'Etat est modernisé conformément au cadre de la CEMAC	Avis conforme de la CEMAC sur le projet de texte portant PCE soumis par les autorités	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
CONGO	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	6,0	6,0	Identification des sources de données base droits constatés, et discussions sur la possibilité de l'extension de la couverture institutionnelle - analyse des données-sources pour les TOFE de 2013, 14 et 15 base sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle : admin. centrale budget.)
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Mission de modélisation macroéconomique	Evaluation des modèles macroéconomiques disponibles		Recommandations	Rapport de mission	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	3,0	Mission de modélisation macroéconomique
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	Mettre en place un système simplifié de comptes nationaux	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	3,0	3,0	Mission de modélisation macroéconomique

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires			
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Bureau		Site	ECT	Total
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux des comptes définitifs de 2012 et formation des comptables nationaux de l'INS	Réaliser la synthèse des comptes		La synthèse est réalisée .		T1	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Appui aux travaux de comptes nationaux provisoires	
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux des comptes définitifs de 2014 et formation des comptables nationaux de l'INS	Réaliser le traitement des sources	Sources traitées	La synthèse intermédiaire est réalisée .	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0		
CONGO	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux et formation des comptables nationaux au SCN 2008	Poursuivre le traitement des sources	Sources traitées	Formation effectuée	Nombre de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Mission complémentaire non prévue pour avancer dans les travaux des comptes	
GABON	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élévation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques. Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de débouement)	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire le bilan de l'avancement du programme et des activités de l'unité de gestion des risques 2. Actualiser les règles de sélectivité par SYDONIA (critères de risque à retenir, calcul des fréquences de fraude)	1. Liste actualisée des critères de risques pertinents sur la base de l'analyse approfondie de la base des infractions 2. Feuille de route d'implémentation dans SYDONIA des nouveaux critères de risques	De nouveaux critères de sélectivité sont implémentés dans SYDONIA et les contrôles sont rationalisés et plus efficaces	1. Actualisation des critères de risques retenus dans le système informatique douanier 2. Moyens humains et techniques déployés 3. Proposition de modification des textes législatifs et réglementaires	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	2,5	Poursuite du programme pluriannuel lancé en FY 2015, à la requête des autorités. Activité réalisée en T4
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en oeuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-débouement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjuguée (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de camouflet TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-débouement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser davantage 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte conjuguée (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/impot	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombre de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	2,5	Activité reportée pour FY18 et ressource realouée au Cameroun
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères partagés d'identification et de gestion des risques de fraudes 3. Programme de prévention et de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanières et fiscales des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en oeuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Mobiliser davantage de recettes douanières par l'amélioration de l'efficacité des contrôles post-débouement 2. Dissuader les fraudeurs et assainir le secteur des importations par le renforcement de la lutte conjuguée (douane/impot) contre la fraude à la TVA	1. Programme de croisement et d'analyse des données douanières et fiscales 2. Manuel de contrôle fiscal et comptable des valeurs en douane 3. Guide de conduite des opérations en matière de contrôle des prix de transfert et de camouflet TVA	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-débouement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanières et fiscales auprès des entreprises	1. Nombre de vérificateurs douaniers formés aux techniques fiscales et comptables 2. Nombre de contrôles a posteriori de valeur en douane 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	Activité réalisée en T4
GABON	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	Assister les agents à approprier les fondements théoriques sous-jacents à l'AVD et l'outil OVD. Sensibiliser les agents à l'importance de l'AVD dans les politiques de gestion de la dette et budgétaire	Support de formation sur les concepts d'AVD et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD. Les agents sont capables de réaliser tous les ans l'AVD de leur pays, de manière autonome.	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5	3,5	Exécutée: La mission a permis de sensibiliser les gestionnaires de la dette publique gabonaise sur l'importance de l'AVD dans la politique nationale d'endettement et de les assister à approprier du cadre et des outils de l'AVD.
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	1- Mise en place d'un cadre de suivi des Etablissements Publics et identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat (Budgets annexes et Comptes d'affectation)	Améliorer la couverture du budget de l'Etat en mode programme	Schéma institutionnel pour l'exercice de la tutelle financière des Etablissements Publics et présentation des budgets annexes - comptes d'affectations	Disponibilité dans le projet de loi de finances des informations consolidées sur les opérations budgétaires des organismes publics	Annexes au Projet de loi de finances	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	6,0	08 au 20 Mai 2016 Identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat Projet de texte pour le renforcement de la tutelle financière des établissements publics

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires					
									Prévues			Utilisées								
									Conseiller	ECT	Total	Conseiller	ECT	Total						
Bureau	Site		Bureau	Site																
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme. Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	2-Adaptation du contrôle a priori à la budgétisation par objectif de programmes (BOP)	Améliorer la qualité du contrôle budgétaire	méthodologie de modulation	Mise en place du contrôle modulé	Disponibilité du schéma de modulation pour un ministère prioritaire	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	20 juin au 1er juillet 2016 Plan d'action pour la mise en place du contrôle interne au Ministère de l'Éducation			
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme. Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	3-Atelier de sensibilisation de la Cour des Comptes pour l'examen du projet de loi de règlement en mode programmes	Faciliter l'examen par la Cour des comptes annuels de performance.	méthodologie d'évaluation et d'examen des rapports annuels de performance	L'avis de la Cour sur les lois de règlement d'ici fin 2015 en termes de qualité et de délais	Rapport de la Cour sur l'exécution 2015	T1	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	02 au 06 Mai en liaison avec l'AD/M2 rapport sur le règlement du budget en mode BOP			
GABON	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme. Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	PEFA			Participation + comité de lecture du rapport provisoire											octobre/novembre mission PEFA décembre. Comité de lecture			
GABON	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la Directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	3,0	2,0	8,0	Missions du 16-20 Mai et 10-21 Octobre ; Directive est déjà transposée ; identification des sources de données base droits constaté ; élaboration du TOFE 2015 basé sur la classification du MSFP 2014 (couverture institutionnelle - admin. Centre budget extra budget, sec. soc. et collect. loc.)			
GABON	Statistiques des Finances Publiques	2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP) Résultats attendus : Diffusion des SFP base MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	0,0	0,0	2,0	1,0	2,0	2,0	5,0				
GABON	Statistiques Macroeconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de mise en place d'indicateurs économiques	Aider au calcul des indicateurs	Indicateurs calculés	Système de calcul des indicateurs est mis en place	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Le pays n'est pas prêt.		
GUINEE-EQUATORIALE	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques. Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Réorganisation douanière et modernisation de la législation et des procédures en vue de la mise en œuvre de SYDONIA World	Apporter un appui à la réingénierie de la procédure de dédouanement en vue de son automatiser	1. Projet d'instruction administrative établissant la procédure de dédouanement à l'importation et à l'exportation est préparé. 2. Projet d'instruction administrative rationalisant l'organisation interne des bureaux de douane est préparé 3. Plan d'action pour la mise en œuvre de la reorganisation est valide et mis en œuvre	La nouvelle procédure optimise les avantages de l'Informatisation, sécurise les recettes et simplifie les formalités administratives.	1. La procédure de dédouanement révisée prévoit notamment : - la saisie électronique des manifestes de cargaison dans SYDONIA ; - l'examen des marchandises par scanner ; - les vérifications douanières réalisées en une seule étape. 2. La structure des bureaux de douane et les fonctions des sections reflètent les étapes du dédouanement informatisé.	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	0,0	2,0	2,5	Activité avancée en T1. Poursuite du programme d'urgence lancé en mai 2015. Nécessaire coordination de cette activité avec les visites des experts de la CNUCED pour adapter les livrables attendus aux calendriers de mise en place de SYDONIA World
GUINEE-EQUATORIALE	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Appui à la mise en place d'une direction des grandes entreprises (DGE)	Accompagner les autorités au renforcement de la direction fiscale des grandes entreprises (DGE)	1. Plan d'actions de suivi des obligations fiscales des grandes entreprises 2. Manuel de procédure set fiche de postes de la DGE	1. Le chronogramme de mise en place de la DGE est respecté 2. Les procédures de la DGE sont modernisées et codifiées 3. Le suivi des dossiers des grandes entreprises est renforcé	1. La DGE est opérationnelle 2. De nouvelles procédures modernes sont mises en place	T1	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0				
GUINEE-EQUATORIALE	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Appui à la mise en place d'une direction des moyennes entreprises (DME)	Accompagner les autorités à la mise en place d'une direction en charge de la gestion fiscale des moyennes entreprises	1. Note conceptuelle sur la segmentation des moyennes entreprises 2. Chronogramme de mise en place de la DME 3. Portefeuille provisoire de la DME	1. Les autorités disposent d'un chronogramme détaillé de mise en place de la DGE 2. Les dossiers des moyennes entreprises sont identifiés	1. le portefeuille des moyennes entreprises est identifié 2. Les agents de la DME ont formés au suivi des obligations fiscales	T3	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0				
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et approuvés par les secteurs.	1- Atelier de renforcement des capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale de l'Etat	Améliorer la qualité des comptes rendus financiers	Les communications délivrées et les recommandations de l'atelier	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité budgétaire et comptabilité générale	Nombre de participants, taux de satisfaction supérieur à 85%	T3	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée par le pays		
GUINEE-EQUATORIALE	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et approuvés par les secteurs.	2- Mission du siège financée par Africac Centre	Restructurer la Direction de la Comptabilité publique et appuyer son informatisation	Rapport d'assistance technique, avec proposition d'organigramme et schéma SI	Renforcement de l'organisation comptable	Taux de mise en œuvre des recommandations	T4	0,0	1,0	6,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée par le pays Mission HOI/ AFC funded 3 personnes/ 2semaines	
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,5	1,5	4,0				
GUINEE-EQUATORIALE	Statistiques Macroeconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Appui aux travaux de comptes nationaux - formation à la comptabilité nationale	Recyclage sur la méthode mise en place pour les comptes définitifs et provisionnés - Rappel des concepts et définitions.	Exercices pratiques	Les comptables nationaux ont été recyclés sur les méthodes mises en place pour les comptes nationaux	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0				
INTERREGIONAL (AFC et AFW1)	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organisations en charge de la gestion de la dette publique. Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Séminaire interrégional sur les marchés financiers internationaux des Capitaux	Sensibilisation des pays sur les conditions nécessaires pour réussir les émissions sur le marché international des capitaux, la structuration de ces émissions ainsi que les risques liés à ces émissions et la gestion de ces risques.	Support de formation	Les cadres sont sensibilisés sur les opportunités et les risques liés à ces émissions.	Evaluation du séminaire et le nombre de cadres formés	T1	2,5	1,0	1,0	4,5	2,0	1,0	1,5	4,5	Séminaire organisé à Abidjan avec la participation de 17 cadres de l'AFC. Le séminaire a permis aux participants de mieux appréhender les conditions préalables et les étapes d'exécution d'une émission sur les marchés des capitaux internationaux et de les sensibiliser sur les risques liés à l'accès et la gestion de ce type d'instrument d'endettement.			

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue d'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées					
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total		
Bureau	Site	Bureau	Site															
RCA	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme national de contrôle post-dédouanement sur la base de critères de sélection actualisés 2. Renforcer les capacités des agents en matière de vérificateurs à la douane (valeur, fiscal, comptable, etc.) 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale	1. Guide de programmation et de conduite de contrôle de la base taxable 2. Protocole d'échanges et de suivi des données douanières et fiscales 3. Manuel de croisement des données douanières, fiscales et comptables	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les vérificateurs douaniers sont formés aux techniques de contrôle posteriori 3. Un protocole (cadre, système) d'échanges d'information entre les administrations douanières et fiscale est défini et opérationnel	T1	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	Activité réalisée en T4	
RCA	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élevation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	1. Elaborer un programme de maîtrise et de suivi des exonérations 2. Renforcer les capacités des agents en matière de suivi des exonérations 3. Evaluer les flux de renseignements entre les administrations douanière et fiscale en matière d'exonération	1. Projet d'instruction sur la surveillance des exonérations et le suivi des régimes particuliers/dérogatoires 2. Un projet de guide de contrôle des exonérations est élaboré 3. Manuel conjoint de suivi et contrôle des exonérations douanières et fiscales	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité du suivi/contrôle des exonérations	1. Un programme de contrôle est élaboré sur la base des règles de sélectivité actualisées 2. Les agents sont formés aux techniques de suivi des exonérations 3. Un cadre opérationnel commun à la douane et aux impôts est élaboré pour le suivi/contrôle des exonérations	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal à la demande des autorités	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale		Revue du système fiscal et de son administration.				T3	0,0	0,0	8,0	8,0	0,0	0,0	8,0	8,0	Mission diagnostique du siège du FMI financée par AfriAct Centre	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grandes contribuables 2. Outils d'analyse de programmation et d'aide au contrôle des défectifs en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défectifs et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les grandes entreprises ayant déclarées plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T1	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T4	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	1. Renforcer la gestion fiscale et le suivi des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Améliorer l'efficacité et la qualité des actions de contrôles fiscaux des grandes entreprises	1. Programme de maîtrise et de surveillance des échéances mensuelles des grandes contribuables 2. Outils d'analyse de programmation et d'aide au contrôle des défectifs en déclaration/paiement 3. Outils de programmation et guide de conduite des contrôles ponctuels TVA	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	1. Le taux de défaillance déclaratives et de paiement à l'échéance sont inférieurs à 5% 2. Le taux de relance des défectifs et de taxation d'office pendant le mois de l'échéance est égal à 100% 3. Toutes les moyennes entreprises ayant déclarées plus de trois fois successifs des crédits de TVA ou un chiffre d'affaire "neant" font l'objet d'un contrôle ponctuel TVA	T2	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T3 conjointement avec la mission FAD/2	
RCA	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Elargir l'assiette de la TVA intérieure 2. Mobiliser les ressources 3. Lutter contre la fraude à la TVA intérieure par le renforcement de la lutte contre la fraude à la TVA	1. Liste de nouveaux assujettis à la TVA 2. Programme de contrôles ponctuels TVA des grandes et moyennes entreprises 3. Liste des dossiers programmes en contrôle mixte	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérations à risque et programmes de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impôt	1. Nombre de nouveaux assujettis TVA identifiés 2. Nombres de contrôles ponctuels TVA initiés sur la base des renseignements douaniers 3. Nombre de contrôles mixte TVA programmes	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal à la demande des autorités	
RCA	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	1- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action d'amélioration de la gestion budgétaire	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Plan d'action validé	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Réalisé 5 au 16 décembre 2016	
RCA	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	2- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable de l'Etat	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Suivi du plan d'actions sur la gestion budgétaire - Documents budgétaires type élaborés	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Taux de mise en œuvre du plan d'action	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Réalisé 5 au 16 décembre 2016	
RCA	Gestion des Finances Publiques	5- Evolution de la comptabilité de l'Etat vers les normes internationales et les bonnes pratiques Résultats attendus : La fiabilité des comptes de l'Etat est améliorée (exhaustivité, fiabilité, ponctualité)	3- Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable de l'Etat	Restaurer les fondamentaux de la gestion budgétaire et comptable de l'Etat	Plan d'action prioritaire sur la gestion budgétaire et la gestion de la trésorerie	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Plan d'accountabilité et comptabilité validé	T3	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	2,0	5,0	Salon capacité d'absorption -thèmes à préciser après la mission FAD/2 en RCA	
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux délimités de 2012	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes délimités de 2012 sont disponibles	Les comptes délimités de 2012 sont finalisés	Nombre de personnes formées	T2	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en œuvre (à cause de la situation du pays)	
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en œuvre (à cause de la situation du pays)	
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T3	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en œuvre (à cause de la situation du pays)	

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires			
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site	ECT
RCA	Statistiques Macroéconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Comptes nationaux provisoires	Elaboration des comptes nationaux provisoires et interpolation des comptes provisoires des années sautées	Un système simplifié de comptes nationaux est disponible avec des comptes provisoires de 2013, 2014 et 2015	Le système est prêt pour l'interpolation des comptes provisoires et l'élaboration des comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Mission spéciale conjointe réalisée par le Conseiller et un expert pour relancer des travaux des comptes.	
RCA	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation de base sur la gestion des opérations de la dette	Former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	Support de formation et rapport de mission	Les agents sont mieux outillés pour gérer la dette et mener une analyse financière du portefeuille de la dette.	Le nombre de cadres formés	T2	0,5	0,0	2,5	3,0	1,5	2,0	2,5	6,0	Missions réalisées en février 2017. Elle a permis de former le personnel sur les différentes opérations de gestion de la dette liées aux activités du front, middle et back office.	
RCA	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	Appropriation des techniques et des bonnes pratiques matière d'analyse et de reporting de la dette et conception d'un bulletin périodique et d'un rapport annuel sur la dette.	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables de mieux analyser le portefeuille de la dette et de produire à temps les statistiques et rapports de gestion de la dette.	Les agents produisent le premier bulletin et rapport de la dette	T3	0,5	2,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	Missions reportées à l'exercice 2018 en raison de la situation sécuritaire dans le pays (au total 2 missions réalisées sur 3 programmées)
RCA	Gestion de la Dette Publique	1- La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est bien structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place et opérationnel.	Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	Appuyer les autorités à moderniser le cadre juridique et institutionnel de la dette pour le rendre conforme aux meilleures pratiques internationales.	Rapport de mission	Un plan d'action identifiant les textes et réformes à engager.	Un plan d'action est élaboré	T4	1,5	2,0	2,5	6,0	1,0	0,0	2,5	3,5	Mission programmée en T4 en prévision de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays	
RCA	Statistiques des Finances Publiques	1-Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0		
RCA	Statistiques des Finances Publiques	1-Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire base GFM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1)Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2)Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	2,0	0,0	4,0	2,0	2,0	2,0	6,0		
RDC	Administration Douanière	3- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'évaluation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	1. Faire une évaluation de l'impact du système transitoire de sélectivité amélioré et mis à jour 2. Faire des tests de cohérence de la méthode, identifier les nouveaux risques et mettre à jour les critères de sélectivité	1. Programme d'actualisation des critères de sélectivité des contrôles douaniers 2. Nouvelle cartographie des risques élaborée par une analyse approfondie de la base informatisée des infractions douanières	1. Mise en application effective du système de sélectivité mis à jour 2. Accroissement progressif de la part des marchandises libérées sans contrôle 3. Mobilisation des recettes par l'augmentation de l'efficacité des contrôles de la base taxable	1. Critères de risques retenus actualisés dans le système informatique douanier actualisés 2. Diminution progressive et significative du délai moyen de dédouanement issu de la pertinence des contrôles 3. Taux d'efficacité des contrôles en augmentation par rapport à décembre 2015	T4	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts douaniers
RDC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièces sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes entreprises est acceptable	T1	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		
RDC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles ponctuels TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se fait suivant les normes techniques établies	T2	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5		
RDC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	1. Améliorer la gestion des risques identifiés (produits, opérateurs) 2. Mettre en place de mesures efficaces de prévention de la fraude à la TVA	1. Monographie des produits sensibles et des circuits de fraudes 2. Liste des critères d'identification et de prévention des risques de fraude à la TVA 3. Programme de surveillance commune des procédures de fraude à la TVA	1. Meilleure connaissance des procédures et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	1. Nombre de monographies élaborées 2. Liste des importateurs à risques à mettre sous surveillance commune renforcée 3. Plan de mise en œuvre des mesures de prévention de la fraude à la TVA	T1	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		
RDC	Administration Fiscale	2- Renforcement des capacités d'administration fiscale du secteur des ressources naturelles pour augmenter le taux de pression fiscale Résultats attendus : Amélioration du rendement fiscal du secteur des ressources naturelles	Mise en place des procédures de recensement et de télépaiement pour les entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Reorganiser la chaîne de traitement des remboursements des crédits de TVA 2. Moderniser la gestion des entreprises du secteur des ressources naturelles	1. Note conceptuelle sur la modernisation des procédures de remboursement des crédits de TVA 2. Un manuel des procédures de remboursement des crédits de TVA 3. Plan d'actions d'informatisation du traitement des demandes de remboursement des crédits de TVA	La gestion des remboursements des ressources naturelles est modernisée et codifiée en vue de la mise en place des téléprocédures	1. Nouveaux critères de gestion des risques de remboursement des crédits de TVA 2. Les agents de la DGE sont formés aux nouvelles procédures de remboursement des crédits de TVA	T2	0,5	2,0	0,0	2,5	0,5	2,0	0,0	2,5		Activité réalisée en T3 sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller	Bureau	Site	ECT	
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation de base sur le marché des titres de l'Etat	Formation de base sur la programmation, l'émission et la gestion des titres adjudicés.	Support de formation et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au processus de programmation, d'émission et de gestion des titres publics	Le nombre de cadres formés	T1	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	2,5	6,0	Exécutée: Les cadres de la DGD et du Trésor se sont appropriés les modalités pratiques de programmation, de préparation et de réalisation des émissions de titres publics ;	
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation avancée sur le marché des titres de l'Etat	Formation avancée sur l'analyse des émissions, la technique d'assimilation, la gestion des relations avec le marché, le développement du marché.	Support de formation et rapport de mission	Les agents ont renforcé leur capacité d'analyse des opérations du marché des titres publics	Le nombre de cadres formés	T3	1,0	2,0	2,5	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission non réalisée en raison de la situation sécuritaire du pays	
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation par immersion	Immersion de 4 cadres du HIF et BCC auprès d'un autre Etat pour une formation pratique sur la gestion du marché des titres d'Etat et du marché financier en général.	Rapport de mission des participants.	Les agents maîtrisent la gestion des émissions et des relations avec le marché.	Le nombre de cadres formés	T2	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	1,0	2,0	Exécutée: Visite d'imprégnation à Tunis de 4 cadres durant une semaine. La visite a permis une formation pratique sur la programmation des émissions, le fonctionnement du marché, le rôle de chaque intervenant et notamment les techniques et les pratiques utilisées pour le développement du marché. (coul équivalent 1 STX)	
RDC	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	Projet RDC - 4ème mission sur la mise en place du cadre de performance	Mettre en place le schéma institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Schéma d'organisation de la Préparation et du suivi budgétaire	Disponibilité d'un schéma institutionnel conforme à la loi	Validation du schéma au plan technique	T2	2,0	2,0	4,0	6,0	2,0	2,0	4,0	6,0	Réalisée en 2015 Mission sur les Projets annuels de performance	
RDC	Gestion des Finances Publiques	4- Les budgets des ministères pilotes sont présentés et exécutés en mode programme Résultats attendus : Les ministères pilotes présentent leur budget en mode programme	Projet RDC - 5ème mission sur la mise en place du cadre de performance - Visite d'immersion sur le budget de programme	Mettre en place le schéma institutionnel de la gouvernance axée sur les résultats	Annexes PAP pour 4 ministères jointes au projet de Loi de finances	Effectivité de la réforme dans les ministères prioritaires	4 ministères dotés d'experts et expérimentant les budgets de programme	T4	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	16 au 20 Mai 2016 Recommandation pour renforcer le processus de la réforme et plan d'action pour la réalisation des PAP	
RDC	Statistiques des Finances Publiques	2- Appui à l'élaboration et diffusion des statistiques des finances publiques (SFP) Résultats attendus : Diffusion des SFP base MSFP 2014 annuelles et trimestrielles surtout la situation des opérations des administrations publiques	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place du manuel des statistiques des finances publiques (SFP) 2014 (MSFP 2014)	Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T2	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Discussions sur les sources de données base de données constantes élaboration d'une table de classification entre comptes des NBE/PCE et ceux du MSFP 2014	
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Système simplifié de comptes nationaux	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes des années 2007-2009 et 2011 et 2012 sont disponibles	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission avec la participation du chef service des comptes nationaux de la République du Congo	
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les données sources sont traitées	Formation au traitement des données sources.	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0		
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Système simplifié de comptes nationaux	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Les comptes des années 2007-2009 et 2011 et 2012 sont disponibles ainsi qu'une série homogène 2005-2015	Le système est utilisé pour estimer les années de comptes manquants	Nombre de personnes formées	T1	1,0	2,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée pour retard de mise en œuvre (à cause de la situation du pays)	
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 et finaliser la série 2005-2015	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombre de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
RDC	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014 et finaliser la série 2005-2015	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire des comptes	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombre de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Deux missions ci-dessus combinées en missions conjointes délocalisées à Libreville compte tenu de la situation dans le pays.	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Mise en place d'un cadre pour l'audit informatique des banques	former les inspecteurs à l'audit des risques informatiques et développer un outil d'évaluation (questionnaire ERICOP)	méthodologie et cahier des charge d'une application d'évaluation des risques informatiques dans les banques	intégrer dans la démarche de contrôle sur place l'analyse des risques informatiques sur les banques	les inspecteurs sont à même de réaliser des premières investigations sur les risques informatiques	T1	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission réalisée du 4 au 15 juillet 2016 (STX Marc Andrieu)	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire (niveau 1)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à suivre la formation de niveau 2 pour être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T2	2,0	2,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC.	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation des superviseurs juniors de la promotion 2015 aux bases du contrôle bancaire, avec spécialisation contrôle sur place et sur pièces (niveau 2)	apporter une formation pratique pour rendre les nouveaux inspecteurs directement opérationnels	supports de formation	Les inspecteurs juniors sont prêts à être intégrés dans les équipes de vérification	intégration des inspecteurs dans les équipes	T3	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC.	
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	3- Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière et de prévention et gestion des crises bancaires Résultats attendus : Elaboration d'un cadre légal, réglementaire, opérationnel et efficace de surveillance de la stabilité financière et de gestion des crises bancaires	Préparation de la première séance du comité de stabilité financière	mettre le comité de stabilité financière en état de fonctionner	le cadre conceptuel de suivi de la stabilité financière est achevé	Mise en place d'un cadre de surveillance de la stabilité financière conforme aux standards internationaux.	La comité de stabilité financière a tenu sa première séance officielle	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en raison de la suspension des missions en RDC et de la situation de blocage de la mise en œuvre du projet au niveau des autorités de RDC.	

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires		
									Prévues			Utilisées					
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	4- Implémentation des normes IFRS / transparence financière Résultats attendus : Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS.	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 1	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (5)	T1	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0	Mission réalisée du 23 mai au 2 juin 2016 (STX Shamim Doumian).
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	4- Implémentation des normes IFRS / transparence financière Résultats attendus : Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS.	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 2	formation sur 4 normes IFRS + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (12)	T1	0,0	2,0	2,0	4,0	0,0	2,0	2,0	4,0	Mission réalisée du 17 au 29 juillet 2016 (STX Shamim Doumian).
RDC	Régulation et Supervision Bancaire	4- Implémentation des normes IFRS / transparence financière Résultats attendus : Les superviseurs bancaires sont en mesure d'analyser les états financiers et prudentiels établis sur la base des normes comptables IFRS.	Formation normes IFRS, analyse des tableaux de concordance IFRS dans les banques, mise en place de bonnes pratiques de gouvernance IFRS, niveau 3	formation sur 3 normes IFRS et 3 normes ISA + suivi du développement projet IFRS en RDC	supports de formation + rapport d'étape	formation acquise par équipes DSIF + banques et progression projet dans les banques	nombre de banques publiant comptes 2015 sous IFRS (18 : totalité des banques de RDC)	T3/4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée, en raison de la suspension des missions en RDC.
RDC	Gestion de la Dette Publique	2- La sensibilisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émissions sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés.	Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	Appuyer les autorités à élaborer les différents textes juridiques et réglementaires nécessaires pour le lancement et le bon fonctionnement du marché des titres de l'Etat.	Projet de textes et rapport de mission	Le cadre juridique du marché est élaboré	Adoption des textes par les autorités et lancement du marché des titres de l'Etat.	T4	1,0	0,0	2,5	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission reportée à l'exercice suivant
TCHAD	Administration Douanière	2- Renforcement des capacités des administrations douanières par l'élévation du niveau général de leurs performances, notamment par une meilleure appropriation des normes et pratiques Résultats attendus : Amélioration des performances des administrations douanières (par la facilitation des échanges et la rationalisation des contrôles et la réduction des délais et coûts de dédouanement)	Coordination des activités avec le siège du FMI	Assurer la veille et la mise à jour des activités du siège du FMI				T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	AT couverte par le siège du FMI
TCHAD	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des gestionnaires en matière de maîtrise du portefeuille et suivi des obligations fiscales	1. Mis à jour des renseignements permanents et cartographie des risques par secteur d'activité des grandes et moyennes entreprises assujetties à la TVA 2. Programme de suivi et contrôle sur pièces détaillé des gestionnaires	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièces sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	1. Augmentation des taux de respect des obligations fiscales et des déclarations utiles de TVA 2. Le taux de couverture en contrôle sur pièces des grandes et moyennes entreprises est acceptable	T1	0,5	2,0	2,0	4,5	0,5	2,0	2,0	4,5	Activité réalisée en T3
TCHAD	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	Renforcer la capacité des vérificateurs en matière de contrôle fiscal	1. Note méthodologique sur les contrôles TVA et sur place 2. Programme de contrôle ponctuel TVA et sur place 3. Appui aux premières actions de contrôle ponctuels et sur place	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	1. Le taux de couverture en contrôle ponctuel est acceptable 2. Le taux de couverture en contrôle sur place est acceptable 3. Le traitement des contrôles se font suivant les normes techniques établies	T3	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5	
TCHAD	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	Projet - 4ème mission - Appui à la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature budgétaire et prise en charge des budgets annexes et comptes spéciaux dans la présentation de loi de finances	Assurer une meilleure classification des opérations budgétaires en recettes et en dépenses	Schéma de présentation de la nouvelle structure budgétaire de l'Etat en conformité avec la loi organique Budget de l'Etat	La nouvelle nomenclature budgétaire est cohérente avec les directives et les spécificités du pays.	Adoption de la nouvelle nomenclature et applications paramétrées	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Présentation de la loi de finances initiale 2016 dans la nouvelle nomenclature inspirée des directives de la CEMAC
TCHAD	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	Projet - 5ème mission - Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes et appui à la mise en œuvre du logiciel comptable	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité	Suivi du plan d'action de fiabilisation de la comptabilité de l'Etat -Table de passage ancien/nouveau PCE disponible	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T2	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
TCHAD	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en œuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité et finalisation des travaux de fiabilisation de la balance des comptes - Evaluation du projet	Améliorer l'image fidèle comptable et renforcer les fondamentaux de la comptabilité (suivi des indicateurs)	Evaluation du niveau de fiabilité de l'Etat (suivi des indicateurs)	La comptabilité est plus fiable et plus sincère	Amélioration du niveau des indicateurs de qualité de la balance générale et de la documentation comptable (exercice 2015)	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	à l'étude
TCHAD	Statistiques des Finances Publiques	1- Appui à la mise en place de la directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) portant sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) Résultats attendus : Transposition de la directive dans la législation nationale et début de la mise en place de la directive en élaborant un TOFE préliminaire basé GSM 2001 pour le sous-secteur budgétaire de l'administration centrale	Assistance technique en statistiques des finances publiques (SFP)	Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)	1) Etat des lieux de la mise en place de la directive TOFE - 2) Un tableau de passage entre la nomenclature nationale et les SFP	1) Transposition de la directive TOFE au niveau de la législation nationale - 2) Données annuelles des SFP sur la base du MSFP 2014	Transmission régulière des données SFP au FMI suivant le format du MSFP 2014	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0	Directive est déjà transposée, identification des sources de données base droits constaté : élaboration d'un table de classification entre comptes des NBE/PCF et ceux du MSFP 2014.
TCHAD	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisoires	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	les comptes provisoires 2014 et 2015 sont disponibles	Le système simplifié est utilisé pour les comptes provisoires	Nombre de personnes formées	T2	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
TCHAD	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Travaux des comptes de 2014 à l'aide de l'outil ERETES	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse intermédiaire	Formation sur la synthèse intermédiaire	Nombres de personnes formées	T1	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
TCHAD	Statistiques Macroéconomiques	1- Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Elaboration des comptes nationaux définitifs de 2014	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	Synthèse finale des comptes	Formation sur la synthèse finale	Nombres de personnes formées	T4	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)						Résultats atteints / Commentaires		
									Prévues			Utilisées					
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller		Bureau	Site
TCHAD	Statistiques Macroeconomiques	1 - Les comptes nationaux annuels Résultats attendus : Réduction des retards des comptes	Poursuite des travaux de comptes nationaux provisionnels	Accélérer la production des comptes nationaux et rattraper le retard	La série 2005-2015 est disponible	Formation sur le système simplifié	Nombres de personnes formées	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Deux missions d'experts de court terme transférées en mission du Conseiller pour la finalisation de la série 2005-2015.
TCHAD	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Formation sur l'identification et la gestion des sources de vulnérabilité d'un portefeuille de dette	Appropriation des techniques d'identification et de gestion des risques d'un portefeuille de dette	Support de formation et rapport de mission	Les cadres sont capables d'identifier et mesurer les différents risques d'un portefeuille de dette et procéder des mesures pour atténuer ces risques	Le nombre de cadres formés	T3	0,5	2,0	2,5	5,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Formation réalisée en mars 2016; les cadres ont approprié les techniques d'évaluation et de gestion des risques appliquées au portefeuille de la dette du Tchad.
TCHAD	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Assistance/Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	Former le personnel sur le processus d'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme	Support de formation, outil SDMT et rapport de mission	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT et sont capables d'appliquer le cadre aux données de leur pays	Les agents produisent un premier document à annexer à la Loi de Finances.	T2	0,5	2,0	2,5	5,0	1,5	2,0	2,5	6,0	Exécutée: La direction de la dette est mieux préparée au processus d'élaboration d'une SDMT et un premier document sur les orientations générales de la stratégie de la dette a été élaboré et serait annexé à la Loi de Finances.
TCHAD	Gestion de la Dette Publique	1. La modernisation du cadre institutionnel, réglementaire et organisationnel pour la gestion de la dette publique Résultats attendus : Le cadre juridique, réglementaire et institutionnel mis en place est conforme au règlement de la CEMAC. La chaîne de gestion de la dette est structurée en front, middle et back office. Le comité national de dette publique est mis en place et opérationnel.	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures des opérations de gestion de la dette publique	formaliser les procédures opérationnelles applicables aux opérations de création, de gestion, d'évaluation et de contrôle de la dette publique.	Manuel de procédures et rapport de mission	Les autorités disposent d'un guide à l'exécution des actes d'emprunt et de gestion des opérations de la dette publique.	Elaboration d'un manuel de procédures de la dette	T4	1,5	2,0	0,0	3,5	1,5	2,0	0,0	3,5	Modification de l'objet de la mission sur demande des autorités en un deuxième atelier de formation sur le SDMT
BEAC	Gestion de la Dette Publique	2. La généralisation des pays à l'utilisation des mécanismes de marché pour couvrir leurs besoins de financement Résultats attendus : Le nombre d'émetteurs sur le marché, le nombre d'émissions de titres d'Etat, les différents instruments de dette de marché utilisés.	Titration de la dette publique intérieure.	Appuyer la BEAC à établir le cadre juridique et les procédures et conditions de titration de la dette publique intérieure, y compris la dette des pays vis-à-vis la BEAC	Rapport de mission	un projet de texte est élaboré et un plan d'action est proposé.	présentation d'un projet de texte sur la titration	T4	2,0	2,0	2,0	6,0	0,5	2,0	2,0	4,5	Mission réalisée en T4, les grandes lignes du cadre juridique ont été établies
CEMAC	Administration Douanière	1- Renforcement de la coopération régionale et internationale pour aider à la mise en oeuvre du programme de création du marché commun Résultats attendus : Mise en oeuvre du programme de création du marché commun	Etablir le contact avec la CEMAC	Définir les voies de coopération entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations douanières	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en oeuvre des règles communautaires par les Etats membres 2. Actualisation du Code des douanes communautaires conformes aux standards internationaux	Le projet d'actualisation du Code des douanes communautaires est lancé officiellement	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge de la gestion du projet USA-CEMAC
CEMAC	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Appréhension du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Etablir le contact avec la CEMAC	Définir les voies de coopération entre l'AFRITAC du Centre et la CEMAC pour le renforcement des capacités des administrations fiscales dans la gestion de la TVA	Plan d'actions d'actualisation des règles de l'Union Douanière, comprenant la refonte du Code des Douanes Communautaire	1. Evaluation du niveau de mise en oeuvre des directives portant harmonisation des législations fiscales 2. Actualisation des principales directives portant harmonisation des législations fiscales 3. Internalisation des règles fiscales communautaires	Le projet d'actualisation des directives en vue de l'harmonisation des politiques fiscales est lancé officiellement	T1	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge de questions de politique fiscale (FAD/TP)
CEMAC	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en oeuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	1 - Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	Harmoniser le cadre des finances publiques des pays de la CEMAC	Lettre transmettant les observations sur les projets de textes assortis des propositions d'amélioration	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des états membres.	Délais et qualité des avis de conformité délivrés par la C-CEMAC	T1 à T4	2,0	0,0	0,0	2,0	4,0	0,0	0,0	4,0	Observations Textes RCA et Guinée Equatoriale et Congo
CEMAC	Gestion des Finances Publiques	1- Adoption et mise en oeuvre des directives CEMAC dans les états membres Résultats attendus : Les directives sont transposées dans les droits nationaux et appropriés par les acteurs.	2 - Participations aux activités de formation de la CEMAC (budgétaire, comptable, communauté des praticiens des FP)	Renforcer le cadre des finances publiques de la CEMAC	Rapport des ateliers / des routes	Les capacités des gestionnaires de la CEMAC sont renforcées	Nombre de participants et taux de satisfaction supérieur à 85%	T1 à T4	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Participation à Brazzaville du 02 au 05 Août de 1ère réunion du Comité des Praticiens en Finances Publiques de l'Afrique Centrale/Séminaire à Douala
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards basés Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 1	revoir le ratio actuel et faire une QIS sur un ratio davantage risk-sensitif	projet de ratio et envoi d'une QIS aux banques	Le QIS est lancée avec un projet de ratio	QIS mise au point et envoyée	T1	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée à la demande du SG-COBAC et remplacée par une mission de formation des nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	1- Convergence des cadres légaux et réglementaires avec les standards basés Résultats attendus : Convergence du cadre réglementaire avec les standards internationaux	Révision du cadre réglementaire pour le risque de liquidité : mission 2	revoir le ratio actuel et élaborer un règlement sur la base des résultats du QIS	règlement achevé	règlement achevé	Règlement achevé	T3	2,0	2,0	2,0	6,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Mission annulée en lien avec la précédente.
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Formation à la supervision basée sur les risques	Former les nouveaux cadres de la BEAC/COBAC à la supervision basée sur les risques	Supports de formation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluations des participants	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle mission réalisée, demandée par la COBAC, en remplacement de la mission sur la liquidité, du 11 au 22 juillet 2016 (STX Sophie Imani).
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Révision du modèle de rapport de contrôle sur place des banques	modifier les rapports de contrôle en prenant en compte la SBR	projet de rapport de contrôle sur place	Le nouveau modèle est utilisé lors des inspections	Utilisation du nouveau rapport dans les missions	T1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0	Nouvelle mission réalisée, demandée par la COBAC, du 13 au 24 juin 2016 (STX Alexis Boher)
CEMAC (COBAC)	Régulation et Supervision Bancaire	2- Transition vers l'approche de supervision basée sur les risques Résultats attendus : Meilleur contrôle des risques bancaires et utilisation plus efficiente des ressources de supervision	Renforcer la qualité des procédures internes de la COBAC	Etablir une "procédure de procédures" pour structurer le processus de gestion des procédures internes au SG-COBAC en matière de supervision bancaire	Rapport de mission, canevas de procédures	La SG-COBAC a la capacité de structurer sa fonction de gestion des procédures de ses différents départements, pour mieux formaliser les modalités de mise en oeuvre de la supervision basée sur les risques. Au besoin, ce projet pourra se poursuivre en FY2019.	Rapport de mission, canevas de procédure	T4	0,0	0,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	Mission sur place de deux semaines à la COBAC. LTX solo Réalisation anticipée du programme 2018 en avril 2017.

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)									Résultats atteints / Commentaires
									Prévues			Utilisées						
									Conseiller	Bureau	Site	ECT	Total	Conseiller	Bureau	Site	ECT	
REGIONAL	Administration Douanière	1- Renforcement de la coopération régionale et internationale pour aider à la mise en œuvre du programme de création du marché commun Résultats attendus : Mise en œuvre du programme de création du marché commun	Réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Pérenniser ce cadre de coopération technique pour l'application harmonisée de la législation et des pratiques douanières des pays membres d'AFRITAC Centre	Compte rendu de la quatrième réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	Harmonisation de la législation et des pratiques douanières dans la région et renforcement de l'assistance sous-régionale pour les pays membres d'AFRITAC Centre	La rencontre annuelle des directeurs généraux de douanes des pays membres d'AFRITAC centre a lieu en 2016 et son plan de travail pour l'année 2017 élaboré	T4	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2,5	Activité désormais journalière, avec la réunion annuelle du programme JSA-FMI-CEMAC. AFRITAC Centre prend en charge les frais des participants du Burundi et de la République Démocratique du Congo (non membres de la zone CEMAC) et de la CEEAC	
REGIONAL	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Séminaire commun AFD sur l'outil RA-FIT et la simplification des procédures de déclaration et de paiement	1. Actualiser la base RA-FIT au titre du Zeme cycle et lancement du 2eme cycle de collecte 2. Simplifier et moderniser les procédures de déclaration et de paiement des droits et taxes	1. Base RA-FIT a jour avec les données de 2014 et 2015 2. Boîte à outils et plan conjoint d'actions de simplification des procédures de déclaration et de paiement 3. Plan d'actions de bancarisation des recettes douanières et fiscales	1. Les données essentielles des administrations fiscales sont disponibles 2. Les procédures de déclaration et de paiement sont simplifiées et modernisées	1. Le taux de remplissage de la base RA-FIT est au moins égal à 75% 2. De nouvelles procédures fiscales modernes sont proposées et mise en place progressivement	T1	1,0	0,0	1,0	2,0	1,0	0,0	1,0	2,0		
REGIONAL	Administration Fiscale	1- Renforcement de l'administration de la TVA, pivot de la transition fiscale Résultats attendus : Augmentation du rendement de la TVA, pivot de la transition fiscale	Séminaire sur l'intégration des missions douanières et fiscales dans le cadre de la lutte contre la fraude à la TVA	Renforcer la collaboration entre la douane et les impôts pour lutter contre la fraude à la TVA	1. Un guide de croisement des données douanières, fiscales et comptables 2. Un guide sur la préparation et la conduite des opérations de contrôle mixte est élaboré	La collaboration entre la douane et les impôts, en matière de prévention et d'actions de contrôle, contribue au renforcement de la lutte contre la fraude à la TVA	1. Le nombre de pays ayant signé un protocole de collaboration augmente 2. Les critères de gestion des risques fiscaux sont mutualisés 3. Les contrôles douaniers et fiscaux sont mieux préparés et ciblent les dossiers à forts enjeux	T1	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5	Activité réalisée en T4	
REGIONAL	Administration Fiscale	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Cours régional (CRD) sur la gestion macroéconomique	Renforcer la capacité des cadres régionaux en matière de gestion macroéconomique	Sensibilisation des acteurs concernés	Les communications délivrées et les enseignements du cours	Compte rendu du cours et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	4,0	4,0	0,0	0,0	4,0	4,0		
REGIONAL	Gestion de la Dette Publique	2- Renforcer les capacités analytiques et opérationnelles des organismes en charge de la gestion de la dette publique Résultats attendus : Les autorités en charge de la gestion de la dette sont capables de mieux analyser les opérations de la dette, de formuler la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et de réaliser l'AVD de leur pays. Les documents tels que la stratégie d'emprunt et le rapport de gestion de la dette sont régulièrement produits et publiés.	Atelier régional sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de dette publique.	Permettre aux agents des bureaux de l'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les mesures permettant l'atténuation des risques.	Support de formation	Les cadres sont formés sur les meilleures pratiques et les techniques de risques financiers liés à la dette publique.	Evaluation de l'atelier et le nombre de cadres formés	T4	2,5	1,0	1,0	4,5	1,5	1,0	1,0	3,5	Séminaire réalisé à Libreville. Il a permis à 18 fonctionnaires de la dette d'appropriation des techniques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques d'un portefeuille de dette et les actions permettant l'atténuation des risques.	
REGIONAL	Gestion des Finances Publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, TOFE et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-17	T1	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	A réaliser en avril 2017	
REGIONAL	Gestion des Finances Publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération	Séminaire sur le contrôle de régularité (RCA, TOHAD, CONGO BRAZZA et RDC)	Améliorer le contrôle de régularité des dépenses	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des administrations chargées des contrôles	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-17	T2	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	A réaliser en mars 2017	
REGIONAL	Gestion des Finances Publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération	FOHBAC	Favoriser l'échange d'expériences et des bonnes pratiques en matière de gestion budgétaire	Les communications délivrées et les recommandations du FOHBAC	Sensibilisation des administrations budgétaires à la modernisation de méthodes et outils budgétaires	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation).	T4	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Mai 2016 Organisation du forum des hauts fonctionnaires du budget initialement prévu en Mars	
REGIONAL	Gestion des Finances Publiques	6- Renforcement des capacités Résultats attendus : Les capacités humaines sont à même d'absorber les réformes de deuxième génération	La transparence financière : de la préparation et l'exécution de la loi de finances au compte général de l'Etat	Promouvoir la production transparente et la publication des informations financières	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs budgétaires et comptables à la transparence et la publication des informations financières de l'Etat	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-18	T3	2,0	2,0	1,0	5,0	2,0	2,0	1,0	5,0	Séminaire conjoint AFD/AFW réalisé en janvier 2017	
REGIONAL	Statistiques des Finances Publiques	3- Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques Résultats attendus : Former les agents en charge de l'élaboration du TOFE et des SFP	Séminaire régional	Introduction des objectifs du travail d'expertises pratiques portant sur la directive TOFE et le MSFP 2014	Une série de présentations et d'expertises pratiques portant sur la directive TOFE et le MSFP 2014	Discussion entre les participants et mise en place d'un plan de travail pour les pays	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation)	T1	2,0	2,0	2,0	6,0	3,0	1,0	1,0	5,0	Achievé : Séminaire régional tenu à Libreville, discussions entre les participants et élaboration d'un plan d'actions pour l'adoption du MSFP 2014 par chaque pays représenté	
REGIONAL	Statistiques des Finances Publiques	3- Le renforcement des capacités, le partage d'expérience et les bonnes pratiques régionales et internationales en matière d'élaboration des statistiques des finances publiques Résultats attendus : Former les agents en charge de l'élaboration du TOFE et des SFP	Séminaire nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	Assurer une meilleure classification budgétaire, TOFE et statistiques des opérations de l'Etat	Les communications délivrées et les recommandations du séminaire	Sensibilisation des acteurs de ces domaines	Taux de satisfaction des participants supérieur à 85% (cf. rapport d'évaluation), duplication du séminaire dans au moins deux pays en 2015-17	T4	1,0	1,0	2,0	4,0	5,0	1,0	1,0	7,0		
REGIONAL	Statistiques Macroéconomiques	4 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Atelier d'AFRISTAT en comptabilité nationale	Renforcer les capacités et coordonner l'assistance technique	Programme coordonné d'assistance technique	Echanges d'information sur les programmes des uns et des autres	Evaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	AFRISTAT n'a pu organiser ce séminaire.
REGIONAL	Statistiques Macroéconomiques	4 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Séminaire formation au SCN 2008 pour les débutants - Théorie et pratique	Renforcer la capacité des comptables nationaux à élaborer les comptes nationaux.	Les présentations et études de cas	La compréhension du système de comptabilité nationale par les cadres nationaux est renforcée	Evaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T2	2,0	1,0	2,0	5,0	2,0	1,0	3,0	6,0		
REGIONAL	Statistiques Macroéconomiques	4 - Renforcement des capacités Résultats attendus : Formation des cadres aux travaux de comptabilité nationale	Séminaire CEMAC / CEEAC	Participation du Conseiller	Coordination		Evaluation de l'atelier est satisfaisante / Nombre de participants	T3	1,0	1,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	La CEMAC ou la CEEAC n'a pas organisé de séminaire auquel l'AFAC a été convié.
REGIONAL	Régulation et Supervision Bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles.	Séminaire régional sur prévention du blanchiment d'argent et lutte contre le financement du terrorisme	Faire un benchmark des dispositifs régionaux par rapports aux standards internationaux	Supports de formation	définition d'une feuille de route pour l'établissement des dispositifs régionaux	Compte rendu du séminaire et évaluation des participants	T1	2,0	1,0	1,0	4,0	2,0	1,0	1,0	4,0	Mission réalisée du 20 au 24 juin 2016 avec le STX Philippe Ruzet.	
REGIONAL	Régulation et Supervision Bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles.	Séminaire régional sur la gouvernance et la lutte anti-blanchiment	Répondre à la demande du CBSAOC pour mise à jour des connaissances	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Supports de présentation	T2	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	Nouvelle mission réalisée en RDC à la demande du CBSAOC du 22 au 26 août 2016 par le LTX	

Zone d'intervention	Domaine d'intervention	Axe d'intervention	Activité	Objectifs	Produits/ Livrables	Résultats attendus	Indicateurs	Période prévue de l'activité	Ressources (personnes semaines)								Résultats atteints / Commentaires
									Prévues				Utilisées				
									Conseiller		ECT	Total	Conseiller		ECT	Total	
Bureau	Site	Bureau	Site														
REGIONAL	Régulation et Supervision Bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles.	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques	Présentation des bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques dans ce domaine; partage d'expérience entre autorités	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluation des participants	T3	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	1,0	0,0	3,0	Nouvelle mission proposée par le LTX à la SCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 12 au 16 décembre 2016 (animé par le LTX).
REGIONAL	Régulation et Supervision Bancaire	0- Séminaires régionaux Résultats attendus : Feuilles de route pour transposition des standards internationaux et la méthodologie de mise en œuvre des contrôles.	Séminaire régional méthodologique sur le contrôle de la maîtrise des risques opérationnels	Présentation des bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques dans ce domaine; partage d'expérience entre autorités	Supports de présentation	Renforcement des capacités	Rapport de mission et évaluation des participants	T4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2,0	4,0	Nouvelle mission proposée par le LTX à la SCC, la BRB et la COBAC, sous la forme d'un séminaire méthodologique d'une semaine à Libreville, du 20 au 24 février 2017 (animé par le STX Jean-Charles Normandi).



ANNEXE 3 : SUIVI DE L'UTILISATION DES RESSOURCES PROGRAMMEES DE L'ANNEE FISCALE 2017 PAR PAYS/REGION
(EN PERSONNES SEMAINES, MAI 2016-AVRIL 2017)

Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2017			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
I- MISSIONS CONSEILLERS ET EXPERTS COURT TERME								
BURUNDI	22,5	22,0	23,0	67,5	16,0	13,0	17,0	46,0
Administration Douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration Fiscale	0,5	1,0	2,0	3,5	0,5	1,0	2,0	3,5
Gestion des Finances Publiques	6,0	6,0	6,0	18,0	6,0	6,0	6,0	18,0
Statistiques Macroéconomiques	2,0	0,0	4,0	6,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,0	1,0	4,0
Gestion de la Dette Publique	2,5	3,0	0,0	5,5	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et Supervision Bancaire	9,0	10,0	7,0	26,0	5,0	2,0	3,0	10,0
CAMEROUN	10	14	8	32	11	11,5	11,5	34
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration Fiscale	1,0	4,0	0,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des Finances Publiques	6,0	6,0	6,0	18,0	6,0	6,0	6,0	18,0
Statistiques Macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	2,0	3,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	1,5	1,5	5,0
Gestion de la Dette Publique	0,5	2,0	0,0	2,5	1,0	2,0	0,0	3,0
CONGO	12,0	14,0	14,0	40,0	13,5	17,5	14,5	45,5
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration Fiscale	1,0	2,0	2,0	5,0	1,0	2,0	2,0	5,0
Gestion des Finances Publiques	2,0	2,0	1,0	5,0	1,0	1,0	2,0	4,0
Statistiques Macroéconomiques	4,0	4,0	4,0	12,0	6,0	6,0	6,0	18,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la Dette Publique	2,5	4,0	5,0	11,5	3,5	6,5	2,5	12,5
GABON	16,0	9,0	13,0	38,0	15,5	12,0	13,0	40,5
Administration Douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration Fiscale	4,5	0,0	2,0	6,5	4,5	0,0	2,0	6,5
Gestion des Finances Publiques	5,0	5,0	5,0	15,0	5,0	5,0	5,0	15,0
Statistiques Macroéconomiques	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des Finances Publiques	4,0	2,0	2,0	8,0	4,0	5,0	4,0	13,0
Gestion de la Dette Publique	1,0	2,0	0,0	3,0	1,5	2,0	0,0	3,5
GUINEE-EQUATORIALE	6,5	9,0	16,0	31,5	4,5	5,5	7,5	17,5
Administration Douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration Fiscale	2,0	2,0	4,0	8,0	2,0	2,0	4,0	8,0
Gestion des Finances Publiques	1,0	3,0	8,0	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques Macroéconomiques	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,5	1,5	4,0
RCA	18,0	20,0	33,0	71,0	16,0	17,0	35,0	68,0
Administration Douanière	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0
Administration Fiscale	1,5	3,0	14,0	18,5	1,5	4,0	14,0	19,5
Gestion des Finances Publiques	6,0	5,0	6,0	17,0	6,0	5,0	6,0	17,0
Statistiques Macroéconomiques	3,0	4,0	2,0	9,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	4,0	4,0	2,0	10,0	3,0	4,0	4,0	11,0
Gestion de la Dette Publique	2,5	4,0	5,0	11,5	2,5	2,0	5,0	9,5
RDC	24,0	26,0	33,0	83,0	16,0	20,0	27,5	63,5
Administration Douanière	0,5	0,0	2,0	2,5	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration Fiscale	2,0	4,0	4,0	10,0	2,0	4,0	4,0	10,0
Gestion des Finances Publiques	3,0	2,0	4,0	9,0	3,0	2,0	4,0	9,0
Statistiques Macroéconomiques	5,0	6,0	4,0	15,0	4,0	4,0	6,0	14,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la Dette Publique	4,5	4,0	5,0	13,5	2,5	2,0	3,5	8,0
Régulation et Supervision Bancaire	7,0	8,0	12,0	27,0	2,0	6,0	6,0	14,0
TCHAD	15,0	17,0	21,0	53,0	11,0	16,0	10,5	37,5
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration Fiscale	1,0	2,0	4,0	7,0	1,0	2,0	4,0	7,0
Gestion des Finances Publiques	6,0	5,0	6,0	17,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Statistiques Macroéconomiques	3,0	2,0	4,0	9,0	2,0	4,0	0,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	2,0	2,0	2,0	6,0	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la Dette Publique	2,5	6,0	5,0	13,5	4,0	6,0	2,5	12,5
CEMAC	11,0	7,0	6,0	24,0	10,5	6,0	6,0	22,5
Administration Douanière	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Administration Fiscale	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0
Gestion des Finances Publiques	3,0	2,0	0,0	5,0	5,0	2,0	0,0	7,0
Gestion de la Dette Publique	2,0	2,0	2,0	6,0	0,5	2,0	2,0	4,5
Régulation et Supervision Bancaire	4,0	3,0	4,0	11,0	3,0	2,0	4,0	9,0
Total I	135,0	138,0	167,0	440,0	114,0	118,5	142,5	375,0
Ressources utilisées au 04/30/2017								
Domaines d'intervention / Zone	Ressources programmées				Ressources utilisées au 04/30/2017			
	Année Fiscale 2017				Année Fiscale 2017			
	Conseillers		Experts CT	Total Année Fiscale	Conseillers		Experts CT	Total Ressources utilisées
Siège	Site	Siège			Site			
Administration Douanière	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2,5
Administration Fiscale	1,5	1,0	7,0	9,5	1,5	1,0	3,0	5,5
Gestion des Finances Publiques	8,0	8,0	4,0	20,0	8,0	8,0	4,0	20,0
Statistiques Macroéconomiques	4,0	3,0	2,0	9,0	2,0	1,0	3,0	6,0
Statistiques des Finances Publiques	3,0	3,0	4,0	10,0	8,0	2,0	2,0	12,0
Gestion de la Dette Publique	5,0	2,0	2,0	9,0	3,5	2,0	2,5	8,0
Régulation et Supervision Bancaire	2,0	1,0	1,0	4,0	6,0	4,0	3,0	13,0
Total II	24,0	18,0	20,0	62,0	29,5	19,0	18,5	67,0
TOTAL MISSIONS ET SEMINAIRES / ATELIERS (I+II)	159,0	156,0	187,0	502,0	143,5	137,5	161,0	442,0



ANNEXE 4. Suivi de l'implémentation du programme de travail de l'année fiscale 2017

Domaine : Administration douanière

Administration douanière – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Réunion annuelle des directeurs généraux des douanes des pays membres d'AFRITAC Centre	AFC	2.5	Harmonisation de la législation et des pratiques douanières dans la région et renforcement de l'assistance sous régionale pour les pays membres d'AFRITAC Centre	Réalisée	14 au 17 février 2017	Totalement implémenté 100%	Activité désormais jumelée avec la réunion annuelle du programme JSA-FMI-CEMAC, AFRITAC Centre prend en charge les frais des participants du Burundi et de la République Démocratique du Congo (non membres de la zone CEMAC) et de la CEEAC
Etablir le contact avec la CEMAC	CEMAC	1	1. Evaluation du niveau de mise en œuvre des règles communautaires par les Etats membres 2. Actualisation du Code des douanes communautaire conformes aux standards internationaux	Réalisée	Tout au long de l'année	Totalement implémenté 100%	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge de la gestion du projet JSA-CEMAC
Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	BURUNDI	2.5	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	Réalisée	05 au 09 décembre 2016	Totalement implémenté 100%	

Administration douanière – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	GABON	2,5	De nouveaux critères de sélectivité sont implémentés dans SYDONIA et les contrôles sont rationalisés et plus efficaces	Réalisée	04 au 13 avril 2017		Poursuite du programme pluriannuel lancé en FY 2015, à la requête des autorités. Activité réalisée en T4
Réorganisation de l'administration douanière et modernisation de la législation et des procédures en vue de la mise en œuvre de SYDONIA World	GUINEE-EQUATORIALE	2,5	La nouvelle procédure optimise les avantages de l'informatisation, sécurise les recettes et simplifie les formalités administratives.	Réalisée	20 juin au 1 ^{er} juillet 2016		Activité avancée en T1 Poursuite du programme pluriannuel lancé en mai 2015. Nécessaire coordination de cette activité avec les visites des experts de la CNUCED pour adapter les livrables attendus aux calendriers de mise en place de SYDONIA World.
Conception d'un système automatisé de gestion des risques pour une meilleure sélectivité des contrôles	RDC	2,5	1. Mise en application effective du système de sélectivité mis à jour 2. Accroissement progressif de la part des marchandises libérées sans contrôle 3. Mobilisation des recettes par l'augmentation de l'efficacité des contrôles de la base taxable	Réalisée	05 au 09 décembre 2016		Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts douaniers.

Administration douanière – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	RCA	2,5	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité et de la qualité des contrôles post-dédouanement de la base taxable	Réalisée	06 au 17 mars 2017		Activité réalisée en T4.
Amélioration de l'efficacité des programmes de contrôle de la base taxable suivant la législation douanière en vigueur	RCA	2,5	Mobilisation des recettes douanières par une amélioration de l'efficacité du suivi/contrôle des exonérations	Réalisée	06 au 14 janvier 2017		L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal a la demande des autorités.

Domaine : Administration fiscale

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grands contribuables	BURUNDI	3,5	1. Amélioration du civisme fiscal des grands contribuables 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	Réalisée	05 au 09 décembre 2016	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux
Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	CAMEROUN	2,5	1. Meilleure connaissance des procédés et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	Réalisée	05 au 16 juillet 2016	Totalement implémenté 100%	

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	CAMEROUN	0	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanière et fiscale auprès des entreprises	Reportée		Non implémenté 0%	Activité reportée pour FY18 et ressource réallouée à la RCA
Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	GABON	1	1. Meilleure connaissance des procédés et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs a risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	Réalisée	18 au 21 juillet 2016	Totalement implémenté 100%	

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	GABON	1	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanière et fiscale auprès des entreprises	Réalisée	6 au 10 février 2017	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T4
Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	GABON	2,5	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs a risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impôt	Réalisée	27 avril au 10 mai 2017	Totalement implémenté 100%	

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	GABON	1	1. Meilleure connaissance des procédés et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs à risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	Réalisée	20 au 24 mars 2017	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T4
Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	GABON	1	1. Renforcement des capacités des vérificateurs douaniers 2. Meilleure programmation des contrôles post-dédouanement 3. Rationalisation et coordination des interventions douanière et fiscale auprès des entreprises	Réalisée	10 au 14 avril 2017	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T4

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	RDC	2,5	1. Les gestionnaires sont formes et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	Réalisée	09 au 20 mai 2016	Totalement implémenté 100%	
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	RDC	2,5	1. Les vérificateurs sont formes et effectuent des contrôles ponctuel TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	Réalisée	05 au 09 décembre 2016	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T3 sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux.
Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	RDC	2,5	1. Meilleure connaissance des procédés et circuits de fraudes à la TVA 2. Identification des opérateurs a risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Meilleure coordination des opérations de prévention et de suivi des obligations douanière et fiscale des importateurs	Réalisée	30 mai au 10 juin 2016	Totalement implémenté 100%	

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Appui à la mise en place d'une direction des grandes entreprises (DGE)	GUINEE-EQUATORIALE	4	1. Le chronogramme de mise en place de la DGE est respecté 2. Les procédures de la DGE sont modernisées et codifiées 3. Le suivi des dossiers des grandes entreprises est renforcé	Réalisée	27 juin au 01 juillet 2016	Totalement implémenté 100%	
Appui à la mise en place d'une direction des moyennes entreprises (DME)	GUINEE-EQUATORIALE	4	1. Les autorités disposent d'un chronogramme détaillé de mise en place de la DGE 2. Les dossiers des moyennes entreprises sont identifiées	Réalisée	16 au 27 janvier 2017	Totalement implémenté 100%	
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	TCHAD	4,5	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	Réalisée	14 au 23 novembre 2016	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T3

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	TCHAD	2,5	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuels TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	Réalisée	16 janvier au 02 février 2017	Totalement implémenté 100%	
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	CONGO	2,5	1. Les gestionnaires sont formés et assurent un meilleur suivi des assujettis à la TVA 2. Les contrôles sur pièce sont effectués et des dossiers sont proposés en contrôle sur place	Réalisée	17 au 28 octobre 2016	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T3
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes et moyennes entreprises	CONGO	2,5	1. Les vérificateurs sont formés et effectuent des contrôles ponctuels TVA 2. Le service contrôle propose des dossiers en contrôle sur place	Réalisée	13 au 22 février 2017	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T4

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Revue du système fiscal et de son administration	RCA	8		Réalisée	09 au 20 janvier 2017	Totalement implémenté 100%	Mission diagnostic du siège du FMI financée par AFRITAC Centre
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grandes entreprises	RCA	4,5	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	Réalisée	06 au 17 mars 2017	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T4
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des moyennes entreprises	RCA	4,5	1. Amélioration du civisme fiscal des grandes entreprises 2. Meilleure mobilisation des recettes internes, notamment la TVA et les autres impôts à déclaration/paiement mensuel	Réalisée	29 octobre au 10 novembre 2016	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T3 conjointement avec la mission FAD/R2

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Lutte contre la fraude à la TVA par l'intégration des missions douanes/impôts	RCA	2,5	1. Elargissement de l'assiette de la TVA 2. Identification des opérateurs a risque et programme de contrôles fiscaux TVA 3. Programme de contrôle conjoint Douane/Impôt	Réalisée	09 au 20 janvier 2017	Totalement implémenté 100%	L'objectif de la mission a été modifié en une évaluation du système douanier et fiscal a la demande des autorités.
Etablir le contact avec la CEMAC	CEMAC	1	1. Evaluation du niveau de mise en œuvre des directives portant harmonisation des législations fiscales 2. Actualisation des principales directives portant harmonisation des législations fiscales 3. Internalisation des règles fiscales communautaires	Réalisée	Tout au long de l'année	Totalement implémenté 100%	Activité menée en coordination avec les services du siège en charge des questions de politique fiscale (FAD/TP)
Séminaire commun AFC sur l'outil RA-FIT et la simplification des procédures de déclaration et de paiement	REGIONAL	2	1. Les données essentielles des administrations fiscales sont disponibles 2. Les procédures de déclaration et de paiement sont simplifiées et modernisées	Réalisée	06 au 10 juin 2016	Totalement implémenté 100%	

Administration fiscale – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (En personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Séminaire sur l'intégration des missions douanières et fiscales dans le cadre de la lutte contre la fraude à la TVA	REGIONAL	3,5	La collaboration entre la douane et les impôts, en matière de prévention et d'actions de contrôle, contribue au renforcement de la lutte contre la fraude à la TVA	Réalisée	13 au 17 mars 2017	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T4
Amélioration de l'efficacité des programmes de suivi des opérations de gestion et de contrôles des grands contribuables	RDC	2,5	La gestion des remboursements des entreprises du secteur des ressources naturelles est modernisée et codifiée en vue de la mise en place des téléprocédures	Réalisée	05 au 09 décembre 2016	Totalement implémenté 100%	Activité réalisée en T3 sous la forme d'atelier national délocalisé des experts fiscaux.

Domaine : Gestion des finances publiques

Gestion des finances publiques – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Séminaire Régional. Thème : Nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux	AFC	5	Sensibilisation des acteurs de ces domaines.	Réalisée	24 au 28 Avril 2017	Totalement implémenté (100%)	
Séminaire régional sur le contrôle interne	AFC	5	Sensibilisation des acteurs de ces domaines.	Réalisée	06 au 10 Mars 2017	Totalement implémenté (100%)	
FOHBAC – Sixième édition	AFC	5	Sensibilisation des administrations budgétaires à la modernisation des méthodes et outils budgétaires.	Réalisée	25 au 28 Mai 2016	Totalement implémenté (100%)	
Séminaire régional. La transparence financière : de la préparation et l'exécution de la loi de finances au compte général de l'Etat	AFC	5	Sensibilisation des acteurs budgétaires et comptables à la transparence et la publication des informations financières de l'Etat.	Réalisée	23 au 27 Janvier 2017	Totalement implémenté (100%)	Séminaire conjoint AFC/AFW
Appui à l'avis de conformité de la CEMAC	CEMAC	4	Les textes adoptés sont alignés sur les directives et conformes aux spécificités des États membres.	Réalisée	T1 à T4	Totalement implémenté (100%)	Observations Textes RCA et Guinée Equatoriale et Congo

Gestion des finances publiques – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Participations aux activités de formation de la CEMAC (Budgétaire, comptable, communauté des praticiens des finances publiques)	CEMAC	3	Les capacités des experts et praticiens de la CEMAC sont renforcées.	Réalisée	Août 2016	Totalement implémenté (100%)	Participation à Brazzaville du 02 au 05 août de la 1 ^{ère} réunion du Comité des Praticiens en Finances Publiques de l'Afrique Centrale. Séminaire à Douala.
Atelier de renforcement capacités sur la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale de l'Etat	GUINEE-EQUATORIALE	0	Les capacités des participants sont renforcées en matière de comptabilité budgétaire et comptabilité générale.	Annulée		Non implémenté (0%)	Mission annulée par les autorités du pays.
Mission du siège financée par AFRITAC Centre	GUINEE-EQUATORIALE	0	Renforcement de l'organisation comptable.	Annulée		Non implémenté (0%)	Mission annulée par le pays. Mission HQ/AFC Ressources prévues : 3 personnes pendant 2 semaines.
Projet - 4 ^{ème} mission - Appui à la mise en œuvre de la nouvelle nomenclature budgétaire et prise en charge des budgets annexes et comptes spéciaux dans la présentation de loi de finances.	TCHAD	6	La nouvelle nomenclature budgétaire est cohérente avec les directives et les spécificités du pays.	Réalisée	10 au 21 Octobre 2016	Totalement implémenté (100%)	Présentation de la loi de finances initiale 2016 dans la nouvelle nomenclature inspirée des directives de la CEMAC.

Gestion des finances publiques – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Projet - 5ème mission - Atelier comptabilité - Poursuite des travaux de fiabilisation de la balance des comptes et appui à la mise en œuvre du logiciel comptable.	TCHAD	5	Automatiser et fiabiliser les comptes de l'Etat pour une meilleure qualité comptable	Réalisée	14 au 28 Avril 2017	Totalement implémenté 100%	
Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité et finalisation des travaux de fiabilisation de la balance des comptes - Evaluation du projet.	TCHAD	6	La comptabilité est plus fiable et plus sincère	Réalisée	14 au 28 Avril 2017	Totalement implémenté 100%	
Projet - 4ème mission sur le contrôle de régularité des dépenses (Atelier/visite sur le terrain).	BURUNDI	6	Mise en œuvre des dispositions de la loi organique	Réalisée	06 au 10 Mars 2017	Totalement implémenté 100%	Prise en compte dans le séminaire contrôle interne
Projet - 5ème mission - Mission sur la budgétisation de la masse salariale	BURUNDI	6	Fiabiliser les prévisions de la masse salariale	Reportée		Non Implémenté (0%)	Atelier à délocaliser à Libreville.
Projet - 6ème mission - Atelier comptabilité - Amélioration de la documentation comptable	BURUNDI	6	Les fiches techniques sont disponibles et paramétrées dans le nouveau logiciel comptable.	Réalisée	06 au 10 Juin 2016	Totalement implémenté (100%)	Atelier en juin sur la mise au point du paramétrage du module comptabilité du logiciel intégré de gestion des finances publiques.

Gestion des finances publiques – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Mission de suivi sur la mise en œuvre des recommandations d'AFRITAC Centre sur les budgets de programme (BP) et le cadre de performance.	CONGO	3	Les recommandations AFC visant l'appropriation de la réforme sont mises en œuvre.	Annulée		Non implémenté (0%)	Evaluation du projet de 2 ans 2014/2016. Point sur l'état de mise en œuvre des recommandations.
Atelier d'appui à l'adaptation de la directive CEMAC portant PCE et articulation avec la nomenclature budgétaire.	CONGO	3	Le cadre comptable de l'Etat est modernisé conformément au cadre de la CEMAC.	Reportée		Non implémenté (0%)	Si expert disponible.
Mise en place d'un cadre de suivi des Etablissements Publics et identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat (Budgets annexes et Comptes d'affectation)	GABON	6	Disponibilité dans le projet de loi de finances des informations consolidées sur les opérations budgétaires des organismes publics.	Réalisée	08 au 20 Mai 2016	Totalement implémenté (100%)	Identification des affectations de recettes dans le budget de l'Etat. Projet de texte pour le renforcement de la tutelle financière des établissements publics
Adaptation du contrôle à priori à la budgétisation par objectif de programmes (BOP)	GABON	6	Mise en place du contrôle modulé.	Réalisée	20 juin au 1 ^{er} juillet 2016	Totalement implémenté (100%)	Plan d'action pour la mise en place du contrôle interne au Ministère de l'Education

Gestion des finances publiques – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Atelier de sensibilisation de la Cour des Comptes pour l'examen du projet de loi de règlement en mode programmes	GABON	3	L'avis de la Cour sur les lois de règlement s'améliore en termes de qualité et de délais	Réalisée	02 au 06 Mai 2016	Totalement implémenté (100%)	En liaison avec FAD/M2 rapport sur le règlement du budget en mode BOP.
Projet RDC -4ème mission sur la mise en place du cadre de performance	RDC	8	Disponibilité d'un schéma institutionnel conforme à la LOFIP.	Réalisée	Juin 2016	Totalement implémenté (100%)	Mission sur les projets annuels de performance
Projet RDC - 5ème mission sur la mise en place du cadre de performance - Visite d'immersion sur le budget de programme	RDC	1	Effectivité de la réforme dans les ministères prioritaires	Réalisée	16 au 20 Mai 2016	Totalement implémenté (100%)	Recommandations pour renforcer le processus de la réforme et plan d'action pour la réalisation des projets annuels de performance.
Projet - 6ème mission (Fin) fiabilisation Balance et préparation du bilan d'ouverture (BO)	CAMEROUN	6	La balance des comptes est plus fiable et la comptabilité mieux documentée en vue du bilan d'ouverture de l'Etat	Réalisée	03 au 18 Avril 2017	Totalement implémenté (100%)	Initialement prévue du 13 au 20 février 2017
Appui à la mise en place d'un contrôle des dépenses modulé	CAMEROUN	3	Mise en place du contrôle modulé	Réalisée	02 au 17 Avril 2017	Totalement implémenté (100%)	

Gestion des finances publiques – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Appui à la mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat	CAMEROUN	6	Nomenclature rénovée et cohérente avec le plan de comptes de l'Etat validée au plan technique.	Réalisée	3 au 18 Avril 2017	Totalement implémenté (100%)	
Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable.	RCA	6	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités.	Réalisée	5 au 16 décembre 2016	Totalement implémenté (100%)	
Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	RCA	6	Le rétablissement progressif de la fonction budgétaire e l'Etat s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action adopté par les autorités	Réalisée	5 au 16 décembre 2016	Totalement implémenté (100%)	
Appui à la reconstitution de la fonction budgétaire et comptable	RCA	5	Restauration progressive des fondamentaux de la comptabilité et gestion de la trésorerie	Réalisée	13 au 24 Mars 2017	Totalement Implémenté (100%)	

Domaine : Statistiques macroéconomiques

Statistiques macroéconomiques – Suivi de l’implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l’activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l’activité	Date de réalisation	Niveau d’implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Comptes annuels - Rattrapage des retards des comptes - Formation	RDC	5	Interpolation des comptes 2007-2009 et 2011-2012	Réalisée	19 juillet au 2 août 2016	Partiellement implémenté (40%)	
		3	Comptes définitifs 2014 avec ERETES	Réalisée	22 août au 2 septembre 2016	Partiellement implémenté (20%)	
		6	Séries des comptes 2005-2015 – et Comptes définitifs 2014 avec ERETES	Réalisée	16 au 27 janvier 2017	Partiellement implémenté (80%)	La série 2005-2015 est disponible au moyen de l’outil simplifié – Les comptes définitifs 2014 avec ERETES sont en cours.
	CONGO	3	Comptes définitifs 2012 avec ERETES	Réalisée	16 au 27 mai 2016	Totalement implémenté (100%)	
		3	Comptes provisoires 2013, 2014 avec outil simplifié	Réalisée	4 au 15 juillet 2016	Totalement implémenté (100%)	
		3	Comptes définitifs 2014 avec ERETES	Réalisée	22 août au 2 septembre 2016	Partiellement implémenté (20%)	Collecte incomplète des données de base notamment.
		6	Comptes définitifs 2014 avec ERETES et formation	Réalisée	30 janvier au 10 février 2017	Partiellement implémenté (60%)	Difficultés d’espace de travail pour les comptables nationaux.

Statistiques macroéconomiques – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Comptes annuels - Rattrapage des retards des comptes - Formation	CONGO	3	Revisiter les modèles macroéconomiques installés - Formation	Réalisée	13 au 24 mai 2016	Totalement implémenté (100%)	
	GUINEE EQUATORIALE	3	Formation à l'outil simplifié et au SCN 2008	Réalisée	21 novembre au 2 décembre 2016	Totalement implémenté (100%)	
	TCHAD	3	Interpolation des comptes 2009-2011	Réalisée	19 au 30 septembre 2016	Totalement implémenté (100%)	
		3	Comptes de 2015 et 2016 – validation de la série 2005-2015	Réalisée	12 au 23 décembre 2016	Totalement implémenté (100%)	Série 2005-2015 prête pour diffusion
	GABON		Appuis aux travaux de mise en place des indicateurs économiques infra-annuels	Non réalisée			Le pays n'est pas prêt.
	RCA	6	Mise en place de l'outil simplifié pour l'élaboration des comptes d'interpolation et provisoires	Réalisée	13 au 24 mars 2017	Totalement implémenté (100%)	
Comptes trimestriels	CAMEROUN	3	Prise en compte des variations saisonnières et des jours ouvrables	Réalisée	30 janvier au 10 février 2017	Totalement implémenté (100%)	
	BURUNDI	5	Poursuite des travaux des comptes trimestriels	Réalisée	3 au 14 avril 2017	Totalement implémenté (100%)	

Domaine : Statistiques des finances publiques

Statistiques des finances publiques – Suivi de l’implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l’activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l’activité	Date de réalisation	Niveau d’implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Etablissement de l’état des lieux des SFP ; Prise de contact au Gabon	GABON	2	Bases pour la programmation des futures missions d’assistance technique un SFP	Réalisée	16 au 20 juin 2016	Totalement implémenté (100%)	
Appui à la classification entre les comptes de la Nomenclature Budgétaire de l’Etat – NBE, Plan Comptable de L’Etat – PCE et le MSFP 2014	GABON	3	Une table de passage entre les comptes de la NBE/PCE et le MSFP 2014	Réalisée	10 au 21 octobre 2016	Totalement implémenté (100%)	
Elaboration du TOFE des exercices 2012 - 2015	GABON	5	TOFE base MSFP 2014 des exercices 2012 – 2015 à publier	Réalisée	3 au 14 avril 2017	Totalement implémenté (100%)	
Séminaire régional – Concepts, Principes fondamentaux et méthodologie du MSFP 2014	AFC	5	Amélioration des capacités de la méthodologie du MSFP 2014	Réalisée	27 juin au 1 ^{er} juillet 2016	Totalement implémenté (100%)	

Statistiques des finances publiques – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Séminaire régional – Aspects pratiques du MSFP 2014 : des données-sources au TOFE nouveau format	AFC	7	Un bon niveau de maîtrise de l'identification des données-source du TOFE, et leur retraitement	Réalisée	24 au 28 avril 2017	Totalement implémenté (100%) Prévue fin avril 2017	
Appui à la classification entre les comptes de la Nomenclature Budgétaire de l'Etat - NBE et le MSFP 2014	RDC	3	Une table de passage entre les comptes de la NBE et le MSFP 2014	Réalisée	4 au 15 juillet 2016	Totalement implémenté (100%)	
Appui à la classification entre les comptes de la Nomenclature Budgétaire de l'Etat – NBE, Plan Comptable de L'Etat – PCE et le MSFP 2014	TCHAD	3	Une table de passage entre les comptes de la NBE/PCE et le MSFP 2014	Réalisé	17 au 28 juillet 2016	Totalement implémenté (100%)	
Appui à la révision du projet de texte de transposition de la Directive de la CEMAC du TOFE	CONGO	3	Un projet de texte à soumettre à la CEMAC pour avis de conformité	Réalisé	26 septembre au 7 octobre 2016	Totalement implémenté (100%)	
Appui à la rédaction du projet de texte de transposition de la Directive de la CEMAC du TOFE	CAMEROUN	3	Un projet de texte à soumettre à la CEMAC pour avis de conformité	Réalisée	31 octobre au 8 novembre 2016	Totalement implémenté (100%)	

Statistiques des finances publiques – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Etablissement de l'état des lieux des SFP ; Prise de contact en Guinée Equatoriale	GUINEE EQUATORIALE	4	Bases pour la programmation des futures missions d'assistance technique un SFP	Réalisée	10 au 18 octobre 2016	Totalement implémenté (100%)	
Appui à l'identification des données-sources	RCA	5	TOFE base MSFP 2014 des exercices 2011 – 2015 à publier	Réalisée	31 octobre au 8 novembre 2016	Totalement implémenté (100%)	
Elaboration d'un TOFE des exercices 2011 – 2015 format MSFP 2014	RCA	6	Une table de passage entre les comptes de la NBE/PCE et le MSFP 2014	Réalisée	13 au 24 février 2017	Partiellement implémenté (50%)	Dû au manque des données-source complètes de certaines administrations publiques et à la courte durée de la mission.
Elaboration du TOFE des exercices 2011-2015	BURUNDI	4	TOFE base MSFP 2014 des exercices 2011 – 2015 à publier	Réalisée	13 au 24 mars 2017	Partiellement implémenté (50%)	Dû au manque des données-source complètes de certaines administrations publiques et à la courte durée de la mission

Domaine : Gestion de la dette publique

Gestion de la dette publique – Suivi de l’implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l’activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l’activité	Date de réalisation	Niveau d’implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Séminaire interrégional sur l'accès au Marché International des Capitaux	AFC	4.5	Les cadres sont sensibilisés sur les opportunités et les risques liés à ces émissions.	Réalisée	18 au 22 juillet 2016	Totalement implémenté (100%)	AFC et AFW1
Atelier régional sur la gestion des risques liés à la dette	AFC	3.5	Les cadres sont formés sur les techniques de gestion des risques financiers liés à la dette.	Réalisée	24 au 28 avril 2017	Totalement implémenté (100%)	
Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	BURUNDI	-	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD.	Reportée	-	Non implémenté (0%)	Activité reportée à un exercice ultérieur.
Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette	BURUNDI	-	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT	Reportée	-	Non implémenté (0%)	Activité reportée à FY 2018.
Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	GABON	3.5	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD.	Réalisée	23 juin au 1 ^{er} juillet 2016	Partiellement implémenté (50%)	
Assistance/formation sur la politique d'endettement et les fonctions du front office	CAMEROUN	3	Les cadres sont formés sur le processus d'identification, d'évaluation et de mobilisation des ressources d'emprunt	Réalisée	23 janvier au 02 février 2017	Totalement implémenté (100%)	
Formation sur la SDMT	CONGO	3	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT	Réalisée	21 novembre au 01 décembre 2016	Partiellement implémenté (50%)	

Gestion de la dette publique – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	CONGO	6.5	Les agents produisent les premiers bulletin et rapport de la dette.	Réalisée	22 aout au 02 septembre 2016	Totalement implémenté (100%)	
Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	CONGO	3	Les agents se sont familiarisés aux concepts clés et au processus de l'AVD.	Réalisée	Mars 2017	Partiellement implémenté (50%)	
Formation de base sur la gestion des opérations de la dette	RCA	6	Les agents sont mieux outillés pour gérer le portefeuille de la dette.	Réalisée	20 février au 03 mars 2017	Totalement implémenté (100%)	
Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette	RCA	-	Les agents produisent les premiers bulletin et rapport de la dette	Reportée	-	Non implémenté (0%)	Reportée à l'exercice 2018
Formation de base sur le marché des titres de l'Etat	RDC	6	Les agents se sont familiarisés au processus de programmation, d'émission et de gestion des titres publics.	Réalisée	25 avril au 06 mai 2017	Totalement implémenté (100%)	
Formation avancée sur le marché des titres de l'Etat	RDC	-	Renforcer les capacités des agents en matière d'analyse des opérations du marché des titres publics	Reportée	-	Non implémenté (0%)	Reportée à un exercice ultérieur
Formation par immersion	RDC	2	Les agents maitrisent davantage la gestion des émissions et des relations avec le marché.	Réalisée	23 au 27 Mai 2016	Totalement implémenté (100%)	
Formation sur la gestion des risques liés à la dette	TCHAD	3	Les cadres sont formés sur les techniques de gestion des risques financiers liés à la dette.	Réalisée	13 au 22 mars 2017	Totalement implémenté (100%)	
Formation sur la SDMT	TCHAD	6	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT.	Réalisée	17 au 28 octobre 2016	Partiellement implémenté (50%)	

Gestion de la dette publique – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Titrisation de la dette publique intérieure.	BEAC	4.5	Elaboration d'un projet de texte sur la titrisation	Réalisée	10 au 14 avril 2017	Partiellement implémenté (50%)	
Appui au développement du marché des titres publics	BURUNDI	3	Les réformes sont identifiées et un plan d'action est élaboré	Réalisée	30 mai au 03 juin 2016	Partiellement implémenté (50%)	
Appui à l'élaboration du cadre juridique du marché des titres de l'Etat	RDC	-	Compléter les projets de textes relatifs au cadre juridique du marché	Reportée	-	Non implémenté (0%)	Mission reportée à l'exercice 2018.
Réforme du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique	RCA	3.5	Un plan d'action identifiant les textes et réformes à engager.	Réalisée	27 mars au 07 avril 2017	Totalement implémenté (100%)	
2 ^{ème} Formation sur la SDMT	TCHAD	3.5	Les agents se sont familiarisés au cadre d'analyse de la SDMT	Réalisée	13 au 23 Mars 2017	Totalement implémenté (100%)	

Domaine : Régulation et supervision bancaire

Régulation et supervision bancaire – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Séminaire régional LCB-FT	AFC	4	Renforcement des capacités	Réalisée	Du 20 au 24 juin 2016	Totalement implémenté 100%	
Séminaire régional CSBAOC	AFC	2	Renforcement des capacités	Réalisée	Du 22 au 26 août 2016	Totalement implémenté 100%	Nouvelle mission hors programme demandée par le CSBAOC
Séminaire régional méthodologique contrôle interne	AFC	3	Renforcement des capacités	Réalisée	Du 12 au 16 décembre 2016	Totalement implémenté 100%	Nouvelle mission hors programme proposée par l'AFC
Séminaire régional méthodologique risques opérationnels	AFC	4	Renforcement des capacités	Réalisée	Du 20 au 24 février 2017	Totalement implémenté 100%	Nouvelle mission hors programme proposée par l'AFC
Cadre réglementaire liquidité ½	CEMAC (COBAC)	0	Mise à niveau réglementaire	Non réalisée		Non implémenté 0%	Mission annulée par la COBAC (plus de besoin)
Cadre réglementaire liquidité 2/2	CEMAC (COBAC)	0	Mise à niveau réglementaire	Non réalisée		Non implémenté 0%	Mission annulée par la COBAC (plus de besoin)
Cadre réglementaire liquidité ½	BURUNDI	5	Mise à niveau réglementaire	Réalisée	Janv/Fév 2017 et du 13 au 17 mars 2017	Totalement implémenté 100%	Mission reprogrammée après annulation par BRB en juin 2016. Atelier délocalisé à Libreville.
Cadre réglementaire liquidité 2/2	BURUNDI	0	Mise à niveau réglementaire	Non réalisée		Non implémenté 0%	Mission annulée en conséquence du report de la précédente.
Cadre réglementaire banques systémiques et crises bancaires	BURUNDI	0	Mise à niveau réglementaire	Non réalisée		Non implémenté 0%	Mission annulée par l'AFC (suspension des missions et réallocation de ce domaine directement à MCM)
Transposition du pilier 2 Bâle II	BURUNDI	0	Mise à niveau réglementaire	Non réalisée		Non implémenté 0%	Mission annulée par l'AFC (suspension des missions)

Régulation et supervision bancaire – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Cadre prudentiel pour le contrôle sur place informatique	RDC	5	Développement des capacités	Réalisé	Du 4 au 16 juin 2016	Totalement implémenté 100%	
Formation des superviseurs juniors aux BCP	BURUNDI	3	Développement des capacités	Réalisé	Du 4 au 7 avril 2017	Totalement implémenté 100%	Atelier délocalisé à Libreville
Appréciation de la mise en œuvre du contrôle interne des banques	BURUNDI	0	Développement des capacités	Non réalisé		Non implémenté 0%	Mission annulée par l'AFC (suspension des missions)
Encadrement de missions de contrôle sur place	BURUNDI	0	Développement des capacités	Non réalisé		Non implémenté 0%	Mission annulée par l'AFC (suspension des missions)
Formation à la SBR	CEMAC (COBAC)	3	Développement des capacités	Réalisé	Du 11 au 22 juillet 2016	Totalement implémenté 100%	Nouvelle mission hors programme demandée par la COBAC
Révision du format des rapports de contrôle sur place	CEMAC (COBAC)	3	Développement des capacités	Réalisé	Du 13 au 24 juin 2016	Totalement implémenté 100%	Nouvelle mission hors programme demandée par la COBAC
Formation des superviseurs juniors 1/2	RDC	0	Développement des capacités	Non réalisé		Non implémenté 0%	Mission annulée par l'AFC (suspension des missions)
Formation des superviseurs juniors 2/2	RDC	0	Développement des capacités	Non réalisé		Non implémenté 0%	Mission annulée par l'AFC (suspension des missions)
Stabilité financière, rapport et tableaux de bord	BURUNDI	2	Renforcement du cadre de surveillance	Réalisé	Du 6 au 10 juin 2016	Totalement implémenté 100%	Atelier délocalisé à Libreville
Stabilité financière, finalisation du cadre institutionnel et du rapport	RDC	0	Renforcement du cadre de surveillance	Non réalisé		Non implémenté 0%	Mission annulée par l'AFC (suspension des missions et blocage au niveau des autorités de RDC)
Projet IFRS 1/3	RDC	5	Migration complète aux normes IFRS	Réalisé	Du 23 mai au 2 juin 2016	Totalement implémenté 100%	

Régulation et supervision bancaire – Suivi de l'implémentation du programme de travail – Année Fiscale 2017							
Intitulé de l'activité	Bénéficiaire	Ressources utilisées (en personnes semaines)	Résultats intermédiaires attendus	Statut de l'activité	Date de réalisation	Niveau d'implémentation des résultats intermédiaires attendus	Commentaire(s)
Projet IFRS 2/3	RDC	4	Migration complète aux normes IFRS	Réalisé	Du 17 au 29 juillet 2016	Totalement implémenté 100%	
Projet IFRS 1/3	RDC	0	Migration complète aux normes IFRS	Non réalisé		Non implémenté 0%	Mission annulée par l'AFC (suspension des missions et difficultés sérieuses de mise en œuvre du projet)



ANNEXE 5 : Séminaires régionaux/ Rencontres régionales/ Ateliers/ Training organisés pendant l'année fiscale 2017

Numéro d'ordre	Titre	Bénéficiaire(s)	Domaine(s)	Nombre de participants	Lieu	Période	Contact
Séminaires régionaux							
1	Séminaire régional sur la gestion des performances, la modernisation des procédures et la gestion de l'outil d'informations financières	AFC	Gestion des Finances Publiques	22	Libreville	06 au 10 Juin 2016	Anthony Ramarozatovo Aramarozatovo@imf.org
2	Séminaire régional sur le thème : Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et enjeux de la coordination entre autorités	AFC	Régulation et Supervision Bancaire	20	Libreville	20 au 23 Juin 2016	Alexis Boher - Aboher@imf.org
3	Séminaire régional sur les statistiques des finances publiques	AFC	Statistiques des Finances Publiques	27	Libreville	27 Juin au 1er Juillet 2016	Francis Gahizi Fgahizi@imf.org
4	Séminaire interrégional sur l'accès au marché des capitaux internationaux avec AFW	AFC	Gestion de la Dette Publique	47	Abidjan	18 au 22 Juillet 2016	Chaker Soltani - Csoltani@imf.org
5	Séminaire régional sur la gouvernance et la lutte anti-blanchiment	AFC	Régulation et Supervision Bancaire	30	Kinshasa	22 au 26 août 2016	Alexis Boher - Aboher@imf.org
6	Séminaire régional sur l'initiation au système de comptabilité nationale de 2008	AFC	Statistiques macroéconomiques	18	Douala	17 au 21 Octobre 2016	Hubert Gbossa Hgbossa@imf.org
7	Séminaire régional sur le contrôle des fonctions transversales de contrôle interne, de conformité et de gestion des risques dans les banques	AFC	Régulation et Supervision Bancaire	34	Libreville	12 au 16 Décembre 2016	Alexis Boher - Aboher@imf.org
8	Séminaire interrégional en gestion des finances publiques avec AFW1 sur le thème "Aligner la documentation budgétaire sur les exigences de transparence de la gouvernance financière"	AFC	Gestion des Finances Publiques	60	Yaoundé	23 au 27 Janvier 2017	Abdoulaye Toure - AToure3@imf.org et Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
9	Séminaire régional sur le renforcement de la vision régionale des réformes douanières	AFC	Administration Douanière	9	Brazzaville	14 au 17 Février 2017	Anthony Ramarozatovo Aramarozatovo@imf.org
10	Séminaire régional sur le contrôle du dispositif de maîtrise du risque opérationnel dans les banques	AFC	Régulation et Supervision Bancaire	20	Libreville	20 au 24 Février 2017	Alexis Boher - Aboher@imf.org
11	Séminaire régional en finances publiques sur le thème : Contrôle interne et audit	AFC	Gestion des Finances Publiques	30	Libreville	6 au 10 Mars 2017	Abdoulaye Touré - AToure3@imf.org
12	Séminaire régional sur l'intégration des missions douanières et fiscales	AFC	Administration Fiscale	45	Libreville	13 au 17 Mars 2017	Anthony Ramarozatovo Aramarozatovo@imf.org
13	Séminaire régional pluridisciplinaire sur le thème : "Nomenclature budgétaire et comptable, TOFE et Comptes nationaux".	AFC	Statistiques des Finances Publiques / Gestion des Finances Publiques	50	Douala	24 au 28 Avril 2017	Francis Gahizi Fgahizi@imf.org Abdoulaye Touré - AToure3@imf.org Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
14	Séminaire régional sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de dette publique.	AFC	Gestion de la Dette Publique	30	Libreville	24 au 28 Avril 2017	Chaker Soltani - Csoltani@imf.org
Rencontres régionales							
15	Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget de l'Afrique Centrale (FOHBAC 6 ^{ème} édition)	AFC	Gestion des Finances Publiques	40	Yaoundé	25 au 28 Mai 2016	Abdoulaye Touré - AToure3@imf.org
Ateliers							
1	Atelier sur le Rapport de Règlement du Budget en mode programme à la Cour des Comptes	Gabon	Gestion des Finances Publiques	20	Libreville	06 au 15 Mai 2016	Abdoulaye Touré - AToure3@imf.org
2	Atelier en comptabilité publique	Burundi	Gestion des Finances Publiques	6	Libreville	06 au 10 Juin 2016	Agnès Turenne - Aturenne@imf.org
3	Atelier en régulation et supervision bancaire	Burundi	Régulation et Supervision Bancaire	6	Libreville	06 au 10 Juin 2016	Alexis Boher - Aboher@imf.org
4	Atelier sur la mobilisation des recettes fiscales et douanières	Burundi et RDC	Administration Fiscale	12	Libreville	05 au 19 Décembre 2016	Anthony Ramarozatovo Aramarozatovo@imf.org
5	Atelier sur les comptes nationaux	RDC	Statistiques macroéconomiques	6	Libreville	16 au 27 Janvier 2017	Hubert Gbossa Hgbossa@imf.org
6	Atelier sur le thème "Orientations pour la transposition de Bâle III dans le domaine de la liquidité" (Ratio de Liquidité)	Burundi	Régulation et Supervision Bancaire	4	Libreville	13 au 17 Mars 2017	Alexis Boher - Aboher@imf.org
7	Atelier de renforcement des capacités de production du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Burundi	Statistiques des Finances Publiques	5	Libreville	13 au 17 Mars 2017	Francis Gahizi Fgahizi@imf.org
8	Atelier de formation des superviseurs juniors de la BRB aux « principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace »	Burundi	Régulation et Supervision Bancaire	4	Libreville	03 au 07 Avril 2017	Alexis Boher - Aboher@imf.org
Training							
1	Cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (IFA, AFC et IC)	AFC	Administration Fiscale	18	Port-Louis	13 au 17 Mars 2017	Anthony Ramarozatovo Aramarozatovo@imf.org